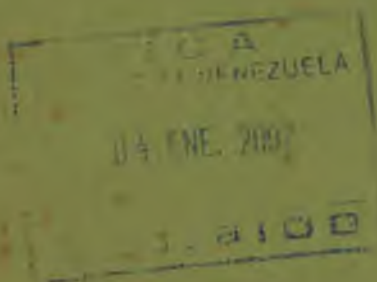


IICA
L01
33
v.-

**INSTITUTO INTERAMERICANO DE COOPERACION
PARA LA AGRICULTURA**

**CENTRO DE PROYECTOS DE INVERSION
PREPARACION DE PROYECTOS
UNIDAD DE PROYECTOS
IICA / BID**

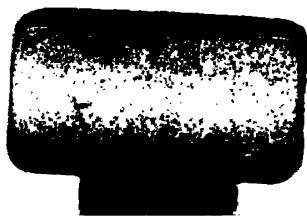


Tomo 1



**PROYECTO DE REPOBLACION PORCINA
DE LA REPUBLICA DE HAITI 1983**

BORRADOR EN CONSULTA



INSTITUTO INTERAMERICANO DE COOPERACION
PARA LA AGRICULTURA

CENTRO DE PROYECTOS DE INVERSION
PREPARACION DE PROYECTOS
UNIDAD DE PROYECTOS
IICA / BID

IICA
BIBLIOTECA VENEZUELA
04 ENE. 2007
RECIBIDO



PR

D

E

IN PORCINA

1983

UNIDAD DE
COOPERACION
LA PREVISION

00007087

11CA
K01
33
v.1

L'ECONOMIE ET LA COMMERCIALISATION
DE LA PRODUCTION DE PORC EN HAITI

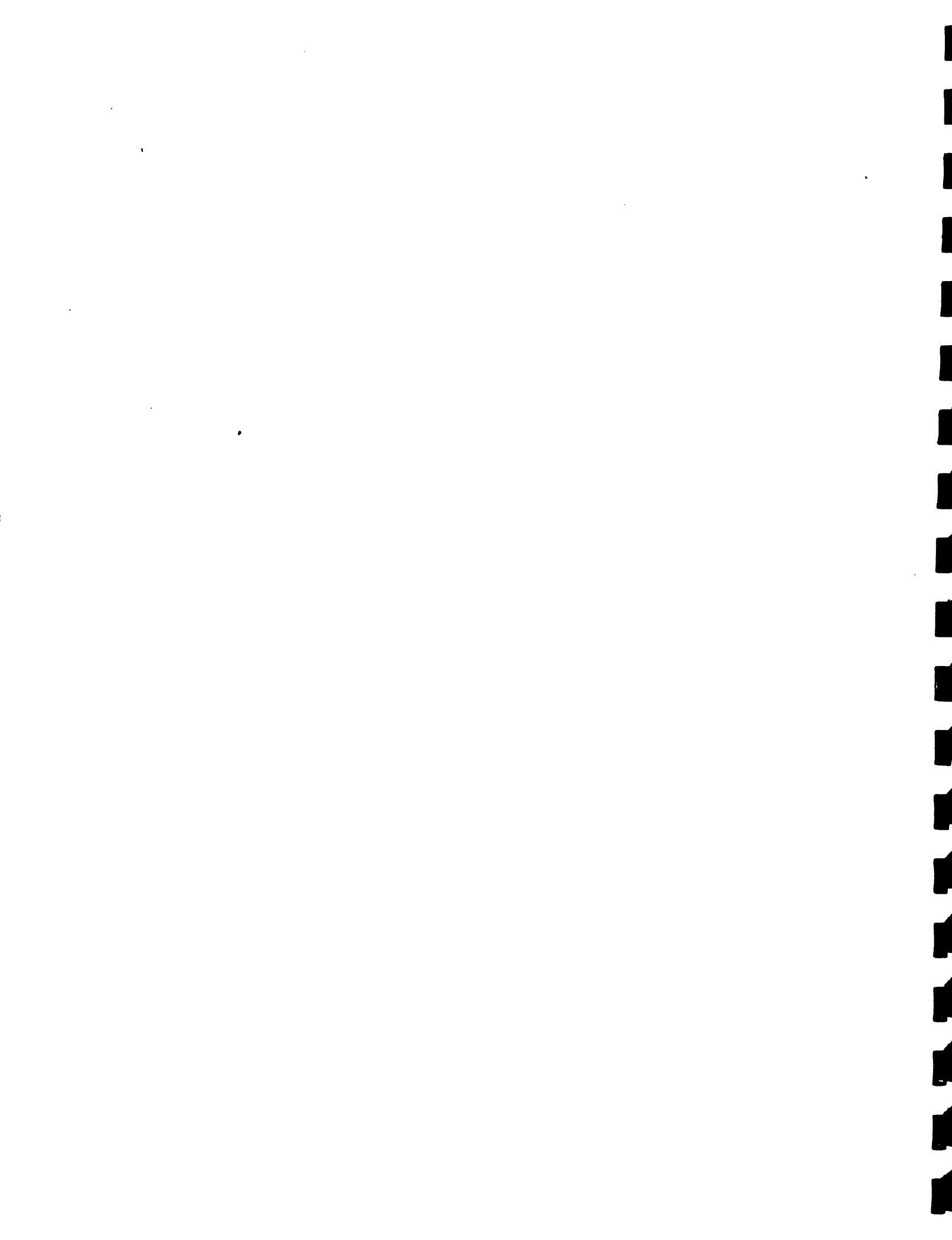


TABLE DE MATIERES

- I- Comportement de l'Economie
- II- Orientations Générales et Perspectives du IIIème
Plan Quinquennal Agricole
- III- Secteur Agricole
- IV- La Production Agricole et ses Caractéristiques
- V- La Production du Secteur de l'Elevage
- VI- La Population Porcine
- VII- La Production Commerciale de Porcs et la Consommation
Estimée.
- VIII- Les Coûts de Production des Porcs
 - Au niveau paysan
 - Au niveau Commercial
- IX- La Commercialisation du Porc
 - Exportation
 - Importation
 - L'Abattage local
 - Chaîne de Captation et Marges de Commercialisation
 - Conservation de la Viande de Porc
 - Prix du Porc



1. COMPORTEMENT DE L'ECONOMIE

La République d'Haïti, dans la dernière décennie, a connu un comportement économique fluctuant. Mais, en général, elle essayait de surmonter une longue période de stagnation économique.

Le Tableau II-I montre le comportement du produit interne brut du pays à partir de 1975; entre 1975 et 1977, a eu lieu une prospérité relative avec des augmentations annuelles de l'ordre de 5,58%; à partir de cette date, il se produit une légère baisse de niveau de l'ordre de 5,3%.

En 1980, quand le pays se trouvait dans un processus de réhabilitation relative, ses effets paraissaient avoir été réduits à cause des ouragans tropicaux qui l'affectèrent.

D'autre part, le Produit Interne Brut a gardé un comportement curieusement constant, avec un accroissement annuel de l'ordre de 4%. Il n'y a pas de doute que ce chiffre et ses niveaux présentés dans le Tableau II-I ne reflètent pas totalement la situation du pays.

Les US \$219 de PIB per capita estimés en 1980 aux prix de 1978 signifieraient qu'au cours de cette année, avec un niveau de population de l'ordre de 5 millions d'habitants, un foyer de 5 personnes en moyenne disposerait de US \$3 par jour.

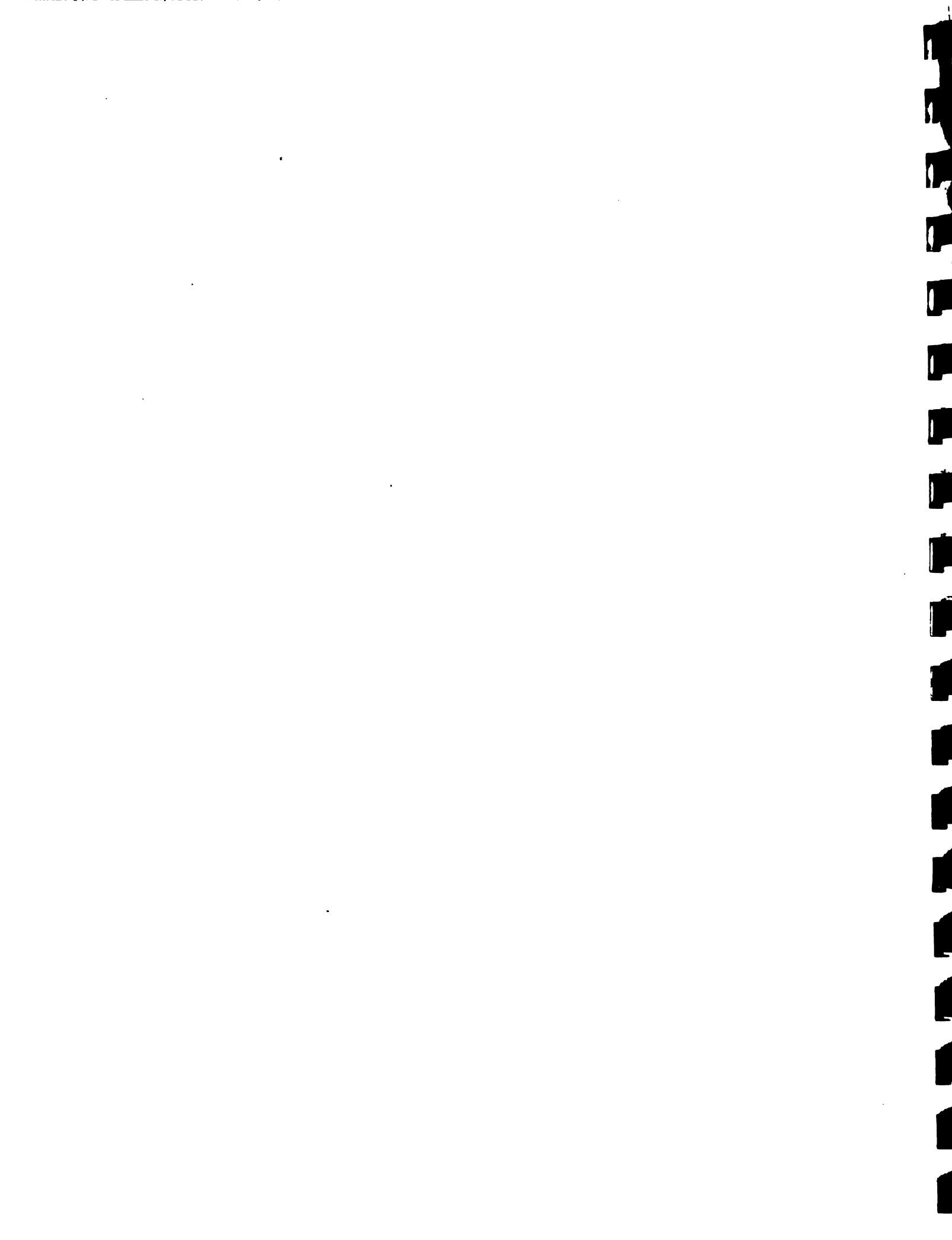
A la situation précédente, d'ajoutent les problèmes évidents de distribution de revenu, d'accès aux services et de chômage qui rendent la situation beaucoup plus complexe que les minimales \$3 par jour ou les \$ 0,60 par jour par personne.

Bien sûr, une telle situation n'est pas favorable à une augmentation facile de l'épargne interne, comme le montre le Tableau II-2, vu qu'entre 1975 et 1979 l'épargne interne présente une réduction annuelle moyenne de l'ordre de 30 millions de dollars.

D'autre part, l'investissement brut augmente de 168 à 323 millions l'an entre 1975 et 1979, avec un accroissement annuel moyen de 17,7% environ, qui est atteint en grande partie, au moyen du financement externe et des dons.

Le solde de la dette publique internationale entre 1975 et 1978 est pratiquement doublé, passant de US \$106 millions à US \$248 millions, avec un accroissement annuel moyen de 30,7%. Par ailleurs, il paraît qu'à partir de 1978 la capacité du pays d'obtenir du financement externe est réduite de façon substantielle (Tableau II-3).

Ceci découle du fait que, alors qu'entre 1975 et 1976 le solde croît à un taux de 58%, entre 1976 et 1977 il le fait seulement à un taux de 29% et entre 1977 et 1978 l'augmentation est réduite à seulement 14%.



La situation paraîtrait refléter, malgré les conditions spéciales dans lesquelles on accorde les fonds au pays, une préoccupation de la part des organismes internationaux au sujet de la capacité institutionnelle d'absorption des fonds provenant de l'extérieur pour des actions qui augmentent la production et la productivité locales.

Ceci s'aggrave face à une balance commerciale qui a maintenu entre 1975 et 1979 une balance négative de US \$ 245 millions de dollars l'an. Ce n'est qu'à partir de 1979 que l'on constate une légère réduction des importations de l'ordre de 2,8% par rapport à l'année précédente compensée par une forte augmentation des exportations de l'ordre de 26%.

Les efforts précédents arrivèrent à réduire le déficit de la balance commerciale de US \$91,3. Ceci s'est produit partiellement à cause d'une réduction de la consommation de près de 6,6% (Tableau II-4).

La compression de la consommation et l'augmentation des exportations peuvent avoir eu un effet important sur les groupes à faible revenu, vu que ceci s'obtient par la combinaison de l'augmentation des prix internes, des restrictions sélectives, de l'emphase sur les cultures exportables et sur l'encouragement des industries d'assemblage.

La situation sus-décrite ne paraîtrait cependant pas affecter de beaucoup la "capacité de s'endetter" que normalement le pays aurait, étant donné qu'en 1978, le pays consacrait seulement 5,9% de la valeur de ses exportations au service de la dette publique extérieure (Tableau II-5).

Un critère "traditionnel" oublierait que l'Amérique Latine en 1978 consacrait 26% de ses exportations au service de la dette et le pays seulement 5,9%. Cependant, en 1978 le pays s'endetta d'une somme égale à 88,3% de la valeur de ses exportations totales (Tableau II-6), c'est-à-dire 21,6% du PIB de cette année.

Les réflexions précédentes sont importantes à cause des efforts que l'on déploie pour faire progresser le pays économiquement, politiquement et socialement, efforts dans lesquels le secteur industriel a joué ces derniers temps, un rôle prépondérant, pour mettre à profit le contingent de main-d'oeuvre disponible.

2. LE SECTEUR AGRICOLE DANS L'ECONOMIE NATIONALE

La situation économique sus-décrite dans laquelle le secteur industriel a reçu un appui prioritaire reconnaît partiellement le rôle du secteur rural du pays.

Haiti, entre 1960 et 1980, augmenta sa population totale de 1,2 millions d'habitants dont en 1960 16% étaient des habitants urbains et 84% des ruraux; et en 1979 24% étaient urbains et 76% des ruraux (Tableau II-7).



Le modèle démographique décrit reflète une migration rapide à la recherche de meilleures opportunités d'emploi, ce qui est confirmé quand nous nous rendons compte que 40,5% de la population urbaine n'est pas originaire du lieu alors que dans les zones rurales ceci arrive seulement pour 6,6% (Tableau II-8).

Le modèle ne semble pas différer beaucoup entre les hommes et les femmes vu que contrairement à ce qu'on attend, la femme semblerait émigrer beaucoup plus que l'homme, reflétant en un sens, moins d'opportunités, de même que dans les modèles de comportement social propres au milieu, en particulier dans la commercialisation des produits agricoles.

La population rurale haïtienne est responsable d'une grande partie de la valeur ajoutée de l'économie vu qu'en 1979 la valeur ajoutée par le secteur représentait 40% de la valeur ajoutée totale.

La participation ajoutée du secteur bien qu'importante comme on l'a vu, a lentement diminué dans les deux dernières décennies, passant d'une participation de 47% en 1960 à 40% en 1979 (Tableau II-9).

Cependant, le secteur a pu maintenir une participation substantielle au produit interne brut total, comme on le voit sur le Tableau II-10, de l'ordre de 45%, participation qui à partir de 1975 diminue avec une rapidité relative.

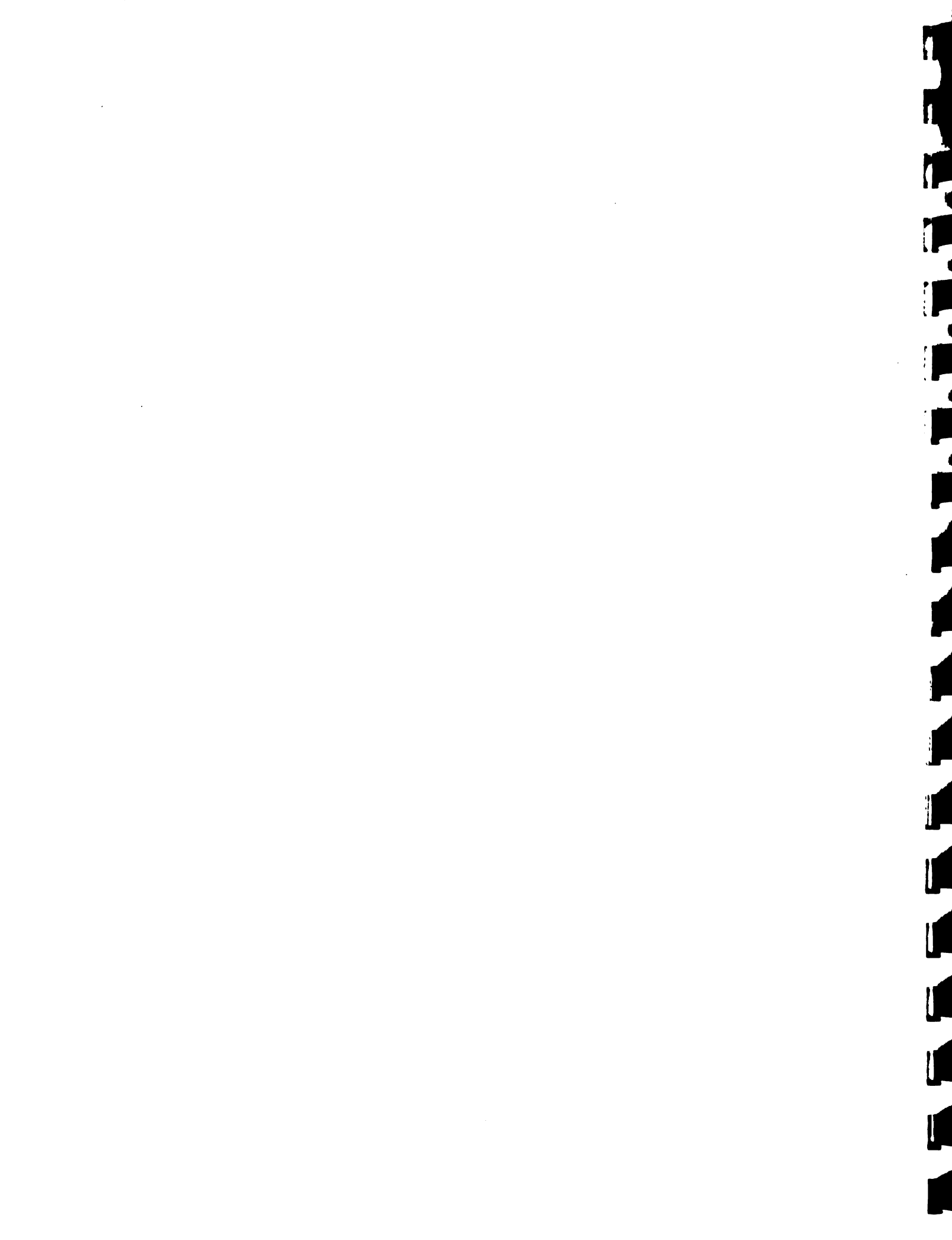
La réduction de la participation appuie la priorité donnée aux secteurs urbano-industriels et au secteur transport. La lente diminution observée dans le Produit Interne Brut Agricole (PIBA) est observé aussi dans la diminution du rôle du secteur dans les exportations du pays.

Le Tableau II-11 indique pour la période la plus récente 1974-1975 le rôle des exportations agricoles par rapport aux exportations totales et bien que celles-ci varient, on note une tendance décroissante qui les fait baisser de 57% à 33%.

Les exportations agricoles furent séparées des agro-industrielles pour les deux dernières années, on observe la prédominance des produits primaires dans le total étant donné que seulement 18% étaient des produits avec une certaine valeur ajoutée locale et représentaient seulement entre 9 et 10% du total.

Avoir une plus grande valeur ajoutée au niveau local est un des désirs du pays; cependant, ceci requiert une infrastructure de services que le pays, malgré ses efforts pour s'en pourvoir, n'arrive pas encore à obtenir.

La structure des exportations agricoles quand on la détaille semble se concentrer presque totalement sur le café, bien que le cacao gagne de plus en plus de terrain, d'une manière progressive et constante depuis 1974.



Le café individuellement, malgré la prépondérance qu'il garde encore représentait en 1974-74 78% du total correspondant aux 5 principaux produits d'exportation agricole, et en 1978-79 sa participation a diminué et est maintenant à 53% (Tableau II-12).

La diminution du café a été amplement compensée par le cacao qui en 1974-75 représentait seulement US \$445.000, soit 2% du total des exportations, et atteignait en 1978-79 US \$24.500.000, soit 31% du total.

Cette si importante augmentation des exportations du cacao pourrait être attribuée à l'amélioration des prix internationaux du produit survenue au cours de la période et à la motivation que cela provoqua pour exploiter les cacaoyères existantes plus rationnellement.

Les nouveaux prix, pour le moins, encouragèrent l'effort de cultiver ce produit qui, auparavant, vu les conditions générales des exploitations et les prix internationaux précédents, était quelque peu négligé.

Un élément intéressant des exportations agricoles est constitué par les huiles essentielles, compte tenu de leur rôle, de leur niveau d'entretien et même d'une légère amélioration, montrent qu'il est possible de commencer avec un produit nouveau, d'agir correctement et de l'entretenir.

Bien que les circonstances des huiles essentielles puissent être appliquées au cacao et au café, ces deux derniers possèdent une structure productive différente de celle des huiles essentielles, ce qui peut représenter un élément de complexité inexistant dans les huiles essentielles.

La production de denrées exportables et son expansion n'ont pas été accompagnées d'une expansion commensurable dans les denrées alimentaires, comme on observe dans le Tableau II-13. Des 7 produits analysés, seul le riz présente une augmentation de disponibilité de 24% sur 5 ans avec un taux annuel d'accroissement de 5,41%.

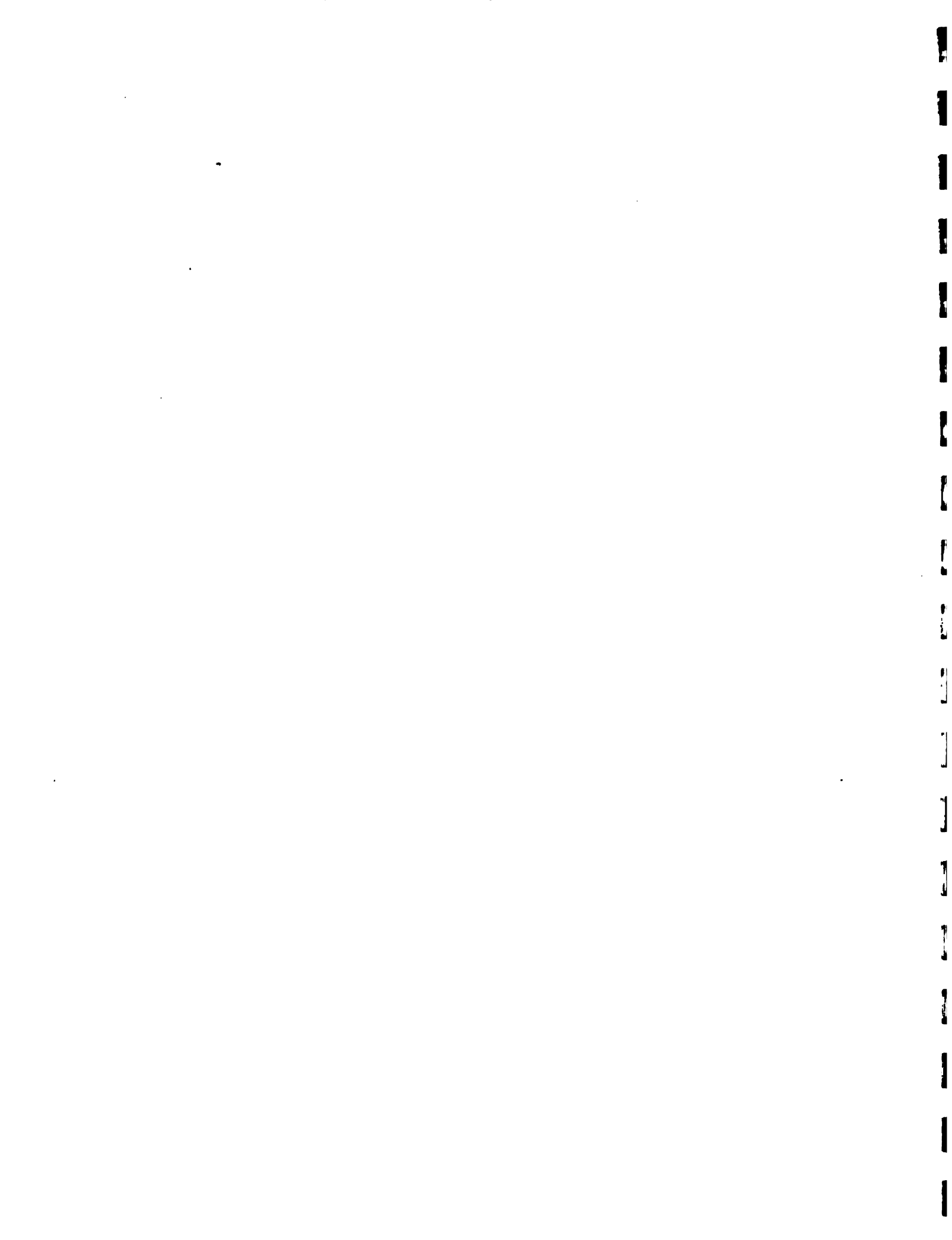
Les autres produits alimentaires présentent ou des diminutions importantes ou un accroissement très limité; raison pour laquelle on doit s'attendre à ce que le pays soit obligé d'avoir recours de plus en plus à l'importation d'aliments.

Le Tableau II-14 présente la valeur des importations d'aliments entre 1873-74 et 1977-78. On peut y voir que ces importations augmentèrent de 219% pendant la période avec des augmentations annuelles

En 1977-78, l'indice d'augmentation diminue simplement à cause des mesures restrictives et à cause de la non disponibilité de devises. Face à une production alimentaire locale déficitaire et à une crise économique croissante, qui sont un produit partiel de la crise énergétique et des phénomènes naturels, il ne reste qu'à restreindre l'importation pour consacrer les ressources à d'autres priorités.



Le riz, unique produit qui se comporte de manière appropriée, même avec une disponibilité annuelle de 23,6 kg. per capita ou de 0,06 kg. par jour par personne, ne représente pas grand chose et devrait être augmenté ou amélioré, ce qui n'est possible qu'à travers la réhabilitation des zones d'irrigation et en particulier dans la Vallée de l'Artibonite.



II. ORIENTATIONS GENERALES ET PERSPECTIVES DU III^{ème} PLAN QUINQUENNAL AGRICOLE

En égard au contexte économique-social du pays en général et à la situation du Secteur Agricole, en particulier, au seuil de la décennie 1980, les interventions du Gouvernement dans l'Agriculture durant la prochaine période quinquennale 1981-1986, pour être dynamiques et efficaces, devront nécessairement être axées sur une approche réaliste, s'articulant bien avec de diverses autres entités de l'économie nationale.

Dans cette optique, le Secteur Primaire, tenant compte des grandes lignes directrices définies dans le cadre de la politique nationale globale de développement et, par surcroît, conscient du rôle prépondérant qu'il doit continuer à jouer dans l'avenir économique du pays, entend converger ses efforts vers la satisfaction des besoins nationaux les plus immédiats, tout en contribuant à favoriser l'instauration et le maintien de conditions de plus en plus propices à une croissance équilibrée de l'agriculture haïtienne et, prioritairement au bénéfice des couches défavorisées tant rurales qu'urbaines.

2 1 Mesures envisagées

L'examen attentif des aspects fondamentaux du Secteur Agricole et des contraintes multiformes qui l'affectent traditionnellement a permis de dégager une stratégie générale et une orientation nouvelle, aptes à imprimer à l'agriculture nationale le dynamisme voulu pour assurer efficacement son rôle prépondérant dans le développement économique-social du pays. Ainsi, dans la conception et la formulation du III^{ème} Plan Quinquennal Agricole, il s'est avéré impératif de concentrer les actions d'intérêt sur des points stratégiques pouvant déclencher directement ou indirectement un ensemble de réactions favorables au développement souhaitable recherché.

Avec cette nouvelle approche en perspective, le Ministère de l'Agriculture, qui a déjà amorcé une action significative dans le sens d'une réorganisation complète et d'un renforcement réel de ses structures internes, ne pourra véritablement accroître la production agricole, l'organiser et l'orienter en fonction des besoins prioritaires nationaux, que par la mise en place d'infrastructures appropriées d'intérêt collectif, la fourniture d'encadrement technique, matériel et financement adéquat, la formation permanente des cadres, la vulgarisation de techniques prouvées, le renforcement des associations paysannes, etc...

Ces interventions qui constituent un tout indissociable, en raison même de leur interdépendance obligée, impliquent certes l'application parallèle de mesures concrètes, aussi bien en amont qu'en aval de l'activité agricole proprement dite. La stratégie globale préconisée en l'occurrence devra porter sur les éléments clés de politique agricole appelés à accélérer et à soutenir le rythme de croissance du secteur à travers le temps et l'espace. Les mesures stratégiques, propres à créer les conditions favorables à une réelle promotion de l'agriculture nationale, tout en incitant l'exploitant agricole, dans sa sphère d'action, à produire plus et mieux, se

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

réfèrent aux principaux domaines d'action suivants:

2.1.1 Aspects institutionnels

- Renforcement des structures d'intervention

.Niveau central

Réviser et actualiser la structure existante d'organisation du Secteur Agriculture, en l'adaptant adéquatement aux besoins et aux impératifs actuels de développement.

De fait, des années 1950 à nos jours, de multiples changements ont été opérés dans le mécanisme d'organisation générale du Secteur. Cependant, certaines de ces structures se sont révélées quelque peu dépassées et partant moins fonctionnelles.

.Niveau de terrain

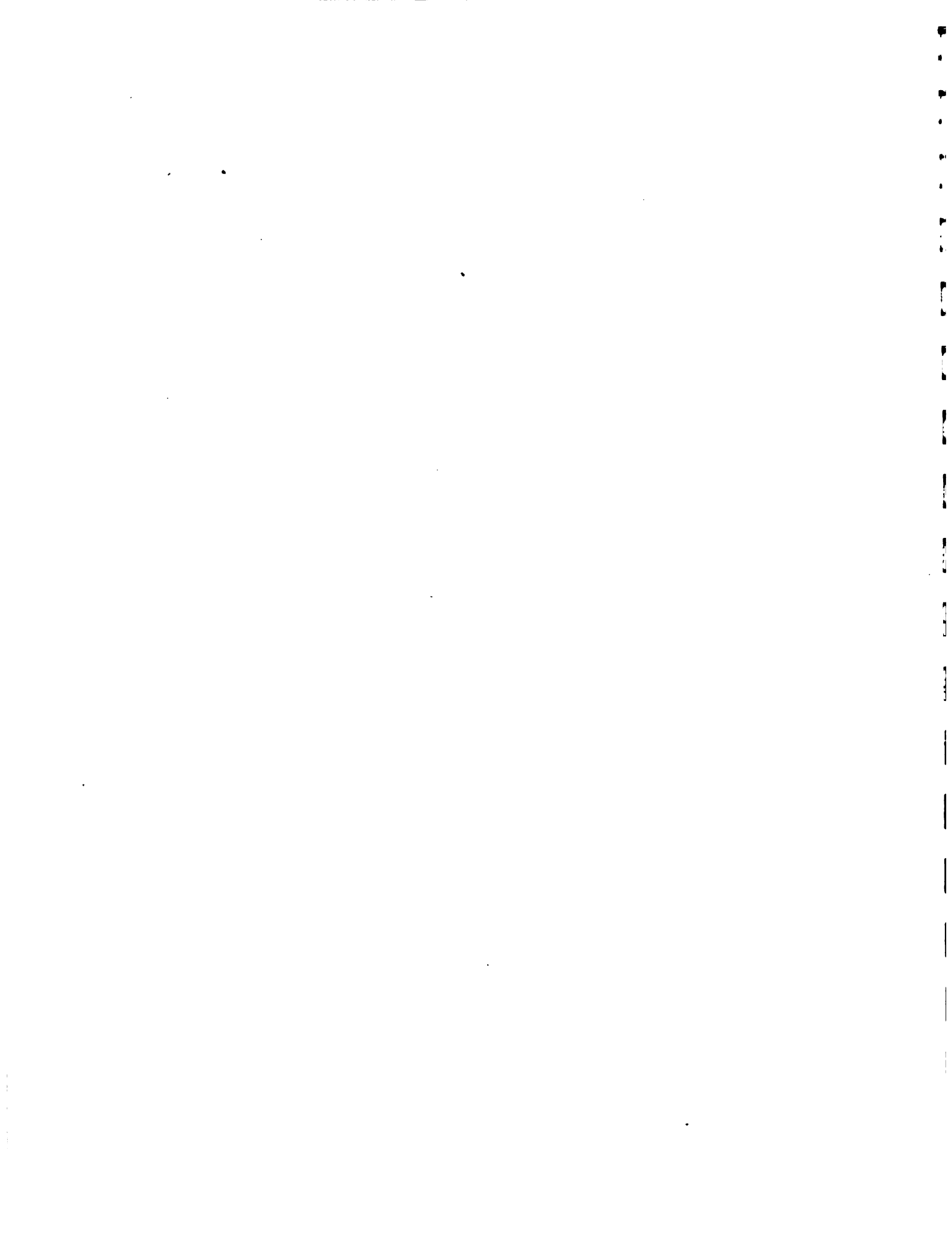
Développer et renforcer au niveau régional des structures d'intervention devant permettre:

- . de prévenir une trop grande dispersion des efforts à entreprendre;
- . de favoriser une distribution spatiale plus équilibrée des ressources globales disponibles;
- . d'améliorer la répartition des avantages économiques et sociaux au sein des communautés rurales.

L'idée de régionalisation s'articule bien avec la politique de décentralisation fortement pronée par le Gouvernement de la République. Dans le présent contexte économique-social du pays, la nécessité se fait de plus en plus sentir, de pouvoir utiliser au mieux les ressources disponibles pour le développement équilibré de l'ensemble du territoire national. C'est d'ailleurs dans cette optique qu'ont vu le jour dans les pays les différents programmes de développement régional intégré, intéressant à la fois divers secteurs de l'économie.

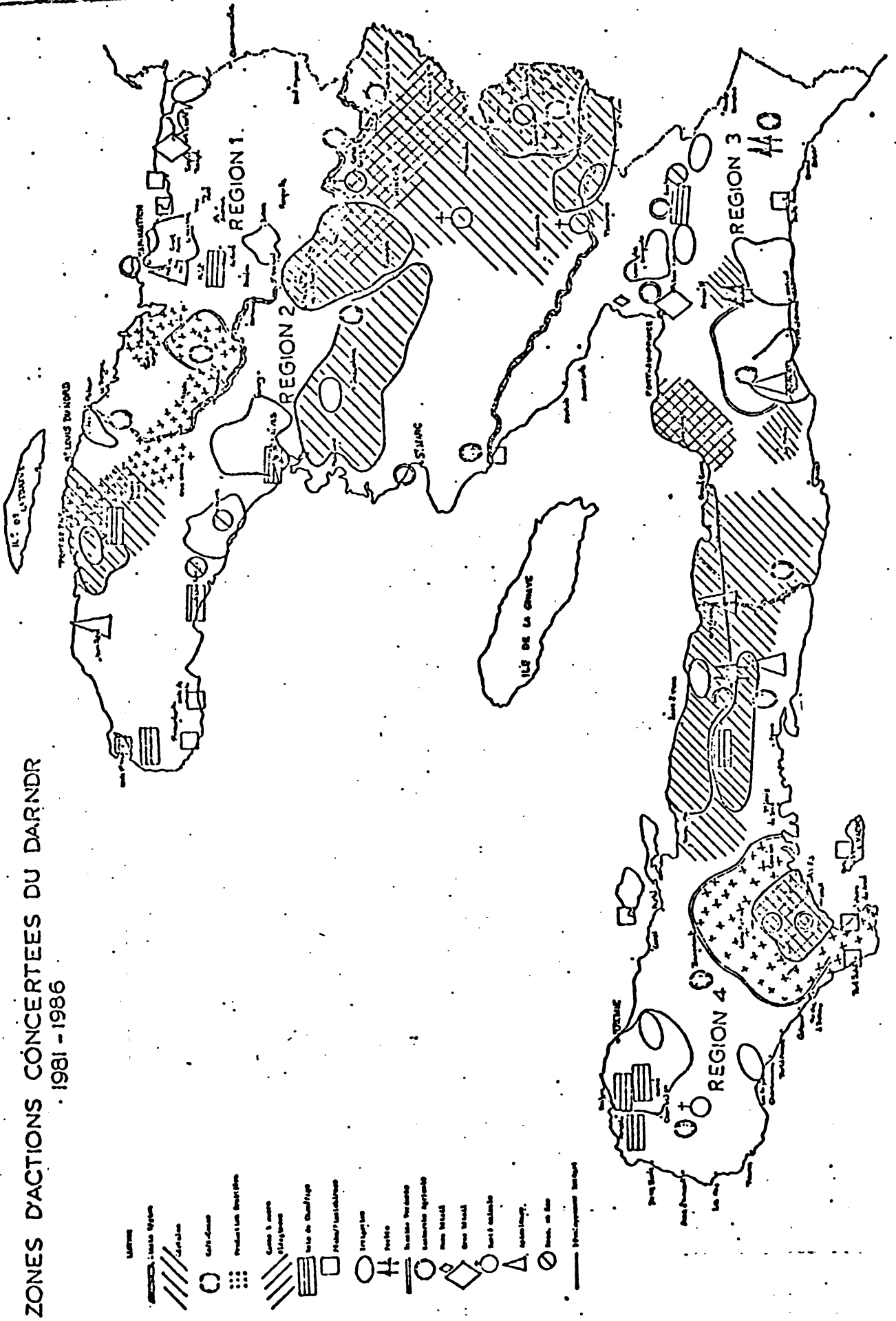
Le découpage de l'espace national en quatre (4) régions, proposé par la planification centrale et essentiellement basé sur les potentialités de développement existantes, se révèle certes un instrument inutile, devant permettre à long terme d'éliminer les disparités économiques et sociales constatées au niveau régional, moyennant l'adoption notamment d'une politique soutenue d'accroissement effectif de la productivité du travail et de création d'opportunités d'emploi à travers les différentes sphères d'activités.

Ainsi, les interventions du Secteur Agricole durant la période quinquennale 1981/82-86 seront convergées vers les régions prioritaires, définies par la Direction de l'Aménagement du Territoire et la Protection de l'Environnement (DATPE). (Ref. croquis ci-joint). Il en résulte que les plus forts investissements à faire dans l'agriculture seront nécessairement concentrés au départ dans ces

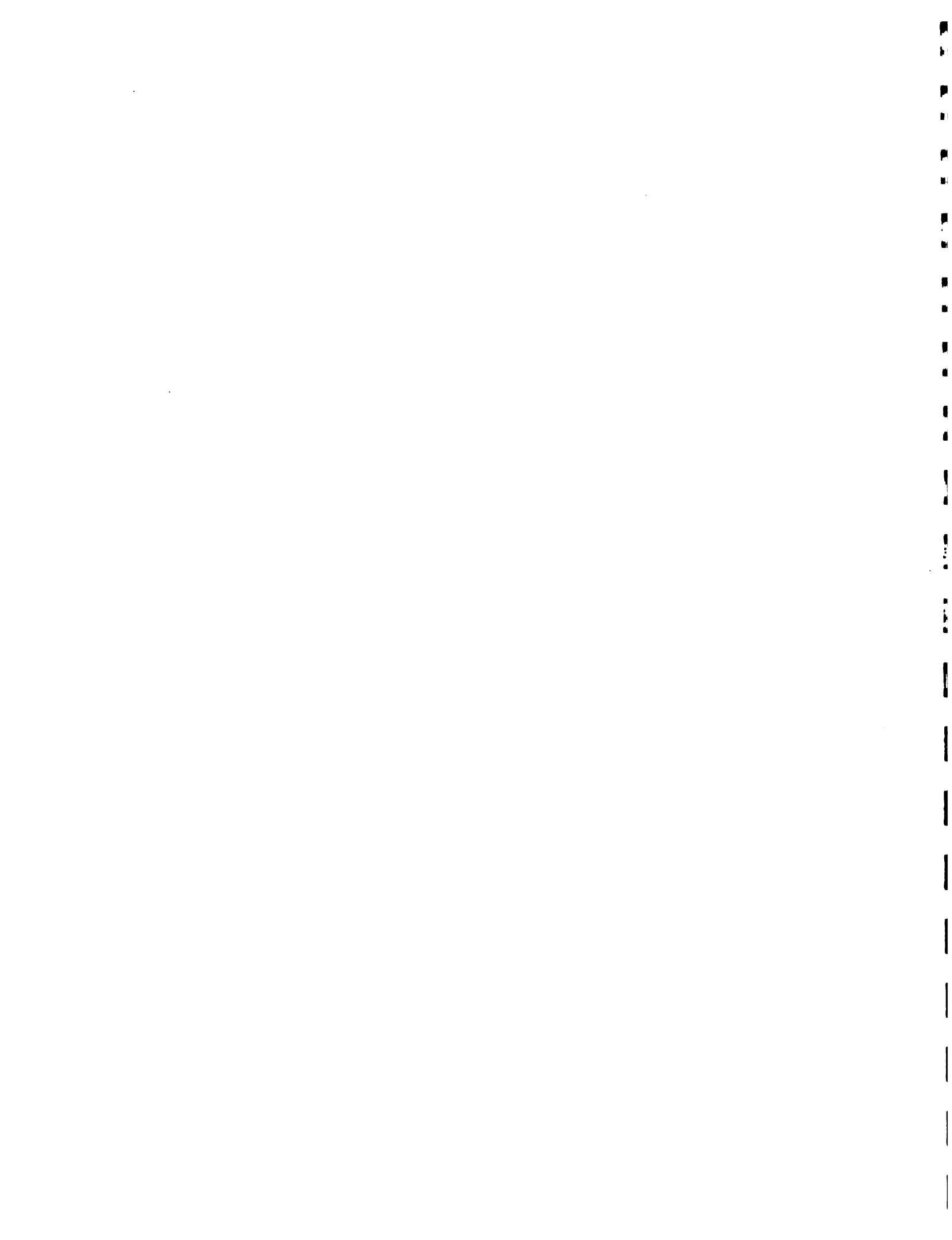




ZONES D'ACTIIONS CONCERTEES DU DARNDR
1981 - 1986



- Lignes d'irrigation
- ////// Routes
- Campements
- Production agricoles
- ////// Zones à cultiver
- ▨ Zones de culture
- Habitats/Installations
- Irrigation
- ⊕ Puits
- Routes Terrestres
- Routes Aériennes
- ◇ Zones à cultiver
- Zones à cultiver
- △ Aériennes
- Bases de l'air
- Infrastructures



mêmes zones de haute priorité.

Dans ce contexte, compte tenu des possibilités et des limitations existantes, en ce qui a trait aux moyens physiques, humains et financiers disponibles, il est prévu, avec le temps, un passage progressif et logique des limites agricoles actuelles, constituant vingt (20) Districts, à celles des grandes régions de développement, contemplées à long terme.

- Elimination des contraintes administratives

Recherche auprès des institutions nationales concernées de la collaboration nécessaire devant permettre l'élimination des contraintes existantes, en ce qui a trait à la lenteur des procédures administratives courantes de décaissement de fonds.

En effet, les moyens financiers sont rarement rendus effectivement disponibles en temps et lieu voulus, alors que, en matière d'agriculture, les interventions doivent nécessairement être faites selon un calendrier agricole rigide qui ne peut souffrir du moindre retard, relativement, par exemple, aux époques précises de plantation, de fertilisation, de traitement préventifs et/ou curatifs de maladies végétales, etc...

- Formation de cadres

Amélioration de façon soutenue de la capacité professionnelle et technique des cadres de différents niveaux intéressés au développement de l'agriculture haïtienne.

- Organisations paysannes

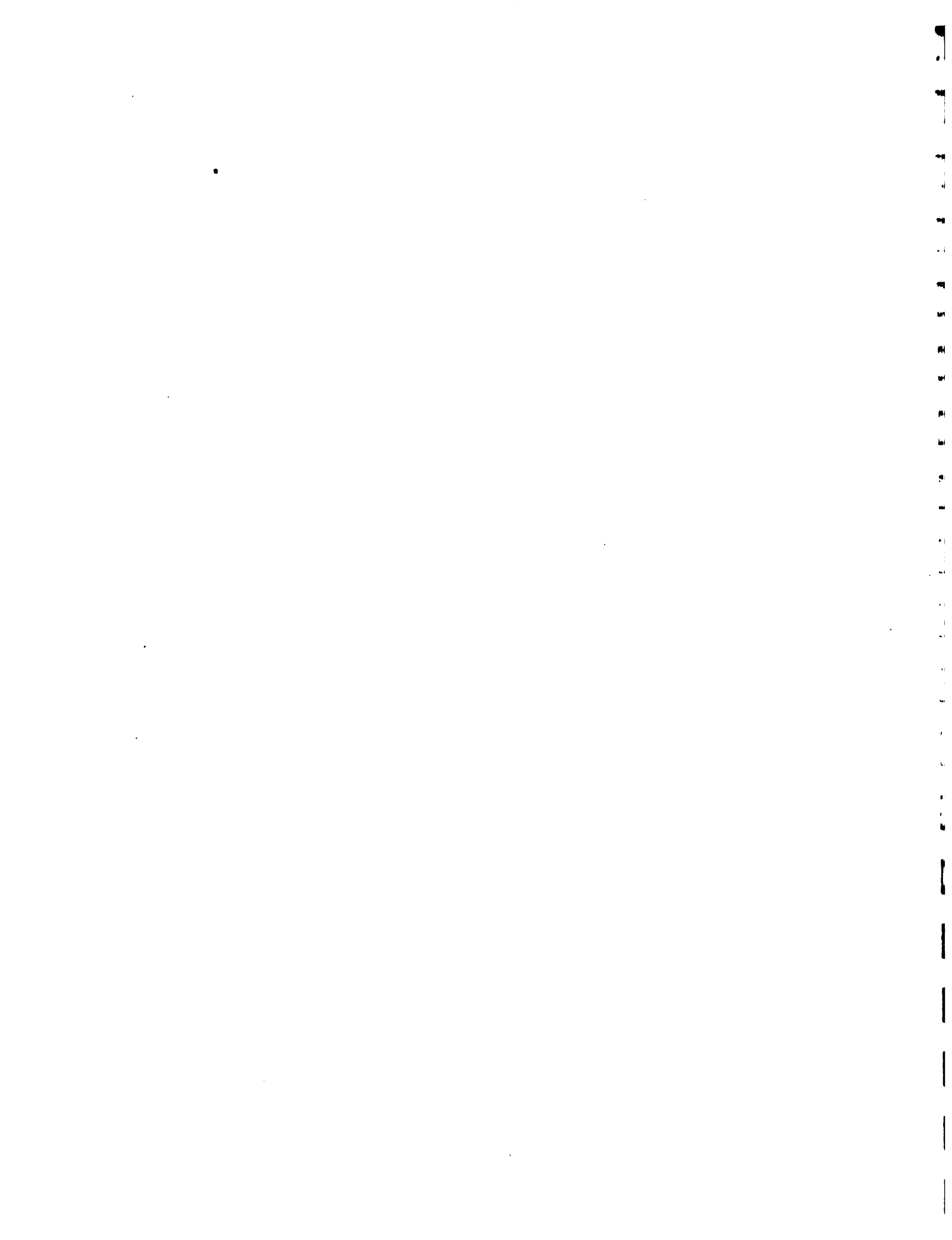
Organisation des producteurs individuels en groupements et/ou associations pour une coopération plus aisée et partant plus fructueuse.

- Evaluation, Contrôle et Suivi

Renforcement de façon effective des structures existantes, en termes de personnel qualifié, de moyens de transport et de facilités législatives diverses, pour pouvoir intervenir périodiquement au sein des différentes communautés rurales et veiller ainsi à la marche des activités en cours.

2.1.2 Amélioration de la Structure Agraire Nationale.

Un peu partout dans le monde et tout particulièrement dans les pays du Tiers-Monde, la question agraire pose des problèmes à la fois complexes et délicats à toute la conscience nationale. En Haïti où l'espace agricole économiquement cultivable est extrêmement limité, le problème prend des dimensions encore plus étendues, se traduisant, dans la pratique, par un morcellement extrême des terres, avec plus de 70% des unités d'exploitation inférieures à un (1)ha.



Comme conséquence néfaste découlant directement de cette situation, pour le moins alarmante, la pression exercée sur la parcelle agricole exploitable atteint son stade critique. Les rendements unitaires par endroits deviennent très faibles, sinon insignifiants, de sorte que l'agriculteur parvient difficilement à en tirer sa propre subsistance. Dans ce contexte, des populations rurales, jadis sédentaires, tendent de plus en plus à délaisser la campagne pour émigrer vers les centres urbains et les pays étrangers jugés plus hospitaliers.

Ainsi, au niveau de la conception même du III^{ème} Plan Quinquennal Agricole, la problématique de la terre a tout naturellement retenu l'attention. Certes, il ne saurait être question de lui trouver, dans l'immédiat, une solution définitive. L'approche envisagée, quant à présent, ne peut être qu'un palliatif de transition, devant préparer la voie à l'adoption de mesures plus systématiques et partant, plus efficaces. A cet effet, le Plan Quinquennal Agricole 1981/82-86, avec l'appui effectif des diverses institutions nationales compétentes met en l'accent principalement sur:

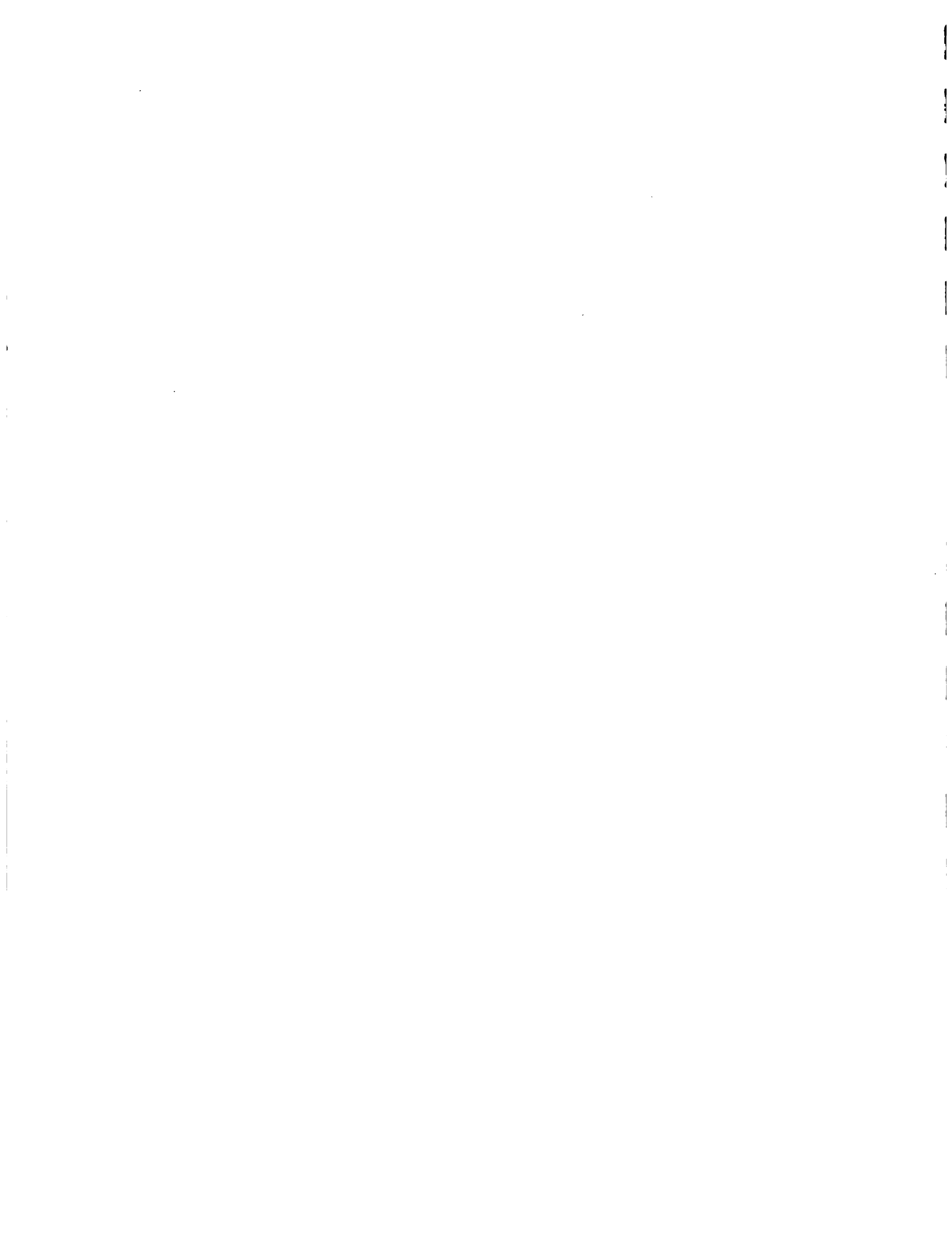
- le regroupement des parcelles individuelles en des unités collectives d'exploitation, aux dimensions à la fois plus consistantes et plus économiques. Ces unités élargies pourront alors mieux bénéficier des facilités d'infrastructures et de services divers disponibles. A noter que l'expérience, en ce sens, s'est révélée encourageante notamment avec les coopératives de Bas-Boen, dans la Plaine du Cul de Sac.
- l'établissement de cadastres au niveau des principales régions agricoles du pays, en vue d'une meilleure planification des activités, à l'instar des actions en cours en ce sens dans la zone d'intervention de l'Office de Développement de la Plaine des Gonaïves, au niveau des terres sous irrigation.
- la protection de l'exploitant agricole contre toute forme arbitraire de dépossession illégale ou d'expropriation intempestive et injustifiée.

2.1.3 Remise en vigueur et/ou révision des dispositions légales existantes sur l'Agriculture

Il existe dans le pays une législation abondante et variée, réglementant l'exploitation agricole en Haïti. Cependant, en dépit de leur contenu valable et de leur caractère d'actualité, ces dispositions légales sont restées, pour la plupart, en veilleuse depuis de longue date.

Il est prévu, en l'occurrence, la remise en vigueur et/ou la révision des lois existantes, lesquelles doivent nécessairement constituer des actions parallèles, indispensables à la création des conditions favorables recherchées pour une réelle promotion de l'agriculture nationale.

Au nombre de ces dispositions légales, il convient de rappeler entre autres, celles relatives à la non-exploitation injustifiée des



terres agricoles, à l'interdiction de l'élevage libre, à la protection des zones réservées, à l'abattage d'arbres clandestin ou inconsidéré, à la création du Fonds Spécial de Reboisement (F.S.R.), à l'interdiction de cultures en terrains à déclivité excessive, et...

De même, la révision de la loi en vigueur sur les droits de succession s'avère un impératif pour prévenir une plus grande atomisation des unités d'exploitation individuelles.

2.1.4 Production Agricole

Relativement à l'augmentation de la production agricole, en ce qui a trait notamment aux cultures vivrières et aux denrées exportables, les actions du Secteur, compte tenu de la limitation de l'espace agricole économiquement cultivable, seront plus axées sur l'accroissement effectif de la productivité des terres que sur l'extension des superficies à mettre sous cultures. Dans cette optique, les mesures de politique appelées à avoir des incidences positives directes sur la production et qui devront faire l'objet d'attention particulière incluent principalement:

- Développement et renforcement des facilités de communication au niveau des unités d'exploitation par le désenclavement des régions à fort potentiel agricole. (voies tertiaires)
- Elargissement du champ d'action de la recherche agronomique qui, par surcroît, devra déboucher sur des résultats concrets vulgarisables.
- Renforcement effectif des structures de vulgarisation existantes, devant fournir au producteur un encadrement plus adéquat au double point de vue quantitatif et qualitatif.
- Subvention renforcée à la production, en ce qui concerne l'acquisition d'intrants stratégiques tels que eau d'irrigation, semences de qualité, fertilisants, pesticides, outillages agricoles divers, etc...
- Renforcement et extension des facilités de crédit, de façon à permettre, notamment au petit producteur à faible revenu, non seulement de répondre aux dépenses courantes de son exploitation mais encore d'accroître son pouvoir de négociation, face à l'acheteur et/ou aux intermédiaires, au moment de la récolte.

2.1.5 Soutien des prix à la production

Le soutien des prix à la production constitue également un élément moteur pouvant porter le producteur à accélérer le rythme de sa production. Comme on le sait, les denrées agricoles sont particulièrement sujettes aux aléas du jeu de l'offre et de la demande, de sorte que l'agriculteur n'a pratiquement pas de garantie au moment de la vente de ses produits.

Le Secteur est pleinement conscient de cette situation, souvent déconcertante pour l'exploitant agricole. A cet effet, le prochain

- 12 -

Plan Agricole prévoit des actions ponctuelles en matière de commercialisation lesquelles visent à déterminer et à garantir à la production un prix minimum rémunérateur pour l'agriculteur.

Le support qu'apportera le Gouvernement, en l'occurrence, consistera surtout en intervenir sur le marché, précisément durant les périodes de fortes productions où les prix tendent à tomber à la verticale, pour absorber l'offre excédentaire des denrées agricoles. Ce surplus d'aliments qu'on pourrait qualifier momentanément "d'indésirables" sera alors emmagasiné pour être livré plus tard sur le marché au moment des pénuries.

Cette approche déjà expérimentée dans les pays a donné des résultats assez encourageants. Elle présente l'avantage de prévenir au bénéfice du producteur, des chutes brutales de prix au moment de la récolte et d'autre part, de freiner toute montée spectaculaire de prix pendant les périodes de rareté, grâce à une redistribution contrôlée des produits préalablement emmagasinés, régularisant ainsi l'offre aussi bien dans le temps que dans l'espace.

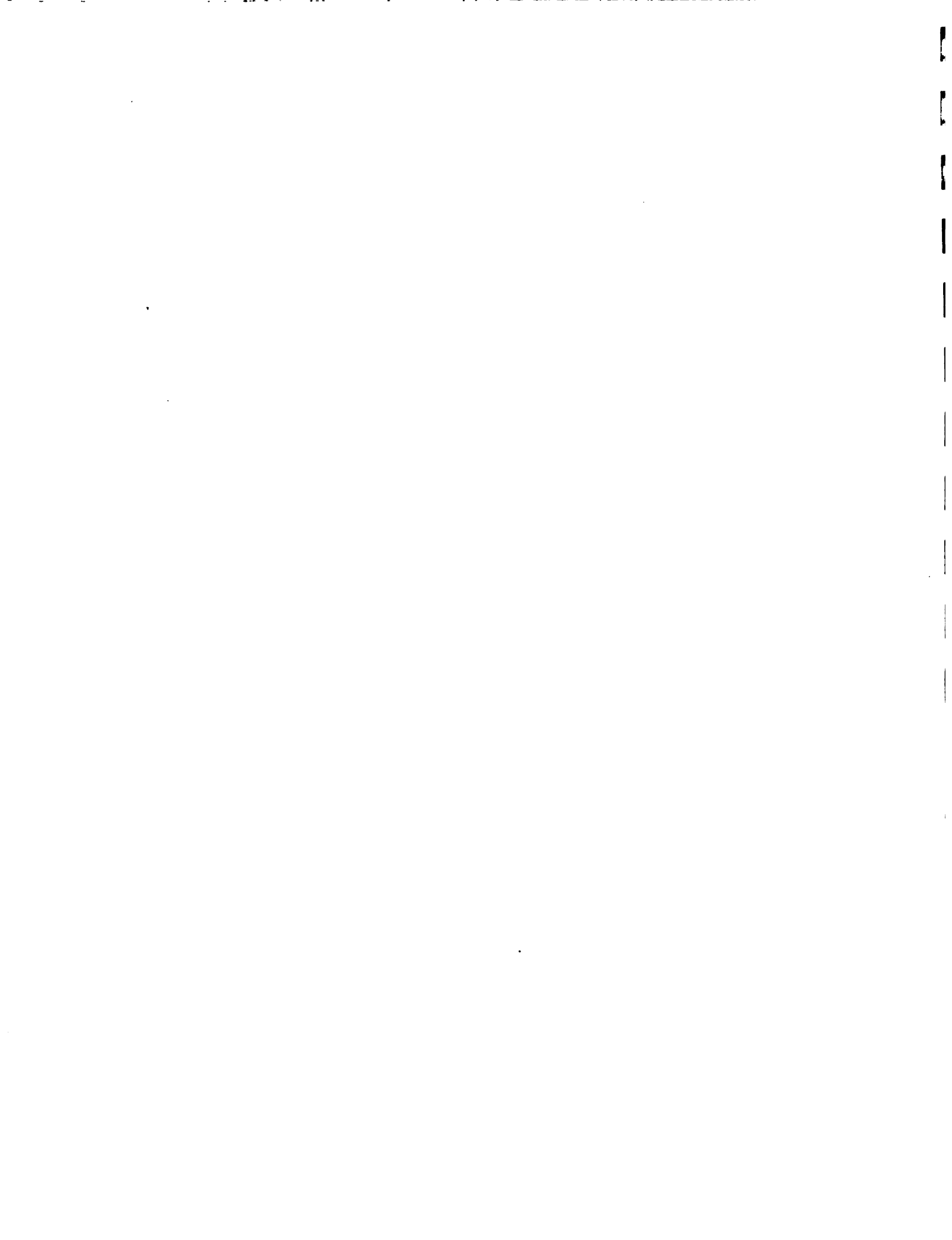
Bref, cette politique de soutien des prix, appliquée de façon intelligente, se révèle, en pratique un efficace stimulant pour l'exploitant agricole, tout en permettant de prévenir des crises alimentaires éventuelles sur le plan national.

2.1.6 Révision des mesures fiscales portant sur les denrées agricoles exportables

Certes, dans la conjoncture actuelle de l'économie mondiale, les besoins nationaux en devises se font de plus en plus pesants, de sorte que l'idée d'une éventuelle réduction de la taxe sur le café, notamment, semble être paradoxale, à première vue. Cependant, la baisse progressive de revenus que tire annuellement le caféiculteur de sa production demeure actuellement une note certaine de découragement, si bien qu'aujourd'hui certains producteurs de café tendent à remplacer leurs plantations de café par des cultures vivrières diverses, apparemment plus rémunératrices.

En raison de l'importance de cette denrée agricole de base dans la structure traditionnelle des exportations nationales, une révision des mesures fiscales dans le sens d'une diminution de la taxe à l'exportation du café s'avère une urgente nécessité, au nombre des mesures incitatives, propres à favoriser la réhabilitation et la promotion de la culture caféière en Haïti. Ainsi, l'augmentation de production possible, à partir de la relance escomptée de cette denrée, permettra, à moyen terme, de compenser avantageusement toute perte momentanée de revenus, liée à cette éventuelle réduction de taxe.

L'action à entreprendre en ce sens devrait d'appliquer aussi bien au café qu'aux autres denrées courantes d'exploitation. Elle est destinée à accroître valablement le volume des exportations nationales et, partant, à favoriser davantage l'entrée de devises



dans le pays.

Il est toutefois entendu, que pour pouvoir produire leur plein effet, les diverses mesures envisagées dans le Plan Agricole 1981/82-86 doivent être vues dans leur ensemble et appliquées, elles sont appelées, par conséquent, de façon concertée. Convenablement articulées, elles sont appelées à constituer les éléments de base devant conditionner la réussite des interventions futures dans le domaine de l'agriculture.

2.2 Priorités du Secteur

Parallèlement à l'expansion démographique mondiale, jointe à l'effet multiplicateur défavorable, principalement sur l'économie des pays en développement, de la progressive détérioration des termes de l'échange sur le marché international, il est à prévoir que les nations démunies du Tiers-Monde en particulier, ne pourront plus, avec le temps, continuer à compter sur une quelconque forme d'assistance alimentaire de la part des grands donateurs, économiquement favorisés. Il en résulte que la survie même des peuples traditionnellement assistés dépendra nécessairement de la capacité de chacun des pays concernés à utiliser de la façon la plus intelligente les ressources naturelles dont il dispose pour pouvoir mettre en place et développer, dès à présent, ses propres moyens d'auto-subsistance.

Dans cette optique, les interventions gouvernementales dans le Secteur Agricole, compte tenu des réalités économiques actuelles du pays, seront essentiellement orientées vers:

- l'autosuffisance alimentaire tout en réduisant au strict minimum les importations nationales en matière d'alimentation;
- l'accroissement et la diversification des denrées nationales d'exportation, moyennant l'intensification de la production des principales cultures de rente du pays;
- le développement des cultures agro-industrielles destinées prioritairement à l'approvisionnement en matières premières de l'industrie locale en expansion;
- l'occupation de la population rurale active disponible par la promotion d'activités à haute intensité de main-d'oeuvre, dont les travaux d'aménagement de bassins versants, d'entretien et de restauration de systèmes d'irrigation et de drainage, etc...

Ainsi, eu égard, d'une part, au rôle prépondérant que l'agriculture est appelée à jouer dans le développement économique du pays et, d'autre part, à la nature et à l'importance des besoins internes les plus immédiats à satisfaire, les priorités à court et moyen terme du Secteur, définies dans le Troisième Plan Agricole 1981/82-86 s'établissent selon l'ordre décroissant indiqué ci-après:

2.2.1 Production de denrées alimentaires



Durant la période quinquennale à venir, l'emphase sera mise spécialement sur la production de denrées alimentaires de grande consommation, en raison de l'urgente nécessité de pourvoir, en priorité, à l'alimentation de la population nationale qui évolue à un rythme soutenu de l'ordre de 1,8%.

Une réelle promotion de l'agriculture haïtienne, orientée vers l'autosuffisance alimentaire, aura, entre autres, pour effet:

- de répondre aux besoins pressants de la demande de la consommation interne;
- de réduire progressivement le volume des importations nationales de la plupart des denrées alimentaires pouvant être produites localement;
- de constituer des réserves de sécurité alimentaire sur le plan interne, de façon à rendre le pays de moins en moins dépendant du marché extérieur pour l'alimentation de la population.

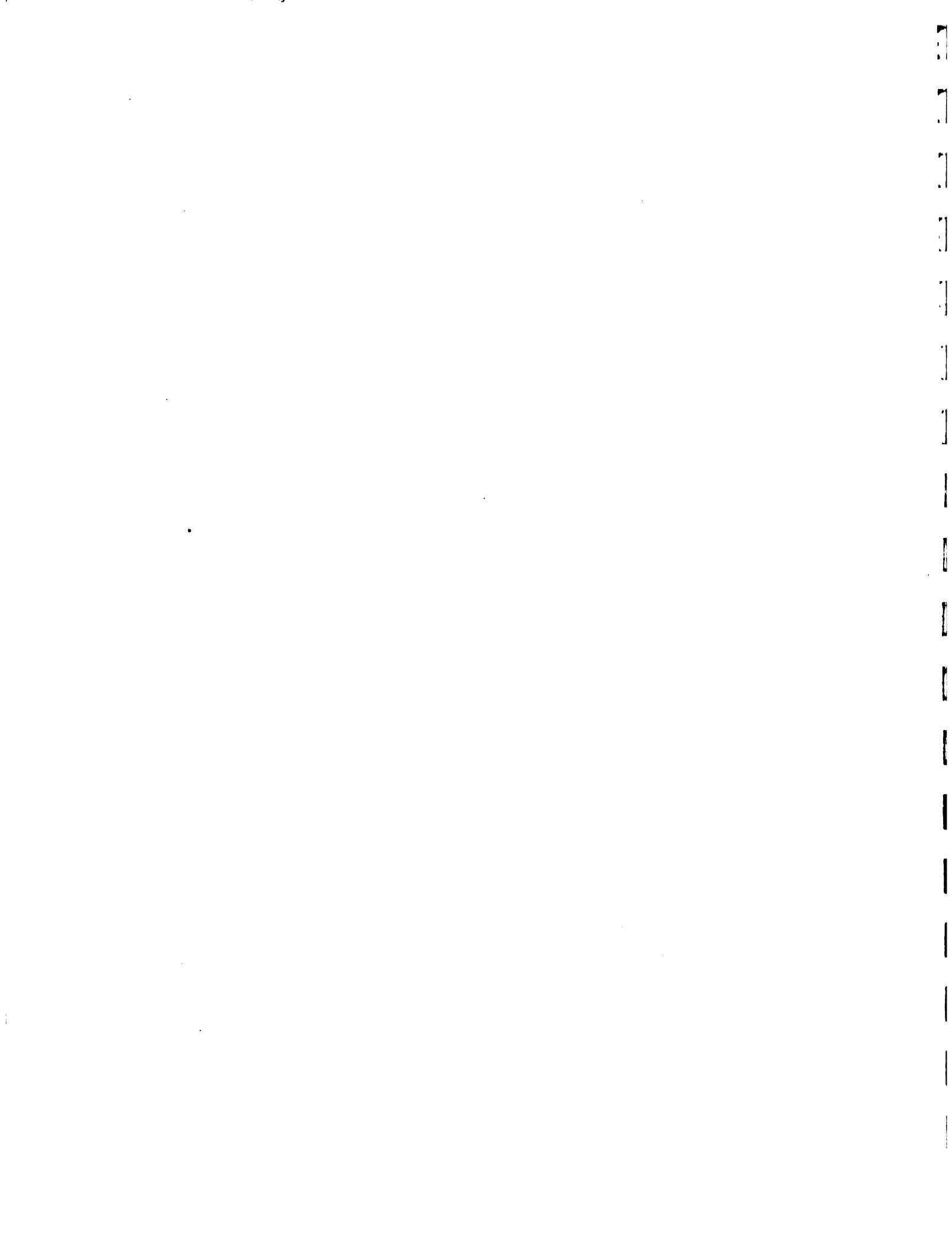
A cette fin, seront entreprises des actions concrètes, portant précisément sur l'intensification de la production céréalière, de légumineuses à grains comestibles, de tubercules, de fruits et de toutes autres denrées alimentaires d'origine agricole qui entrent dans l'alimentation quotidienne des populations tant rurales qu'urbaines du pays. A noter que l'accent sera beaucoup plus marqué, principalement pour le riz dont les importations périodiques entraînent ordinairement d'appréciables sorties de devises.

2.2.2 Irrigation et Drainage

Comme on le sait, la production agricole nationale dépend en grande partie, d'un régime pluvial fort souvent aléatoire. De plus, l'espace agricole cultivable tend à se restreindre sensiblement, en raison du phénomène de salinisation progressive des terres, du fait même des mauvaises conditions de drainage, observables en maints endroits du territoire national.

Il est évident que tout effort d'investissement, pour être productif, implique nécessairement l'existence d'une infrastructure agricole adéquate, en ce qui concerne notamment l'irrigation et le drainage qui, en grande partie, il a été observé, au niveau des terres basses, que les mauvaises conditions de drainage tendent de plus en plus à favoriser la salinisation progressive des sols, restreignant ainsi dangereusement les limites de l'espace cultivable du pays.

Le haut degré de priorité que le Secteur Agricole, dans sa vision élargie du développement de l'agriculture nationale, accorde à la mise sous irrigation effective de toutes les terres irrigables du pays réside précisément dans le fait que l'eau d'irrigation demeure un élément clé, à la base de l'avenir économique-social du



monde rural haïtien. Toutefois, sous les conditions technologiques actuelles, la superficie totale du pays présentement irriguée est d'environ 93.000 ha., alors que le primètre additionnel global qui peut être irriguée totalise environ 94.000 ha.

Ainsi, le Secteur se donne pour objectif à moyen et long terme, la couverture complète de ces 94.000 ha. à irriguer au bénéfice de plus de 180.000 exploitants, objectif contemplé au-delà de 1981/82-86.

Il est d'extrême importance de retenir que, dans la mesure où la totalité des terres irrigables du pays est effectivement mise sous irrigation, la production alimentaire nationale, pourra aisément répondre aux besoins de consommation locale tout en permettant de libérer d'appréciables superficies, plutôt marginales, traditionnellement sous culture, à d'autres fins agricoles plus appropriées.

2.2.3 Conservation de Sols et Reboisement

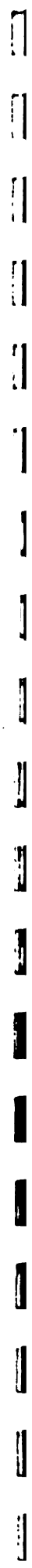
Il est un fait évident que les ressources naturelles de base du pays, soumises jusqu'ici, à une mauvaise utilisation, sont aujourd'hui sérieusement menacées d'épuisement. Les statistiques disponibles notamment sur les ressources en sols, eaux et forêts en constituent des éléments d'appréciation convaincants. A ce propos, il importe de rappeler que les pertes annuelles des sols du pays sont évaluées à plus de 40 millions de tonnes métriques.

Relativement à la ressource sol, la dégradation continue des sites montagneux du pays constitue, sans conteste un souci constant pour le Secteur Agriculture, d'autant plus que plus de 60% de la production agricole totale du pays proviennent des terres montagneuses. Les cuisants problèmes de l'alimentation joints à ceux non moins préoccupants de l'énergie (besoins en bois évalués en 1930 à environ 80.000 T.M. l'an) demeurent étroitement liés à la baisse progressive de la fertilité des terres.

Fort de ces considérations, le Secteur entend mettre un frein, du moins à long terme, à la dégradation physique du territoire national. Cette démarche constitue certes l'un des impératifs du développement économique et social d'Haïti. Ainsi, la tâche fondamentale à conduire en ce sens, consiste essentiellement dans le rétablissement progressif de l'équilibre naturel de l'environnement, moyennant l'exploitation intelligente des ressources naturelles renouvelables disponibles.

Les interventions prévues à cet effet seront concentrées principalement sur la protection et la conservation des sols, la conservation et l'utilisation rationnelle de l'eau, l'aménagement forestier, etc...

Concernant l'aspect forestier, en particulier, il importe de souligner que, dans la perspective d'une utilisation judicieuse des ressources en bois du pays, la gestion et l'administration des



réserves forestières nationales viennent d'être confiées à l'Etat Haitien, par l'intermédiaire du Département de l'Agriculture, de Ressources Naturelles et du Développement Rural (DARNDR).

2.2.4 Denrées Agricoles destinées à l'exportation

Dans la conjoncture économique actuelle, il s'est avéré impératif de promouvoir la culture des principales denrées agricoles esportables, en vue d'accroître de façon substantielle le volume des exportations nationales et favoriser ainsi l'entrée de devises dans le pays.

C'est en ce sens que l'accent sera mis prioritairement sur l'intensification des cultures traditionnelles d'exportation telles que le café, la canne à sucre, le cacao, etc...

Concernant principalement le café, la plus importante denrée nationale d'exportation, les actions seront intensifiées particulièrement dans les zones de forte potentialité, avec une attention spéciale sur toute la région méridionale du pays, récemment affecté par le cyclone ALLEN.

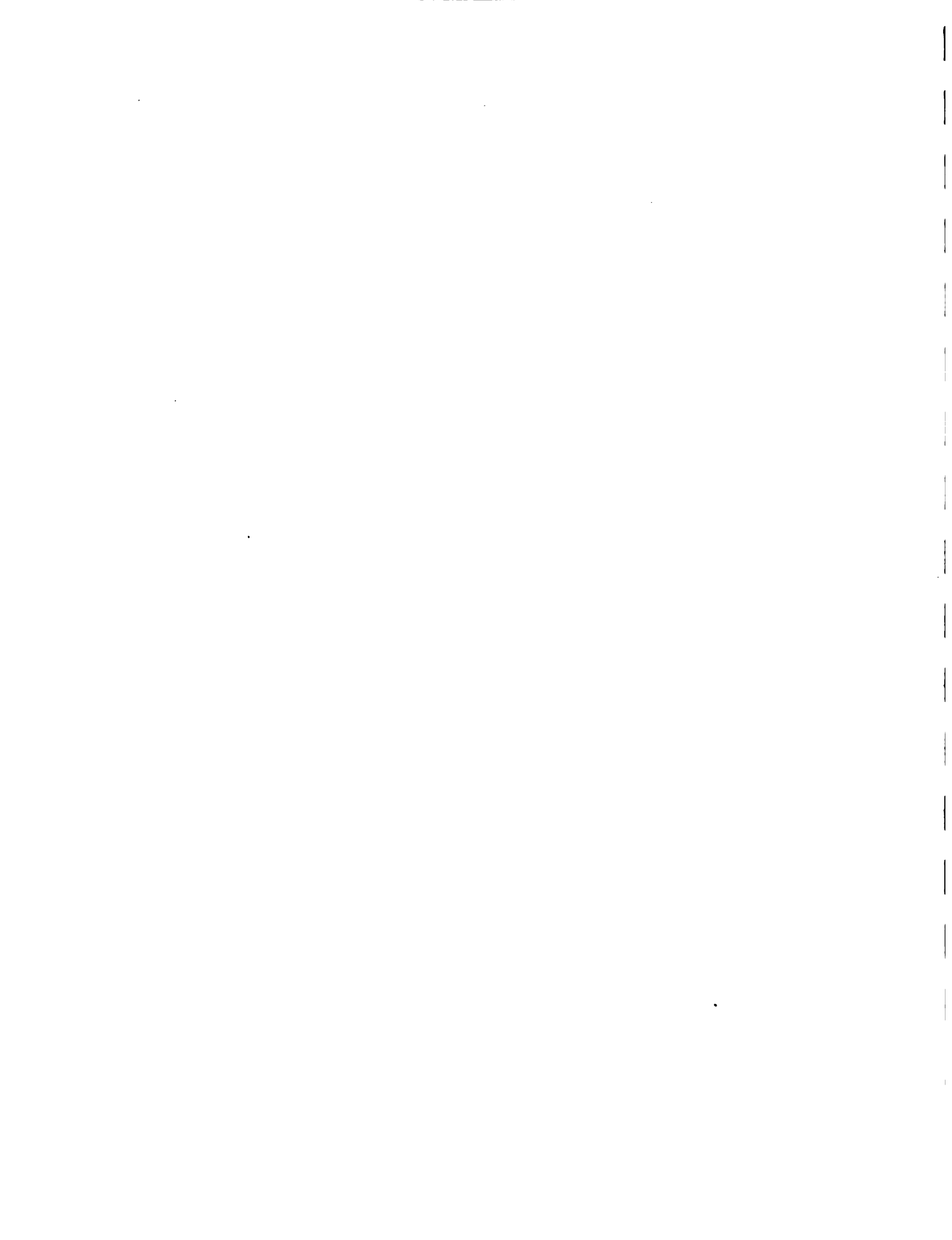
En matière de promotion caféière, les actions à entreprendre viseront essentiellement la régénération des anciennes plantations et l'établissement de nouvelles plantations. Dans ce contexte, l'amélioration escomptée de la production sera lente au départ, compte tenu du fait que les nouvelles plantations ne pourront commencer à produire de façon significative qu'aux environs de leur 5ème année. Ainsi, la production actuelle évaluée à près de 35.000 T.M. pourra s'élever au-delà de la période quinquennale considérée à 50.000 T.M. environ.

2.2.5 Elevage

De même, la production et la santé animales occupent l'avant-plan de l'activité agricole du pays, notamment avec l'incidence désastreuse de la Peste Porcine Africaine sur l'élevage porcin national. En l'ocurrence, les interventions envisagées consisteront, dans un premier temps, à éliminer de façon systématique la population nationale, pour pouvoir débarasser le pays du fléau et relancer, dans un second stade, l'élevage des porcs à travers le territoire haitien.

Dans l'intervalle, des actions parallèles concrètes seront entreprises, en vue de promouvoir d'autres types d'élevage de substitution, dont le menu bétail et la pisciculture en particulier, de façon à pouvoir procurer à la population d'autres possibilités d'approvisionnement en protéines animales.

D'un autre côté, tenant compte de l'importance des importations nationales en produits d'origine animale en général, (environ 30 millions de gourdes l'an) il est prévu d'accorder une attention non moins soutenue à l'élevage bovin en Haiti. L'effort à consentir, à cet effet, devra permettre un accroissement substantiel de



la disponibilité nationale en protéines animales, pour la satisfaction, en priorité, de la demande interne de produits carnés et de produits dérivés de l'élevage.

2.2.6 Denrées Agro-industrielles

La promotion de denrées agro-industrielles a également retenu l'attention dans la définition des priorités du Secteur pour la période quinquennale à venir, en raison de la nécessité de pourvoir en matières premières d'origine agricole, l'industrie nationale en développement. De plus, le besoin d'accroissement des possibilités d'offre de denrées agro-industrielles sur le plan local se fait de plus en plus sentir dans la perspective d'une augmentation substantielle des investissements prévus dans le domaine de l'agro-industrie en Haïti.

A cet effet, l'accent sera mis principalement sur la promotion de cultures telles que la canne à sucre, le cacao, les oléagineux, les fruits et les légumes divers.

Pour parvenir aux changements désirables recherchés, des actions parallèles de renforcement aux programmes de production seront menées activement de façon à en garantir le succès. Comme indiqué précédemment, une attention non moins soutenue sera accordée aux différents domaines d'appui à l'activité agricole en général, entre autres: le renforcement institutionnel, avec emphase sur la formation permanente des cadres, la recherche agronomique, la vulgarisation agricole, le crédit agricole, la restructuration et l'organisation des associations paysannes, etc...

Dans cet esprit, il est important de retenir que contrairement à l'approche antérieure, le Secteur entend développer désormais, en lieu et place des multiples petits projets traditionnels à portée limitée, des projets d'envergure nationale, aux dimensions plus saisissables et à impact réellement significatif sur la production agricole nationale.

Il est certes entendu que le Secteur agricole devra nécessairement compter sur la collaboration et l'appui effectif des divers Secteurs de l'économie en raison même de l'impérieuse nécessité de converger tous les efforts vers l'objectif commun de développement économique-social du pays.

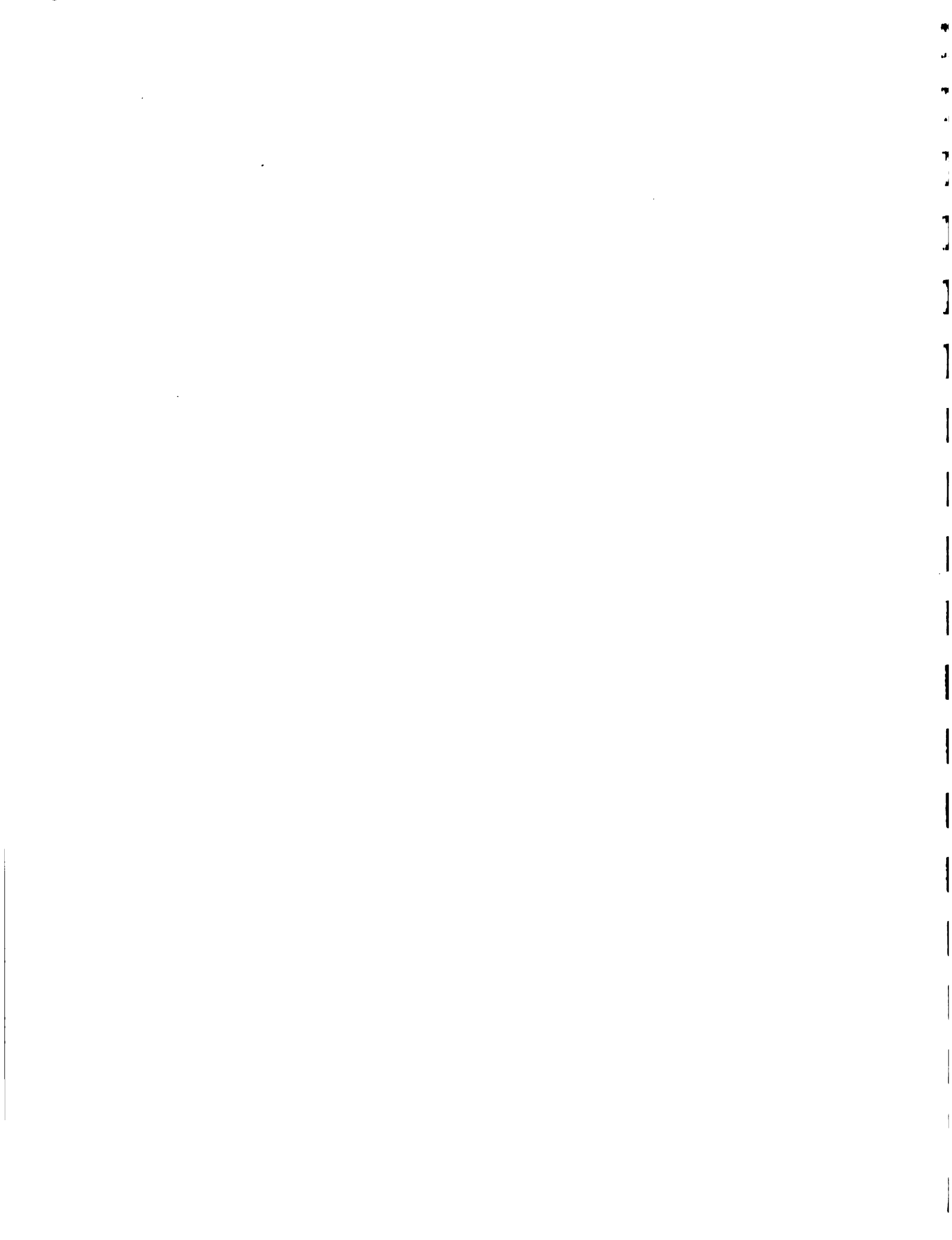


TABLEAU II-1

Produit Interne Brut Total et par Habitant d'Haïti
1975-1979

Année	P.I.B. TOTAL (Millions US \$ 1978)	PIB/Capita
1960	760.8	187.2
1975	990.9	179.9
1976	1 074.4	187.4
1977	1 110.4	195.4
1978	1 149.1	201.4
1979	1 217.6	210.0
1980	1 294.3	219.4
1981	1 375.0 ^{1/}	228.2 ^{1/}

Source: BID. Progrès Economico-Social en Amérique Latine, 1979 (Projection de tendance 1980)

^{1/} Estimations basées sur les renseignements de la DRH

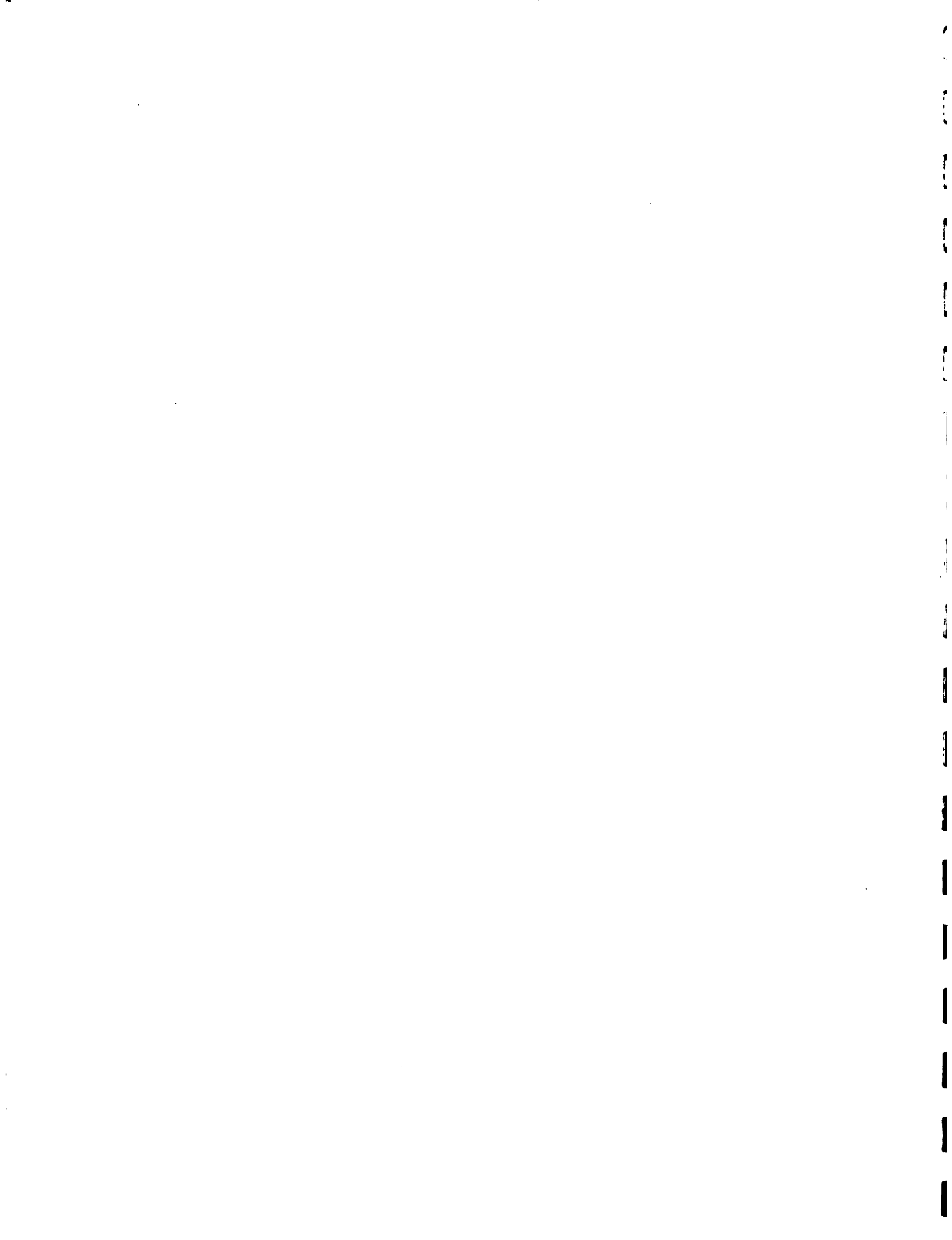


TABLEAU II-2

Consommation, Epargne et Investissement. Haïti
1975-1979 (En Millions de Dollars de 1978)

Année	Consommation Totale	Investissement Brut Total	Epargne Brute Totale
1960	652	53	97
1975	902	168	78
1976	1 109	192	- 46
1977	1 234	222	-143
1978	1 217	265	- 92
1979	1 136	323	56
1980	1 064 ^{1/}		85

Source: BID. Progrès Economico-social en Amérique Latine
1979

^{1/} ESTIMATION BASÉE SUR LES RENSEIGNEMENTS DE LA BRH

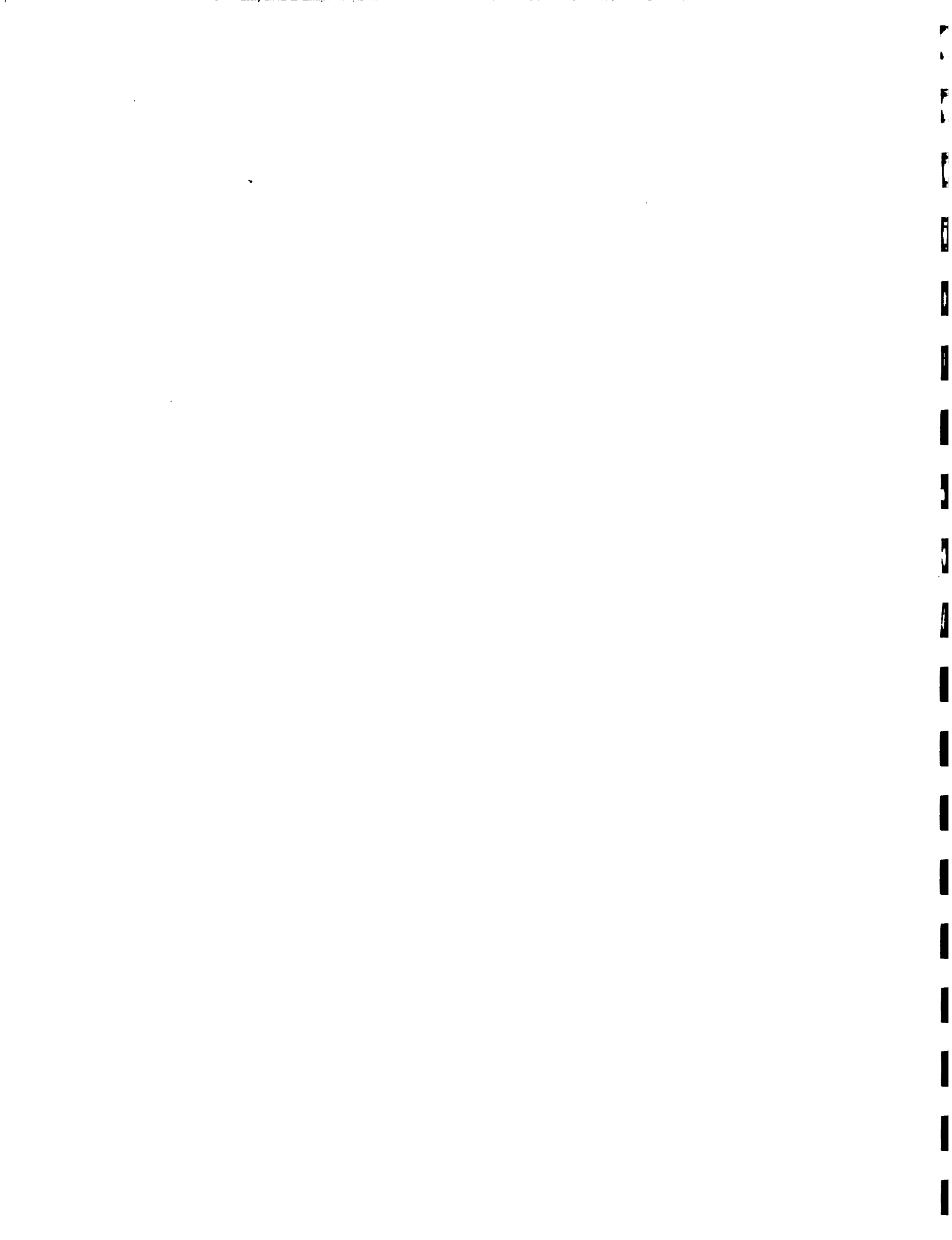


TABLEAU II-3

Solde de la Dette Publique Exterieur, 1960, 1966, 1970,
1972-1978, HAÏTI (En millions de US \$)

Année	Solde de la Dette
1960	38
1966	38
1970	45
1972	51
1973	53
1974	85
1975	106
1976	168
1977	217
1978	248
1979	265 ^{1/}
1980	266 ^{1/}
1981	302 ^{1/}

^{1/} Calculated base on BRH data.

Source: BID. Progrès Economique et Social en Amérique Latine,
1979

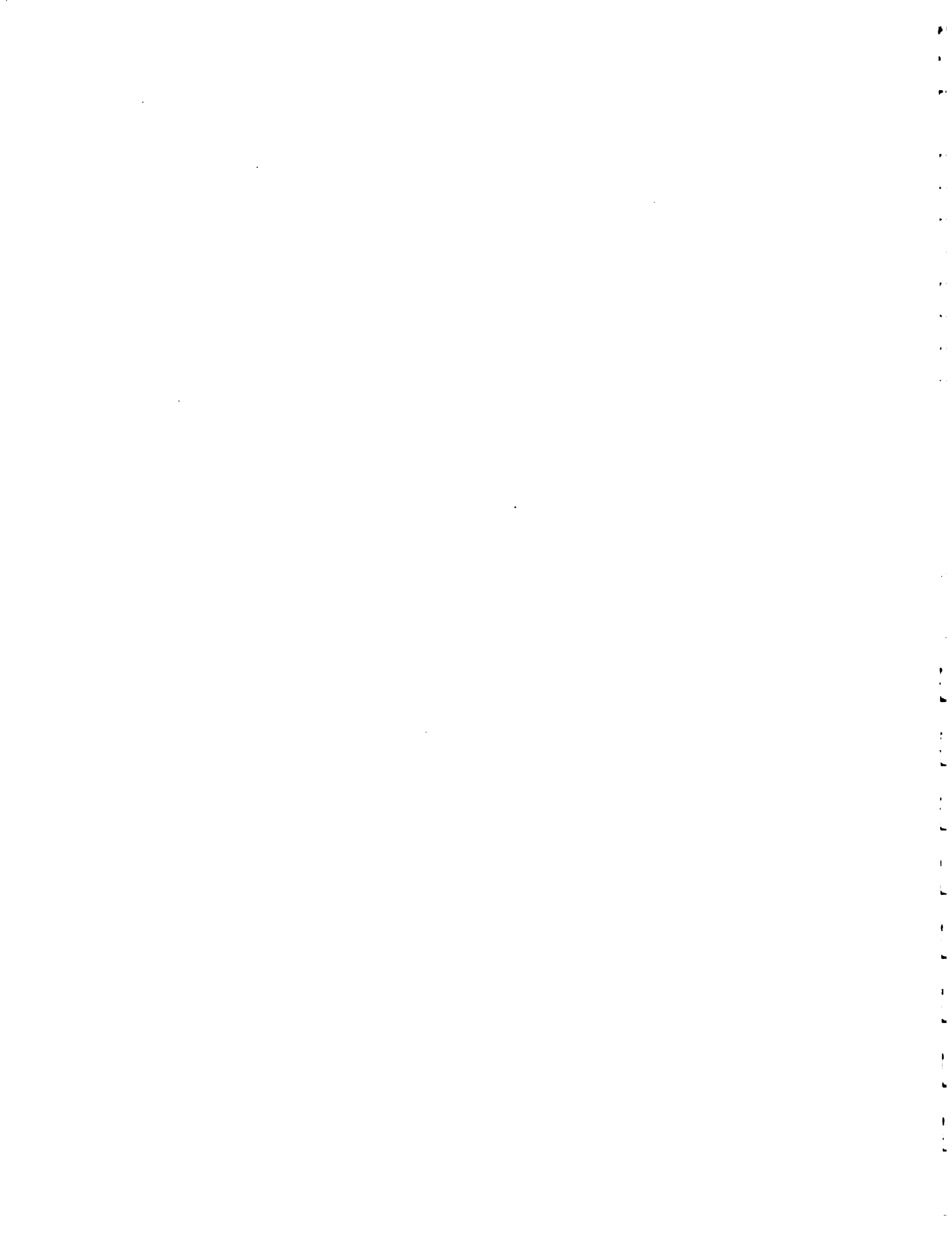


TABLEAU - 4

Balance Commerciale 1975 - 1979 (En Millions de \$ de 1978)

Année	(1) Exportations Totales de Biens & de Services	(2) Importations Totales de Biens & de Services	(3) Balance Commerciale
1960	176.2	120.7	55.9
1975	262.4	341.9	- 79.5
1976	285.8	511.6	-225.8
1977	244.2	589.4	-345.2
1978	281.0	614.7	-333.7
1979	354.7	597.1	-242.4
1980 ^{1/}	225.6	390.0	-164.4
1981 ^{1/}	155.0	420.0	-265.0

^{1/} Estimations basées sur les renseignements de la BRH.

Source. BID. Progrès Economique et Social en Amérique Latine, 1979.



TABLEAU - 5

Rapport entre le Service de la Dette Publique Extérieure
et la Valeur des Exportations Totales de Biens & Services

Année	Rapport en Pourcentage (%)
1960	3.6
1970	7.6
1971	6.9
1972	6.3
1973	7.7
1974	6.5
1975	7.6
1976	7.1
1977	6.9
1978	5.9
1979	3.1 ^{1/}
1980	6.6 ^{1/}
1981	8.3 ^{1/}

^{1/} Estimations basées sur les renseignements de la BRH.

Source: BID. Progrès Económico-Social en América
Latina, 1979



TABLEAU 6

Solde de la Dette Publique Exterieur

Année	(1) Exportations Totales	(2) Solde Annuel de la Dette Publique Ext.	(2)/(1) Pourcentage
1960	176.2	38	21.6
1975	262.4	106	37.1
1976	285.8	168	58.8
1977	244.2	217	88.9
1978	281.0	248	88.3
1979	354.7 ^{1/}	265 ^{1/}	74.8
1980	255.6 ^{1/}	266 ^{1/}	104.3
1981	155.0 ^{1/}	302	-

^{1/} Calculé sur la base des renseignements de la BRH.

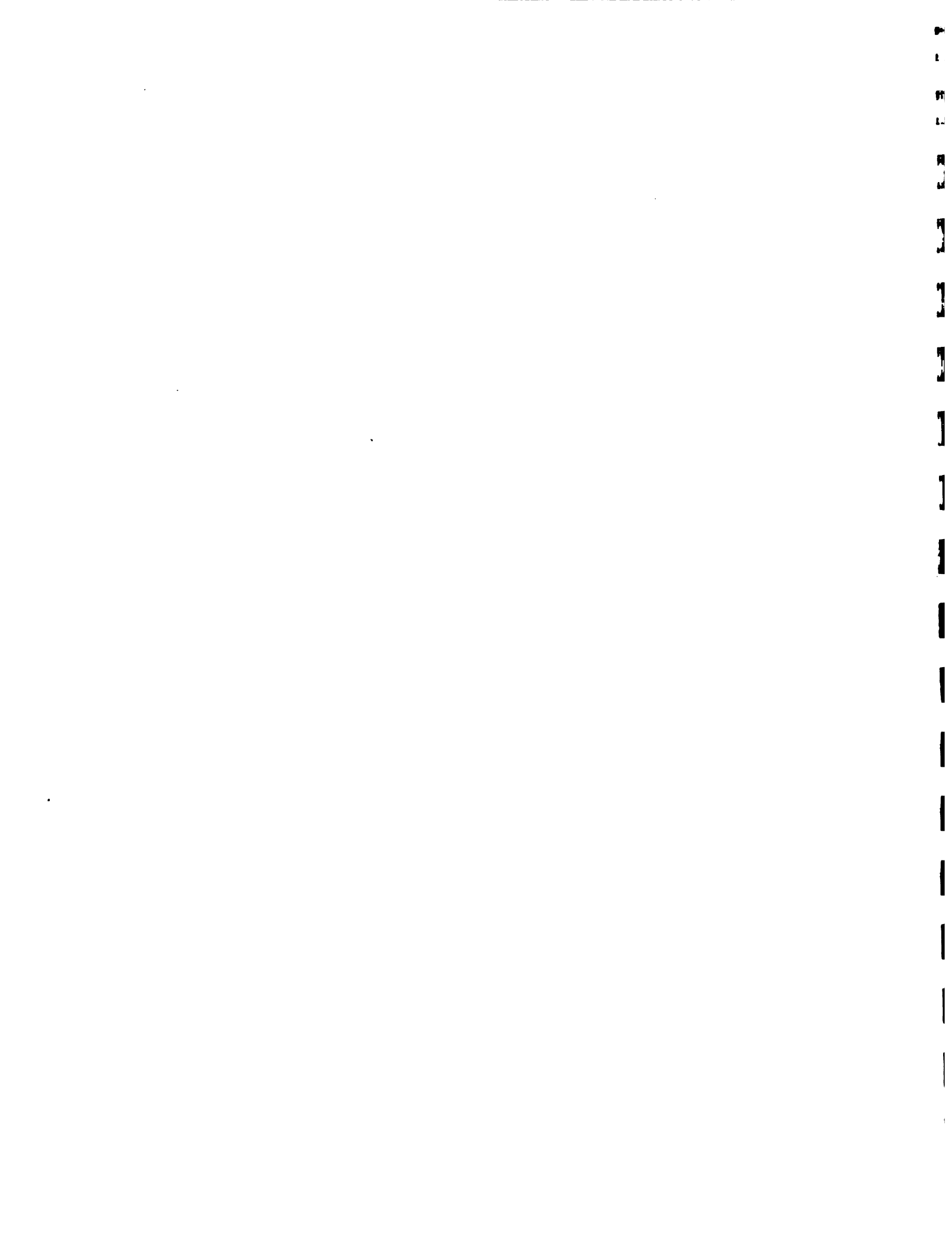


TABLEAU II - 7
Population Totale du Pays 1975-1979
(en millions d'habitants)

Années	HAITI ^{1/} Population Totale
1960	3.7
1975	4.58
1976	4.67
1977	4.75
1978	4.83
1979	4.92

Source: BID. Progrès Economique et Social en
Amérique Latine, 1979

1/ 1960 Pourcentage urbain (15.9)
 rural (84.1)
1979 urbain (24.0)
 rural (76.0)

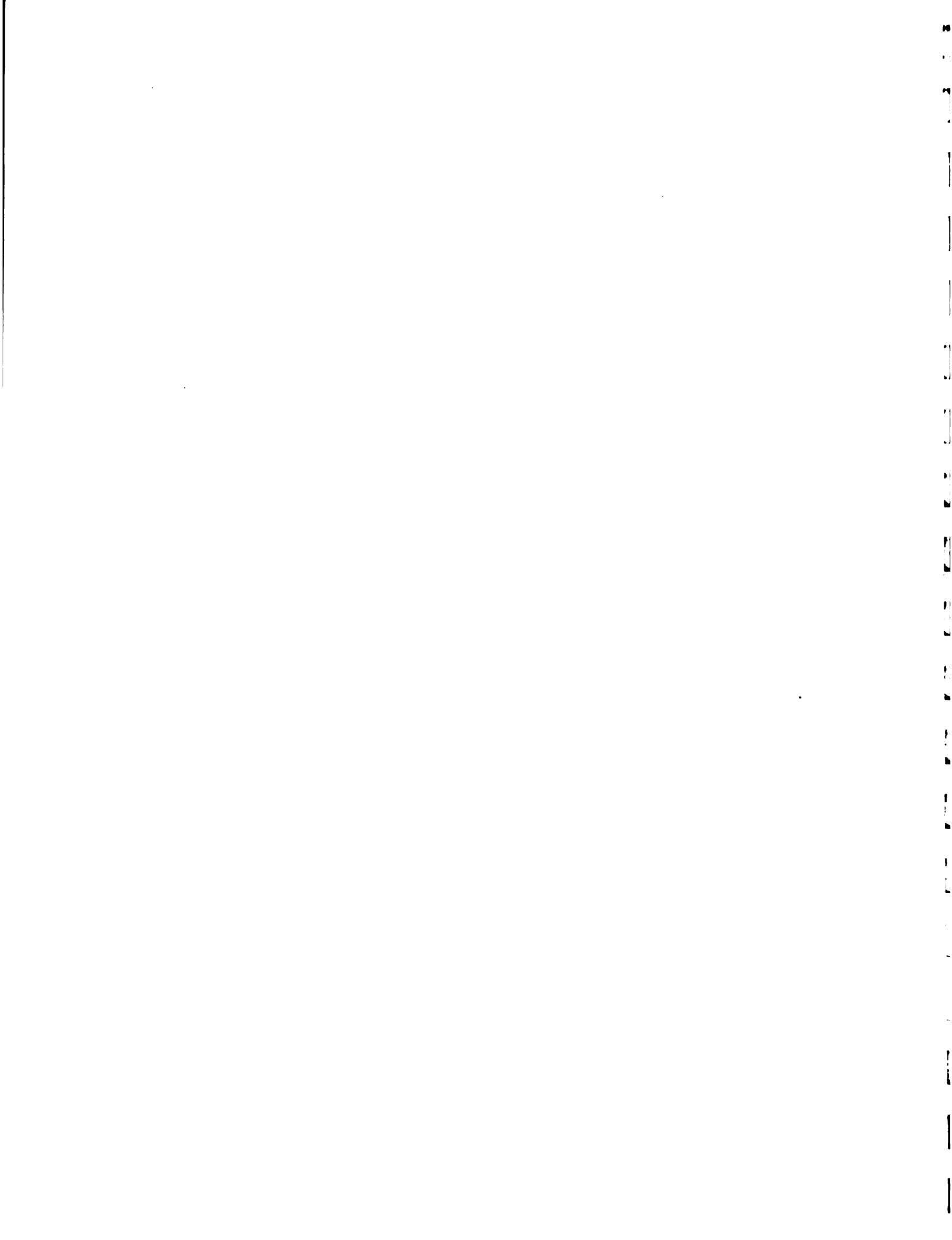


TABLEAU II - 8
Migration Ajoutée. Recensement août 1971

Item	Population Totale #	Natifs du Lieu #	Non natifs du Lieu	
			Nombre	%
Population Totale	4.329.981	3.747.444	582.547	13.5
Masculin	2.089.845	1.847.519	242.326	11.6
Féminin	2.240.146	1.899.925	340.221	15.2
Population Urbaine	880.551	524.214	356.337	40.5
Masculin	374.885	243.089	131.796	35.2
Féminin	505.666	281.125	224.541	44.4
Population rurale	3.449.440	3.223.230	226.210	6.6
Masculin	1.714.960	1.604.430	110.530	6.4
Féminin	1.734.480	1.628.800	115.680	6.7

Source: I.H.S. Recensement Général de la Population et du Logement.
Port-au-Price, 1979

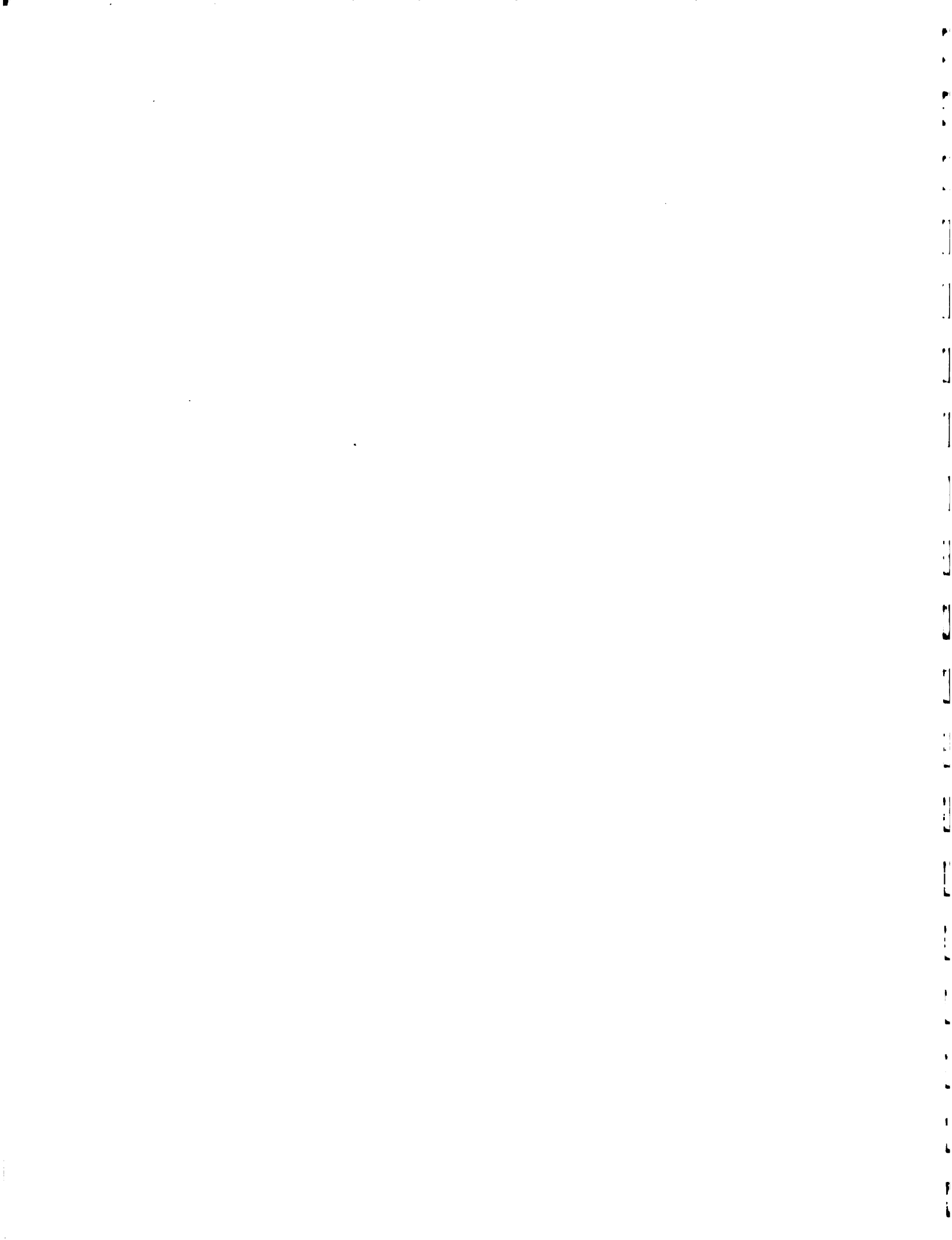


TABLEAU II - 9

Participation en Pourcentage du Secteur
Agricole à la Valeur Ajoutée totale.

1975 - 1979

Année	Valeur Ajoutée par l'Agriculture (% V.A. Totale)
1960	47
1975	43
1976	41
1977	40
1978	41
1979	40

Source: BID. Progrès Economique et Social en
Amérique latine, 1979.

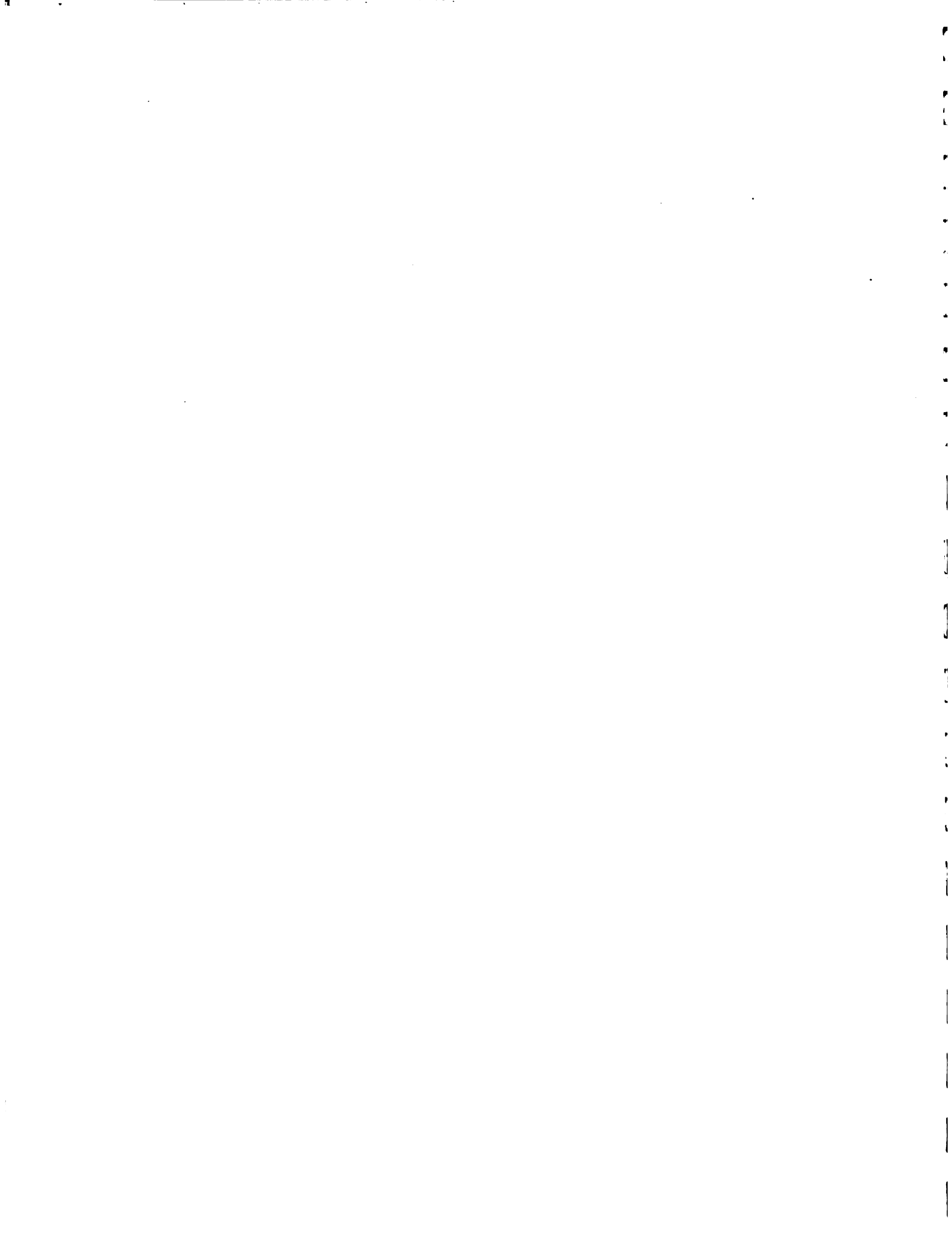


TABLEAU II - 10
Participation du PIBA au PIBT. 1965 - 1979

Année	PIB Agricole (Gourdes '55)	PIB Total (Gourdes '55)	PIBA/PIBT (%)
1965	775.7	1.572.0	49
1966	794.5	1.562.8	51
1967	774.8	1.529.8	51
1968	793.3	1.578.5	50
1969	804.1	1.638.6	49
1970	806.4	1.649.3	49
1971	837.9	1.756.2	48
1972	832.1	1.772.6	47
1973	845.9	1.826.2	46
1974	853.9	1.887.7	45
1975	859.3	1.912.3	45
1976	880.0	1.993.8	44
1977	892.4 ^{1/}	2.276.0	39
1978	904.9 ^{1/}	2.303.0	39
1979	917.7 ^{1/}	2.441.0	38
1980	930.6 ^{1/}	2.595.0	36

Source: IHS et BID et Document de Travail CIES

1/ Projection à un taux de croissance de 1.41% l'an qui est la moyenne de la période 1972-1976.

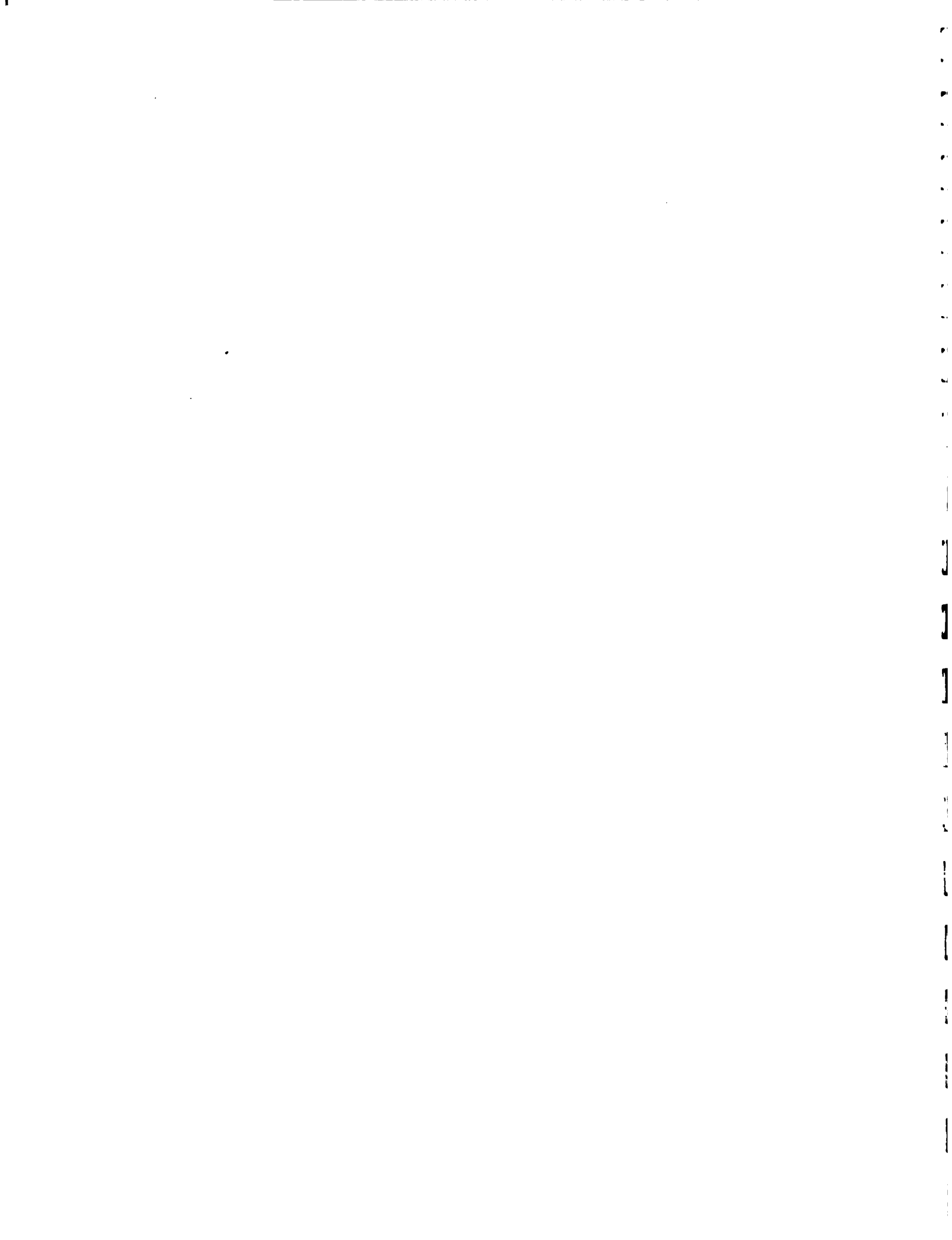


TABLEAU II - 11

Participation du Secteur Agricole à l'Economie Nationale,
aux Exportations Agricoles et Agro-Industrielles du Total
des Exportations. Pourcentage 1975-1979

Année	Agricoles <u>1/</u> %	Agro-industrielles <u>2/</u> %
1974/75	57.0	
1975/76	56.0	
1976/77	64.0	
1977/78	45.3	10.1
1978/79	33.3	9.17

Source: I.H.S.

1/ Y compris: café, coton, cacao pite, ricin, animaux
vifs et autres produits agricoles

2/ Y compris: cacao manufacture, fil de pite, huiles
essentielles, melasse et sucre.

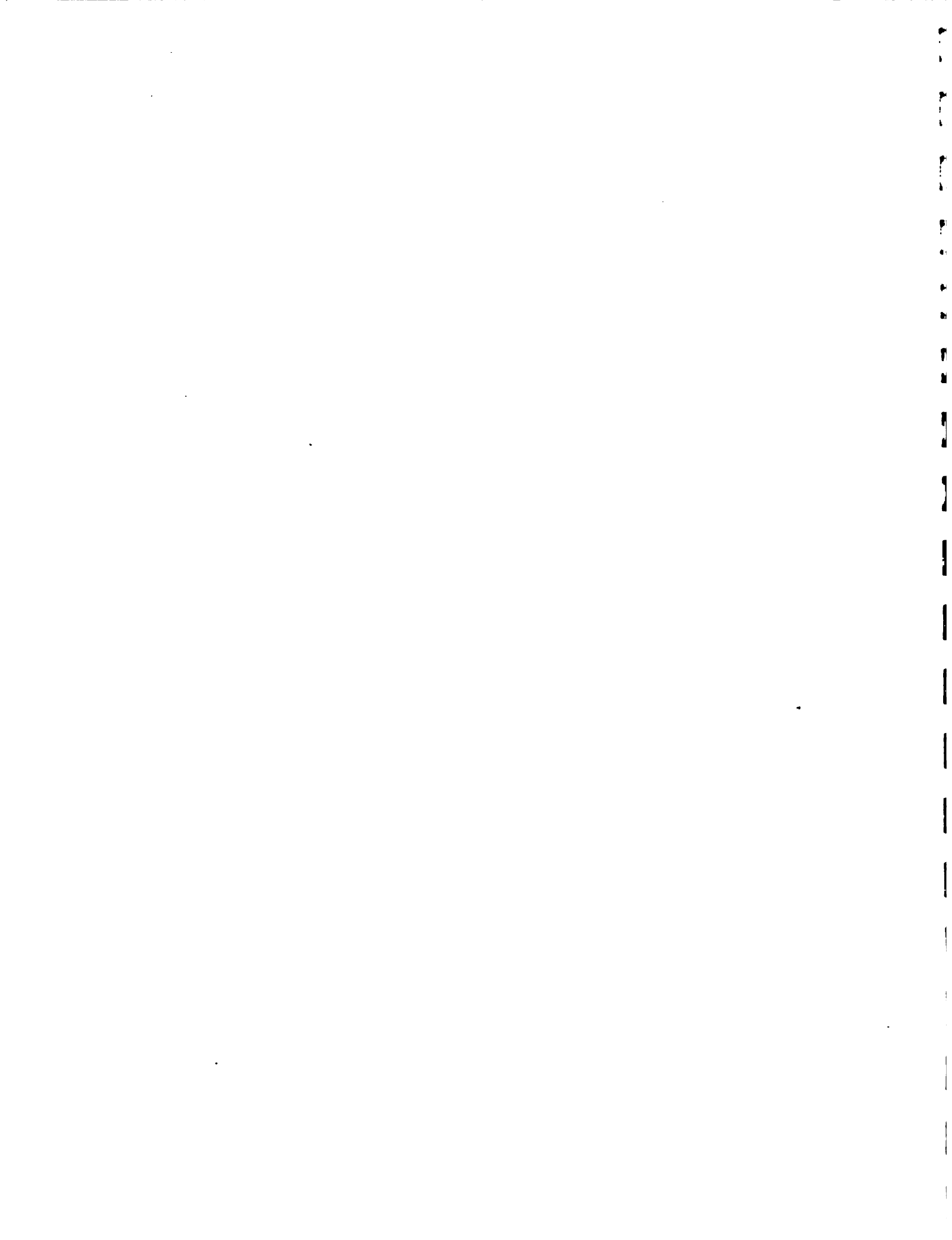


TABLEAU II - 12

Principales Exportations Agricoles

Année /	CAFE		SISAL		CACAO		HUILES ESSENTIELLES		MANQUE		TOTAL US \$ (1000)
	Sacs de 60 kg (1000)	US \$ (1000)	T.M. (1000)	US \$ (1000)	T.M. (1000)	US \$ (1000)	T.M. (1000)	US \$ (1000)	T.M. (1000)	US \$ (1000)	
1974-75	297.8	18.863.4	1.2	43.9	.5	445	.15	4.434	1.2	204	23.990,3
1975-76	455.6	45.492.1	2.2	768.9	2.9	2.345	.33	8.248	.9	184	57.038.0
1976-77	264.8	64.826.9	.8	281.5	2.2	3.834	.26	6.440	3.3	3.455	78.837.4
1977-78	315.5	61.887.4	2.8	113.6	2.6	6.902	.31	9.700	2.5	3.079	81.682.0
1978-79	236.5	42.100.7	1.2	177.6	7.1	24.518	.28	7.458	2.3	3.948	78.201.8
1979-80	416.6	90.880.0	3.3	1.440.0	2.3	4.520	.20	5.400	-	-	
1980-81	225.0	33.140.0	0.8	460.0	2.6	3.420	.20	4.500	-	-	

Source: Annuaires du Commerce Extérieur 1974-75, 1975-76, 1976-77, et.

Service de Statistique de l'IHPCADE et Banque de la République d'Haïti

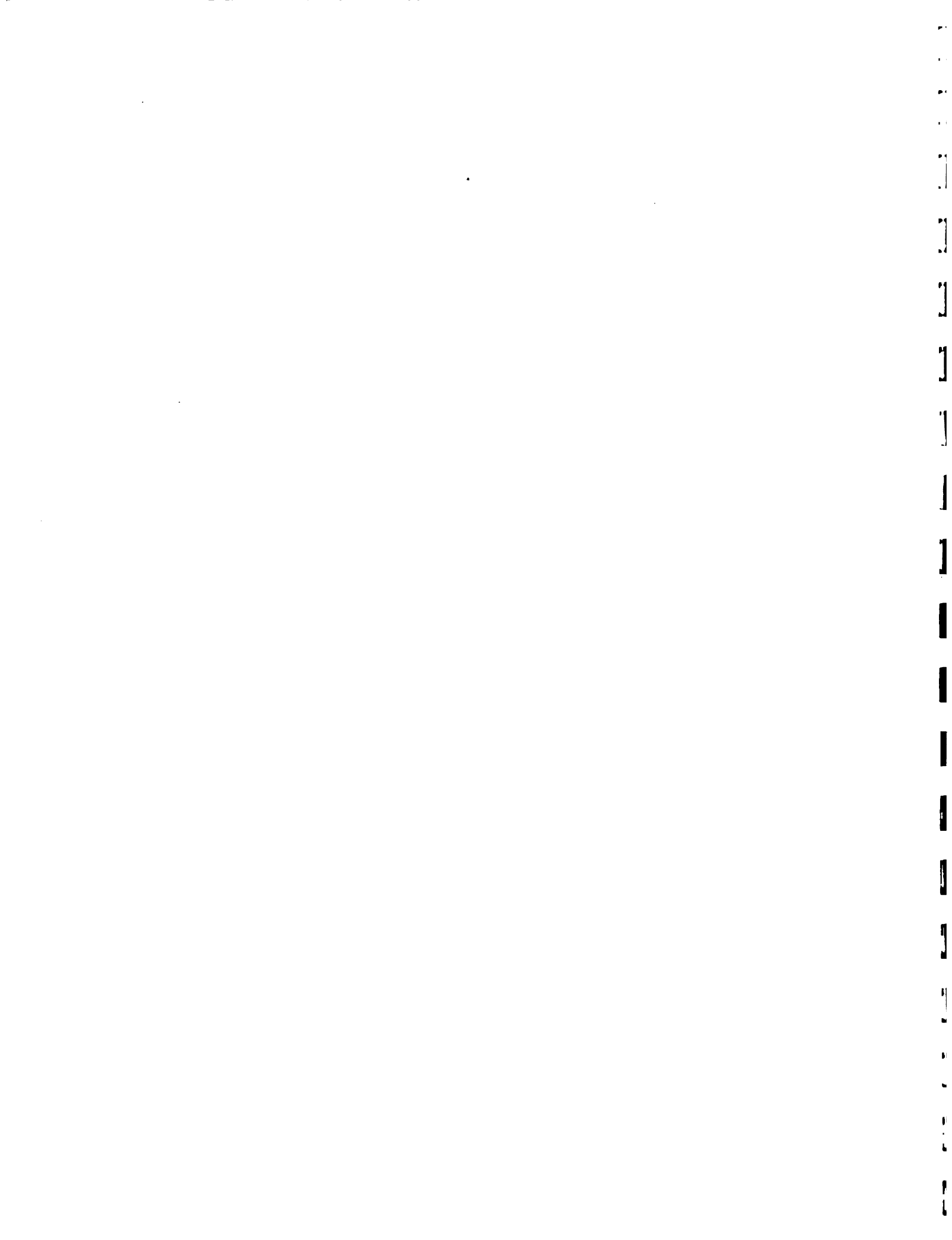


TABLEAU II - 13

Production et Disponibilité per capita des Principaux Aliments
1970-1975-1979

DENREES	1970		1975		1979		Changement kg/capita 75-79	
	TM (1000)	Kg/capita	TM (1000)	KG/capita	TM(1000)	KG/capita		Changement kg/capita 70-75, (%)
Maïs	242	55.8	201	43.8	183	37.2	- 17.7	
Riz	83	19.1	108	23.6	122	24.8	+ 5.0	
Millet	209	48.2	135	29.4	123	25.0	- 17.6	
Patate Douce	7.4	1.7	7.3	1.6	-	-	0	
Manioc	130	30.0	140	30.5	254	51.2	+ 67.8	
Bananes	188	43.4	192	41.9	301	60.8	+ 45.1	
Haricots	40	9.2	44	9.6	51	10.5	+ 9.3	

Source: DARNDR et I.H.S. Chiffres de Production et Population Officiels, publiés les premiers dans le Rapport Socio-économique d'Haiti de la BID, 1977 et les seconds dans le Recensement 1971, et projections.

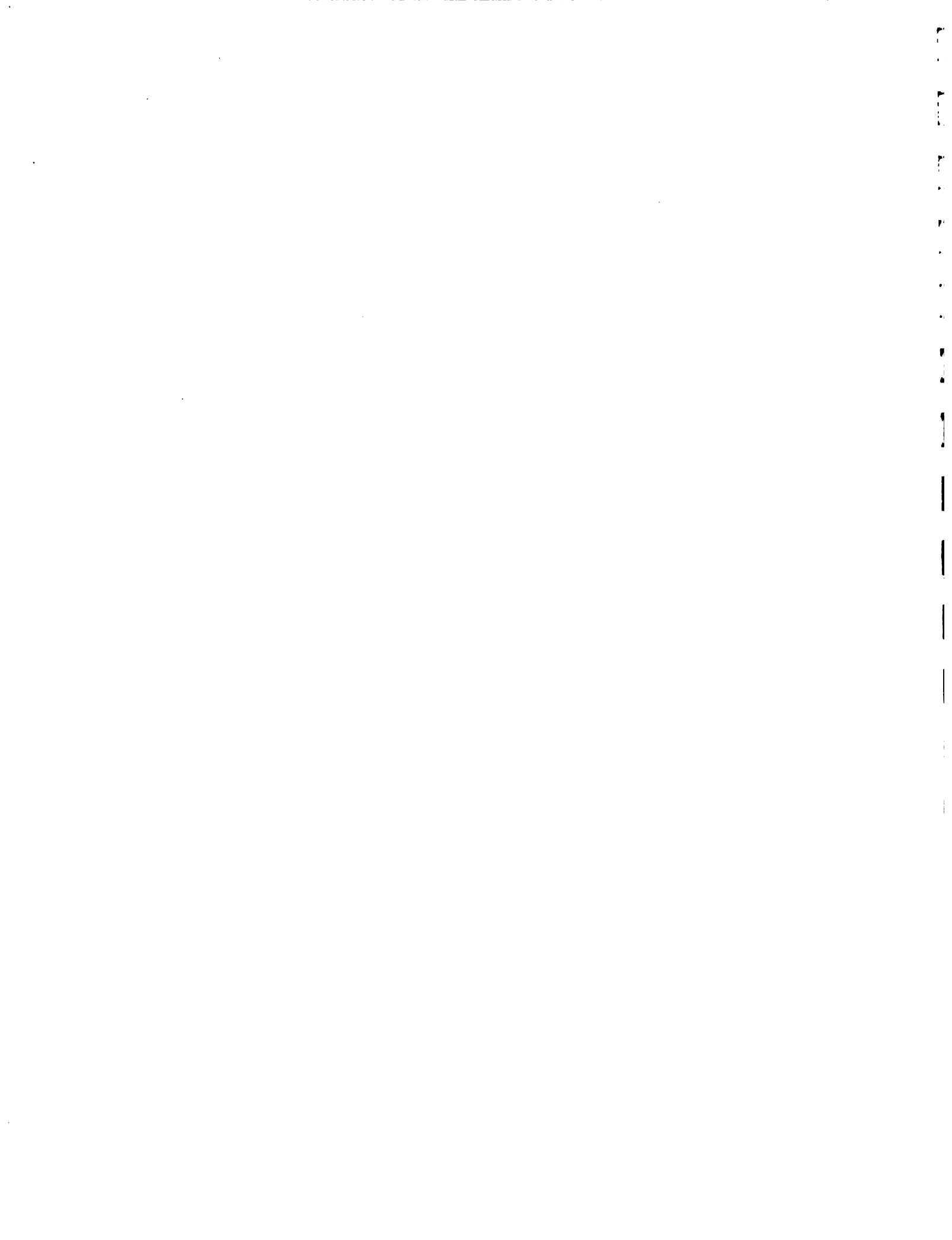


TABLEAU II - 14

Importations Totales d'Aliments

Année.	Valeur des Importations (Millions de ₣ courantes)	Indice d'augmentation <u>1/</u>	Pourcentage d'augmentation annuelle (%)
1973-74	79.2	100	
1974-75	151.6	191	+ 91
1975-76	217.7	275	+ 44
1976-77	190.1	240	- 13
1977-78	195.2	219	+ 3
1978-79	200.1	253	+ 3
1979-80	310.6	391	+ 55
1980-81	333.7	422	+ 7.4

1/ En prenant 1973-74 comme base égale à 100

Source: Banque Nationale de la République d'Haiti



SECTEUR AGRICOLE

Utilisation de la terre et propriétés foncières

Haiti est localisé entre les latitudes 18° et 20° Nord, avec un climat tropical et des températures moyennes qui varient entre 24 et 27°C. Les vents alizés provenant du nord-est engendrent une abondante précipitation dans beaucoup de zones du pays qui arrive à 3.600 mm dans certaines zones montagneuses du sud-ouest.

Néanmoins, certaines aires reçoivent moins de 600 mm, spécialement la péninsule du nord-ouest; la plaine des Gonaïves et la bande côtière du sud-est. Les pluies sont irrégulières et causent par leur intensité une érosion profonde.

Le pays a une superficie de 27.700 km² réparties de la façon suivante: zones avec des hauteurs moyennes de 0-200 mètres, 20% de la superficie, zones avec des hauteurs moyennes de 200-500 mètres, 40%, zones avec des hauteurs moyennes de 500-800 mètres, 20% et zones avec des hauteurs moyennes supérieures à 800 mètres, 20%.

Les 63% de la superficie totale du pays se trouvent sur des pentes supérieures à 20%. La terre pour l'usage intensif est rare quand nous la comparons à la superficie du pays que l'on présente au Tableau II-22, où les sols de classe II et III couvrent seulement 19,4% de la superficie totale.

En comparant l'utilisation potentielle avec l'utilisation actuelle (Tableau II-23) au niveau ajouté, il se présente deux phénomènes d'importance. Premièrement, les superficies potentielles de Sols II et III occupent 19,4% de la superficie et les zones relativement commensurables en utilisation actuelle occupent seulement 13%; soit les zones sous irrigation et les surfaces non irriguées dans les plateaux et les vallées.

Ensuite, les superficies d'usage actuel utilisées en agriculture: zones sous irrigation, surfaces non-irriguées, plateaux et vallées, et surfaces non irriguées de montagnes, occupent 42,9%, alors que les surfaces de Sols II, III et IV appropriées aux cultures annuelles et permanentes couvrent seulement 28,6%.

Ces deux cas indiqueraient des déséquilibres dans l'utilisation de la ressource qu'il faudrait corriger, spécialement le second de ces cas qui indiquerait que 14,3% de la superficie agricole seraient exploités dans des zones de culture non aptes pour ce type d'exploitation.

La question qui découle de cette présentation générale est; la condition antérieure conduit-elle ou non à une pression réelle sur la ressource naturelle, de la part de la population rurale totale, la population rurale économiquement active et la population rurale classifiée comme offre réelle de main-d'oeuvre.



Tableau II

Utilisation Potentielle du Sol

Classe de Sols	Potentiel	%
II	Approprié pour l'agriculture non-irriguée et irriguée avec peu de limitations	8,4
III	Approprié pour l'agriculture non-irriguée et irriguée avec des cultures rentables, avec des limitations majeures, requièrent des mesures de conservation de sols	11,0
IV	Possibilités limitées pour des cultures annuelles, appropriées pour les cultures permanentes	9,2
V	Sérieuses limitations (salinité, drainage et fertilité; requièrent des investissements substantiels pour des cultures comme le riz	2,8
VI	Approprié pour les arbres et le pâturage; requiert des terrasses pour des cultures annuelles	13,8
VII	Approprié pour des cultures permanentes, forestières et pâturages	51,0
VIII	Surfaces sans utilisation; pour une réserve forestière	3,8
	TOTAL Surface Totale du Pays: 27.000 km ²	100.0

Source: IICA

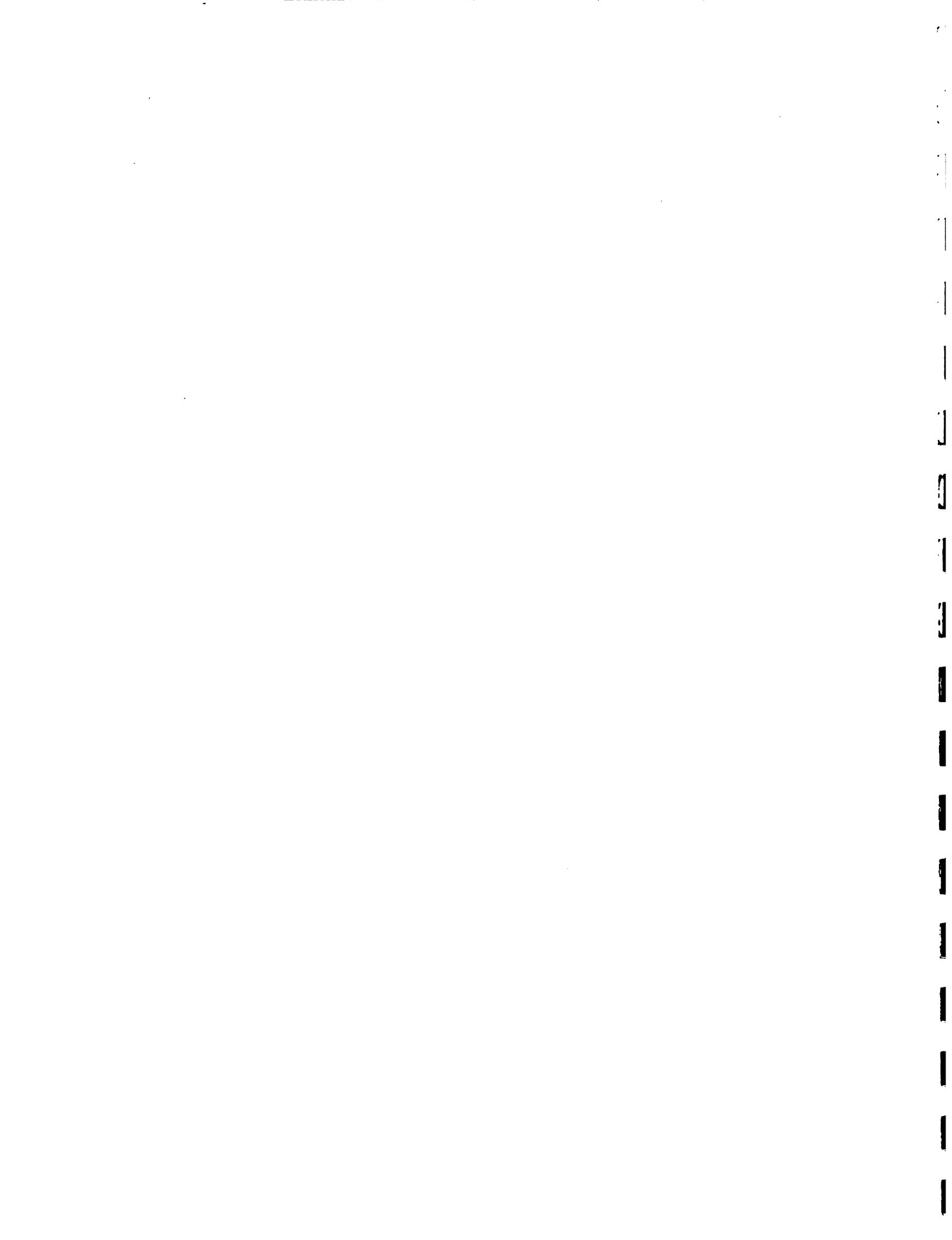
1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

Tableau II

Utilisation Actuelle de la Terre

Utilisation Actuelle de la Terre	%
Zones sous irrigation	2,6
Zones non-irriguées - Plateaux et vallées	10,4
Zones non-irriguées - montagnes	29,9
Pâturages	10,8
Forêts	9,3
Non utilisables	37,0

Source: Rapport de la Banque Mondiale, 1978



Quelques chiffres préliminaires sont nécessaires, d'après les données du recensement de 1971 et des projections pour 1980 et celles de l'utilisation potentielle de la terre; la densité de population est de 181 hab/km²; la densité totale de population par sol potentiel de Classe II est de 2.152 hab/km² et la densité totale de population par sol potentiel de Classes II et III est 932 hab/km².

Les chiffres antérieurs engendrent une nécessité d'efficience productive très élevée si on prétend alimenter des niveaux de population comme ceux existant avec les ressources disponibles.

Bien entendu, toute la population ne fait pas de pression pour avoir accès à la terre. Ce qui nous intéresse, par contre, est la pression réelle et la pression latente. La première est celle que fait l'offre réelle de main-d'oeuvre rurale.

La situation antérieure est présentée dans les Tableaux II-24, II-25 et II-26 qui décrivent ce qui est arrivé entre 1971 et 1980. Le fait réel est qu'en 1971 chaque kilomètre carré de terre de sols de Classes II et III disposait d'une offre réelle de main d'oeuvre de 334 personnes ayant plus de 10 ans, qui habitaient le secteur rural, qui désiraient et cherchaient du travail, chiffre qui en 1976 s'élevait à 340 et qui en 1980 s'élève à 355.

Ceci indique que des pressions de cet ordre sur la ressource en cherchant quelque chose comme un "espace minimum vital" débordent logiquement sur une ressource de condition inférieure, la soumettant à une utilisation non recommandée avec la détérioration subséquente et sa déprédation.

L'hypothèse de la détérioration par excès d'utilisation de la ressource se confirme relativement quand nous analysons le Tableau II-27 auquel nous nous référons maintenant. Si toute l'offre réelle de main-d'oeuvre de situait sur des sols de Classes II et III, la pression sur la ressource serait celle exprimée 334 en 1971, 340 en 1976 et 355 personnes par kilomètre carré en 1980.

Parallèlement, la terre soumise à un usage actuel annuel dans des cultures avec irrigation et sans irrigation, a été après les chiffres disponibles de 11.883 km², ce qui amène la pression à 150 au lieu de 334, à 154 au lieu de 340 et à 161 au lieu de 355.

La différence qui existe entre le chiffre de pression réelle qui s'exerce sur la base de l'usage actuel et de pression latente qui s'exercerait sur la base de l'usage potentiel représente l'individu qui doit s'accomoder sur une ressource à potentialité moindre. En 1971, ce déséquilibre entre l'homme et le milieu était de l'ordre de 184 personnes et en 1980 aux environs de 194.

La situation ne semble pas s'améliorer avec le passage du temps, mais bien au contraire elle se détériore lentement étant donné que la population augmente et les ressources disponibles ne suivent pas.

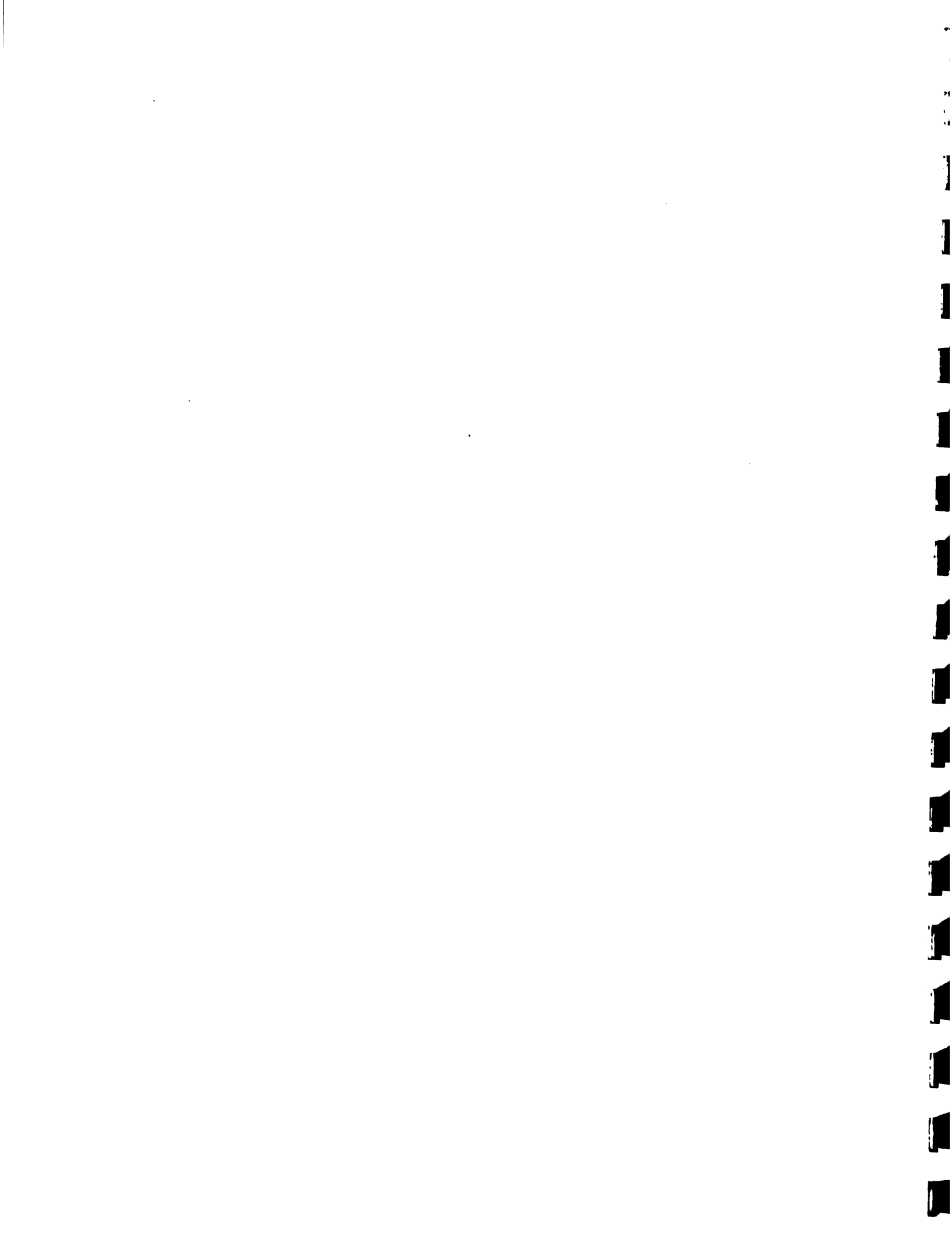


Tableau II

Rapport Homme/Terre 1970, 1976, 1980

Items \ Sols	Sols de Classe II 1/ Habitants/km ²	Sols de Classes II et III 2/ Habitants/km ²
Population Totale Rurale 3/	1.459	631
Offre latente de main-d'oeuvre rurale 3/	1.008	436
Offre réelle de main-d'oeuvre rurale 3/	772	334

Rapport Homme/Terre. Haiti, 1976

Items \ Sols	Sols de Classe II 1/ Habitants/km ²	Sols de Classes II et III 2/ Habitants/km ²
Population Totale Rurale 3/	1.483	642
Offre latente de main-d'oeuvre rurale 3/	1.028	444
Offre réelle de main-d'oeuvre rurale 3/	787	340

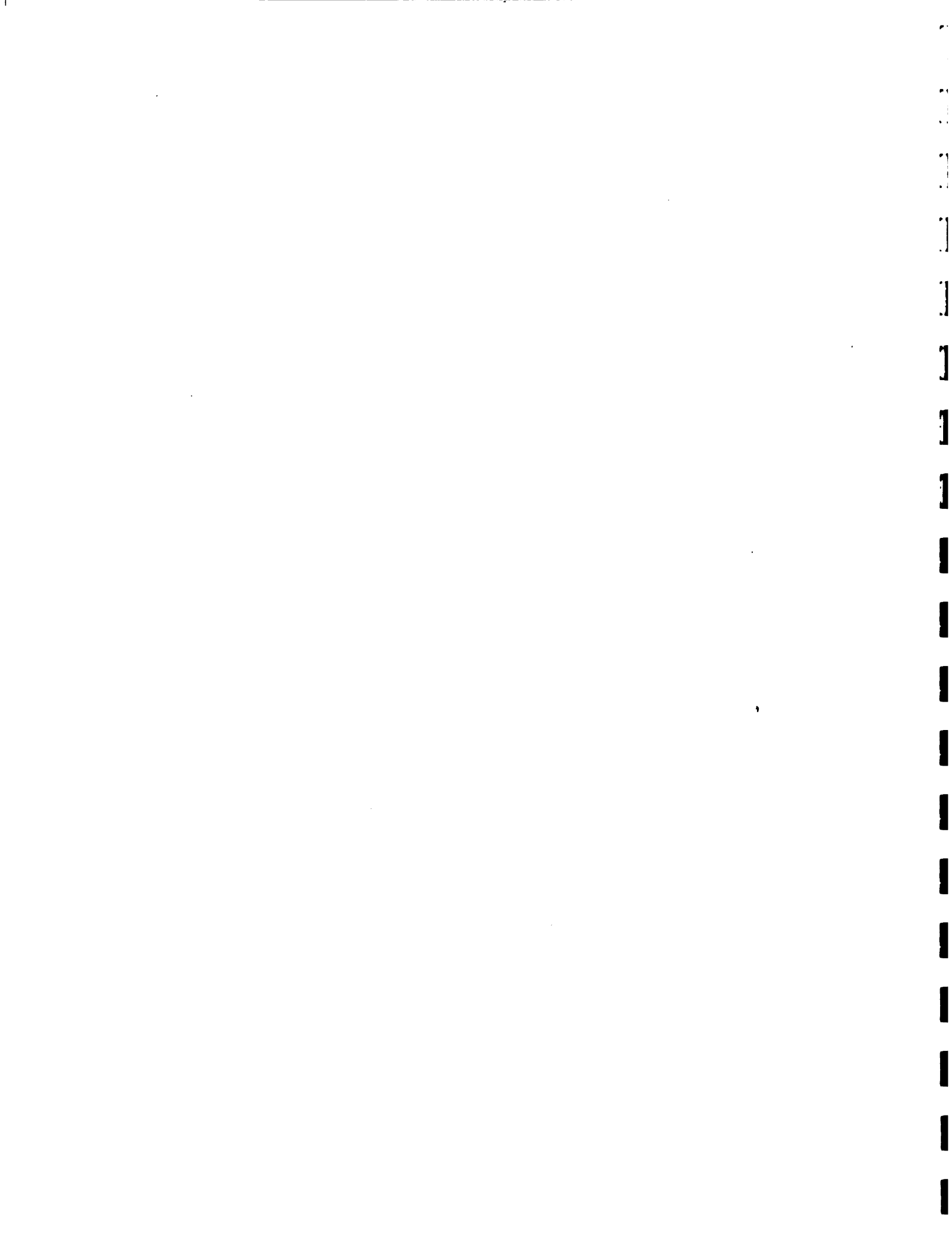
Rapport Homme/Terre. Haiti, 1980

Items \ Sols	Sols de Classe II 1/ Habitants/km ²	Sols de Classes II et III 2/ Habitants/km ²
Population Totale Rurale 3/	1.559	675
Offre latente de main-d'oeuvre rurale 3/	1.078	466
Offre réelle de main-d'oeuvre rurale 3/	824	355

1/ Superficie estimée de Sols de Classe II: 2.324 km²

2/ Superficie estimée de Sols de Classes II et III: 5.374 km²

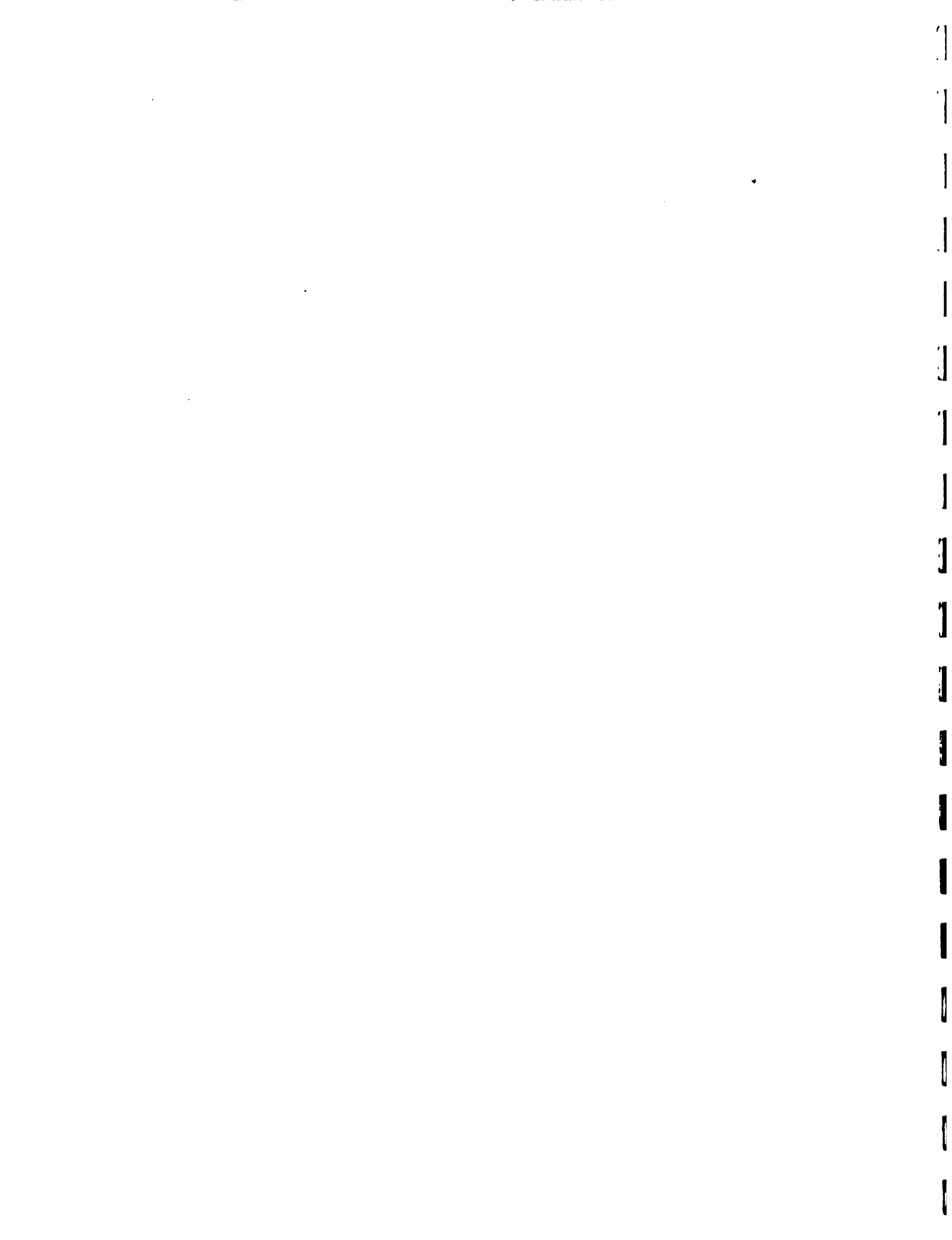
3/ chiffres de I.H.S. Considèrent les valeurs de 10 et plus.



D'autre part, la pression excessive sur la ressource de la terre a provoqué des phénomènes extrêmement importants; le premier, une micro division des parcelles extrêmement importante, en fonction de ce qui peut être fait avec elles et couvre presque sans exception la totalité du pays. Tableau _____

Le deuxième des problèmes concerne de façon substantielle la gestion des propriétés agricoles et consiste dans le fait que 48% des agriculteurs doivent travailler sur des terres à d'autres endroits en plus de leur propre parcelle.

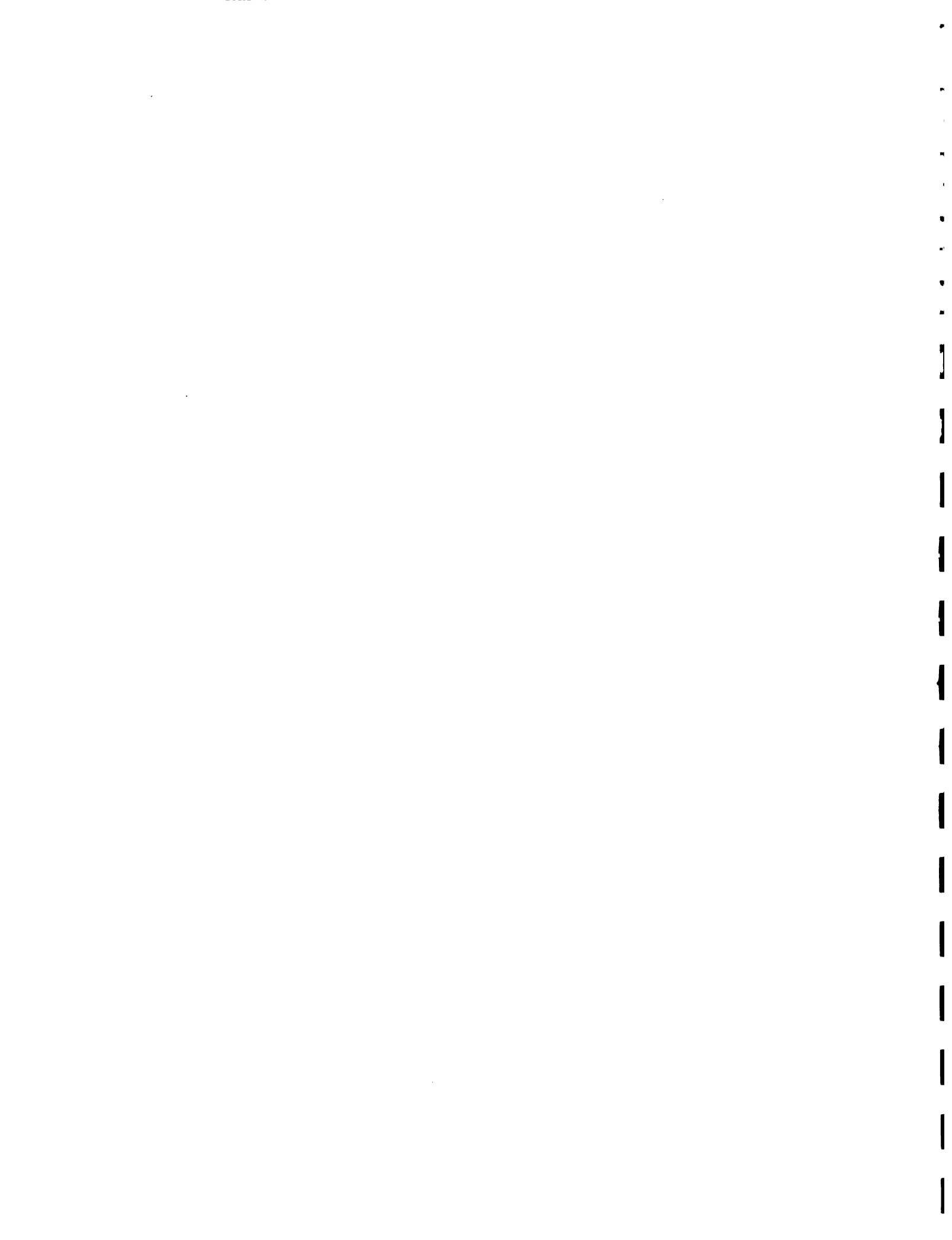
Même si l'on dit que 60% des agriculteurs haïtiens sont propriétaires de leur terre d'après le recensement de 1970, il y a des évidences reconnues par plusieurs investigateurs qui montrent que près de la moitié de ceux considérés comme propriétaires, légalement n'ont pas de documents totalement en règle.



Distribution des Terres pour l'Agriculture, 1971

Taille des fermes (Carreaux)	Nombre des fermes	% de fermes	% d'accumulation	Aire des fermes	% de l'aire	% d'accumulation
0.01-0.08	16,820	2.7	2.7	850	0.1	0.1
0.09-0.16	36,050	5.9	8.6	4,495	0.7	0.8
0.17-0.25	107,480	17.4	26.0	27,410	4.1	4.9
0.26-0.38	28,485	4.6	30.6	10,220	1.5	6.4
0.39-0.50	104,890	17.0	47.6	51,045	7.6	14.0
0.51-0.78	68,260	11.1	58.7	49,270	7.4	21.4
0.79-1.00	76,010	12.3	71.0	74,585	11.1	32.5
1.01-1.55	65,920	10.7	81.7	89,710	13.4	45.9
1.56-2.00	44,340	7.2	88.9	85,320	12.7	58.6
2.01-2.33	9,260	1.5	90.4	21,160	3.2	61.8
2.34-3.00	27,370	4.4	94.8	75,010	11.2	73.0
3.01-3.87	8,440	1.4	96.2	30,070	4.5	77.5
3.88-4.00	4,300	0.7	96.9	17,150	2.6	80.1
4.01-5.00	7,810	1.3	98.2	37,200	5.6	85.7
5.01-7.75	6,440	1.0	99.2	39,310	5.9	91.6
7.76-10.00	2,660	0.4	99.6	22,610	3.4	95.0
10.01-15.00	1,285	0.2	99.8	15,480	2.3	97.3
15.01-20.00	590	0.1	99.9	10,260	1.5	98.8
Plus de 20.00	300	0.1	100.0	8,240	1.2	100.0
Total	616,710	100.0	100.0	669,395	100.0	100.0

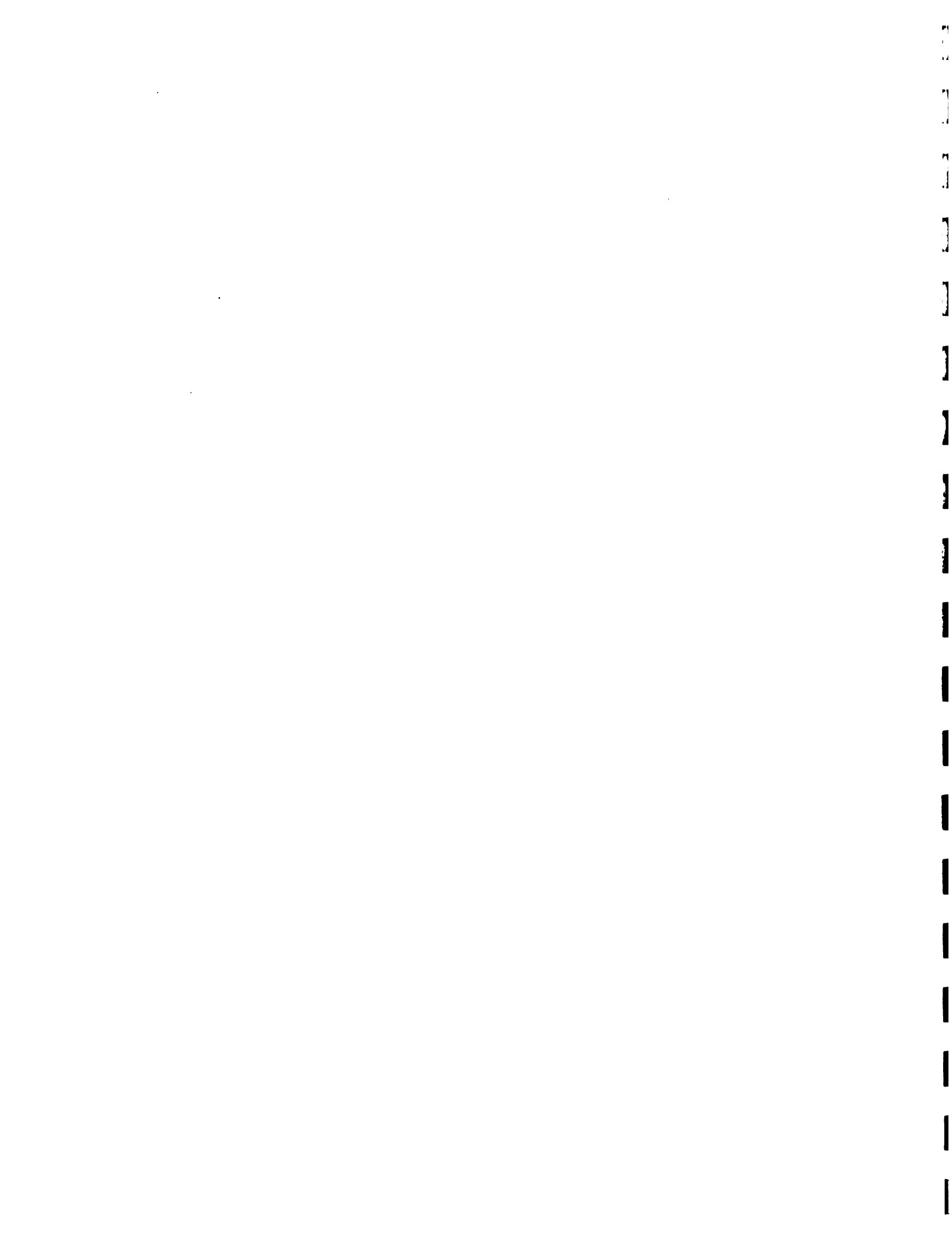
Source: Haiti, IHS (1973:38-41).



Propriétés Foncières en 1970

Catégorie	Propriétaire	Nombre de Parcelles	% de Parcelles
Propriétaires		893,659	60.2
Locataires de l'Etat		56,473	3.8
Locataire de Propriétaires privés		155,557	10.5
Propriétaires d'une partie des récoltes		213,528	14.4
Autres formes de propriété		165,168	11.1
Total		1,484,385	100.0

Source: Haiti, IHS (1975 b)



Les chiffres de 1971 ont été mis à jour entre 1977 et 1979; pendant cette mise à jour, il a été constaté au moyen d'enquêtes par échantillon, qu'en 1978 il existait dans le pays 735,706 foyers agricoles équivalents à des familles qui vivent dans la campagne dont le total est de 762,126 familles rurales, c'est-à-dire que 26,420 foyers se trouvaient, en fait, dans des petites villes ou dans des petits villages. Tableau _____

Ce que nous venons de voir implique que la quantité, en moyenne, à la disposition d'une famille agricole soit de 2,79 parcelles, presque trois et que ces parcelles couvrent une superficie moyenne de 1.59 hectares, dont on cultive 69%.

Bien sûr, il est important de souligner que l'agriculteur possède, en moyenne, seulement une terre plane équivalente à 58% de celle qu'il cultive et que 42% de la terre est une terre montagnaise, ce qui veut dire que 0.92 hectares sont utilisables sans impliquer la destruction de la ressource.

La situation moyenne à niveau national devient grave dans certaines zones du pays, en particulier dans le nord et nord-ouest, à cause des conditions des ressources naturelles existantes.

Le manque physique évident de la ressource de la terre a provoqué, comme on pouvait s'y attendre, un phénomène logique: l'utilisation de la terre cultivable pour plus d'une récolte, étant donné qu'en 1978 34.3% de la superficie était couverte de cultures d'association.

Cette association recherche le profit maximum de la ressource de la terre disponible, dans le but d'augmenter et de systématiser encore plus la pression et l'exploitation, même sans avoir une évidence de ce que cela soit fait avec une vision plus claire pour conserver la ressource, au moins, à moyen terme.

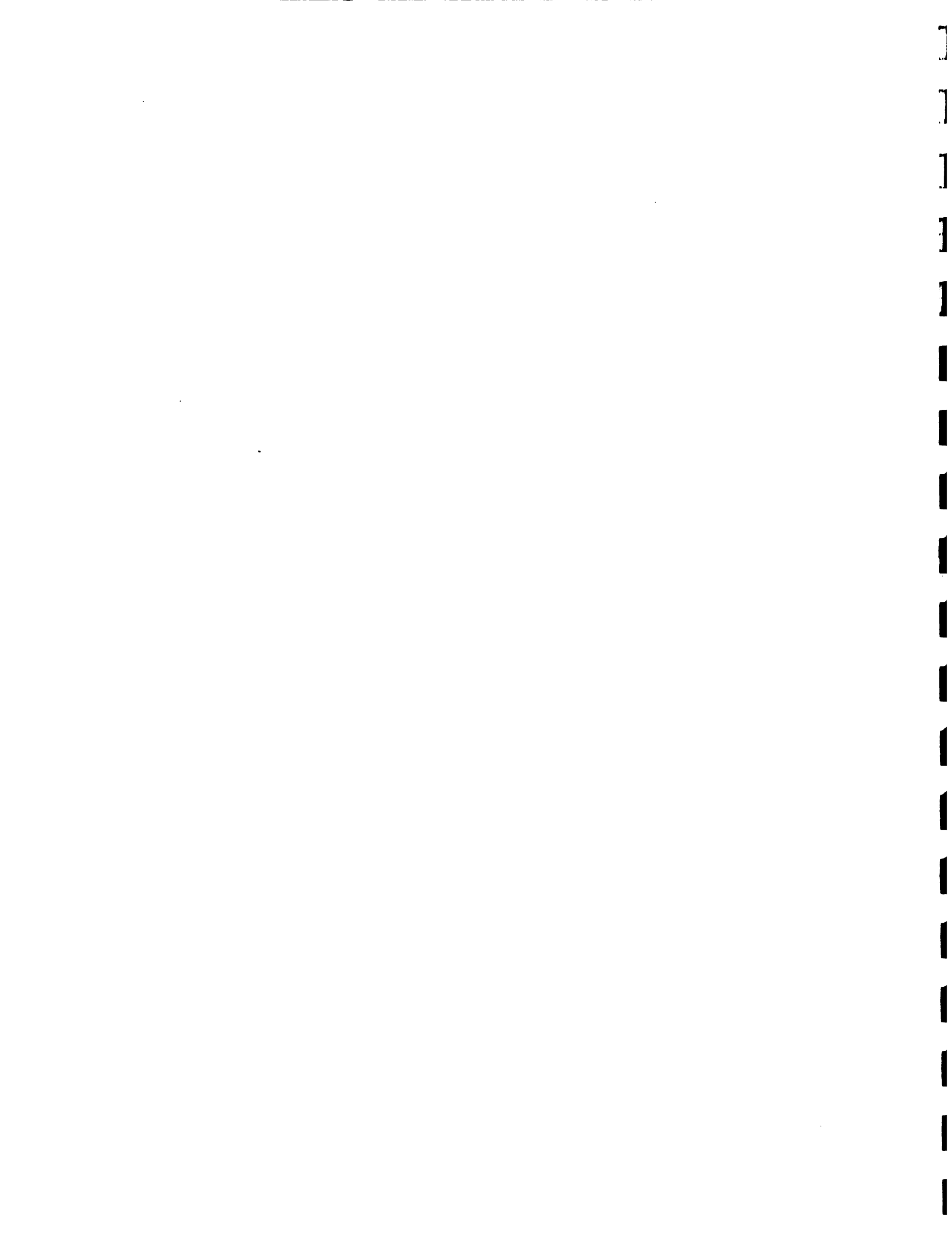


Tableau II-2: Répartition du nombre de jardins, de leur superficie totale, de leurs parties cultivées et irriguées, situées en plaine et en montagne, selon les 15 districts agricoles du pays.

Année: 1979

DISTRICTS AGRICILES	HAITI	Nombre de jardins	Superficie totale (Ha)	Superficie cultivée (Ha)	Superficie irriguée (Ha)	Superficie totale (Ha) en	Plaine	Montagne
		2.054.857	1.173.000	818.402	73.766	482.070	590.930	
1.1 Port-au-Prince		245.896	124.662	95.014	15.232	90.602	34.060	
1.1 Petit-Goâve		169.326	37.708	28.197	3.159	9.846	27.862	
1.3 La Gonâve		25.608	35.112	31.421	371	14.367	20.745	
1.4 Cap-Haitien		217.452	151.603	87.277	9.078	82.366	68.237	
1.5 Fort-Liberté		100.154	82.721	42.201	1.712	27.410	55.311	
1.6 Port-de-Paix		140.525	110.494	70.999	5.914	47.623	62.871	
5.7 Cayes		353.715	155.069	115.048	8.756	57.986	97.083	
6.8 Jacmel		175.940	54.988	35.274	1.941	6.874	48.114	
6.9 Belle-Anse		45.830	33.605	24.902	-	12.333	21.272	
7.10 Jérémie		114.413	69.595	44.541	220	28.743	40.852	
7.11 Miragoâne		96.960	42.335	40.218	2.543	15.071	27.264	
8.12 Hinche		91.131	83.517	33.847	-	4.878	78.639	
8.13 Belladère		60.556	61.776	48.098	1.607	21.003	40.773	
9.14 Gonaïves		126.936	76.568	75.113	3.582	30.091	46.477	
9.15 Saint-Marc		90.415	53.247	46.252	19.651	31.877	21.370	

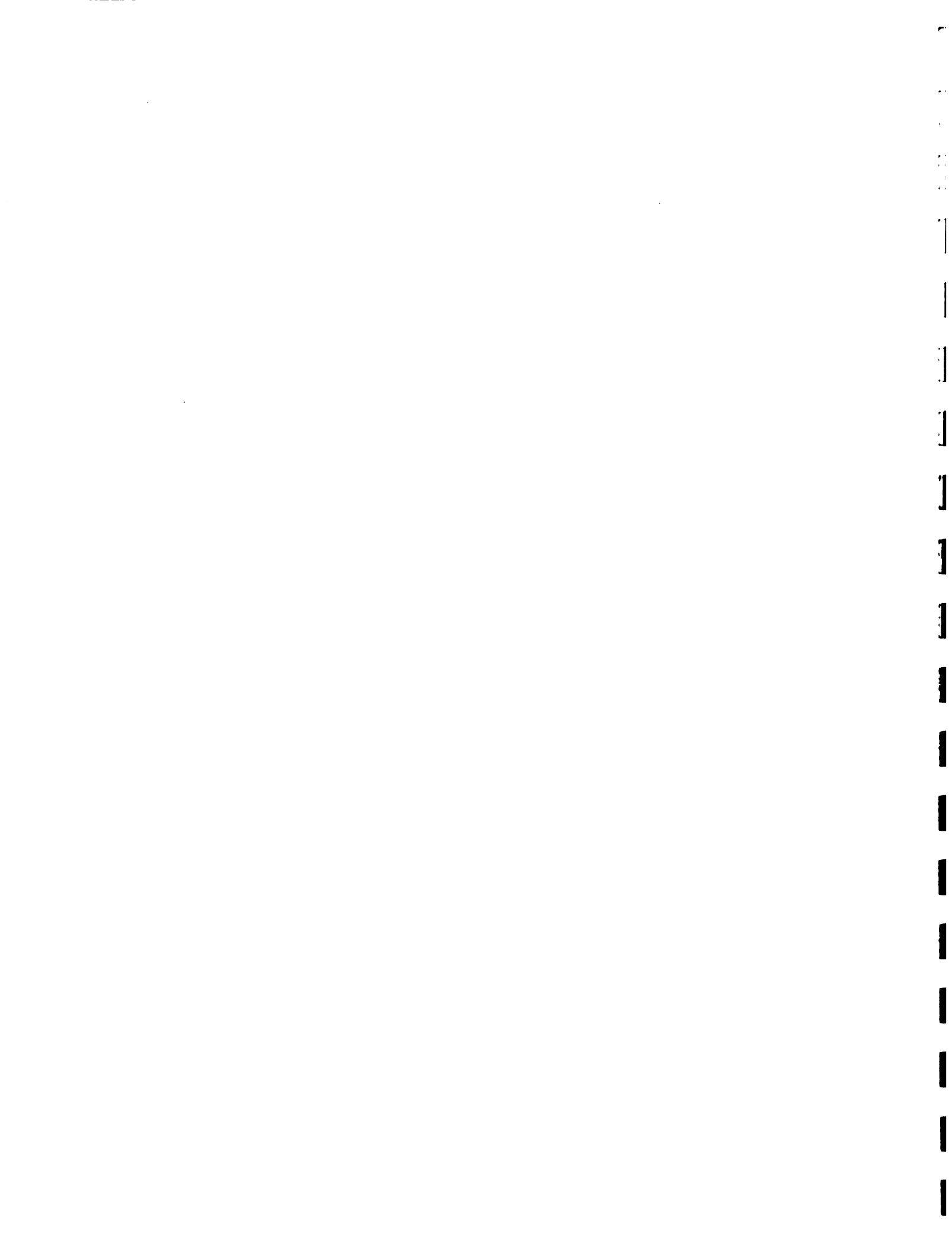
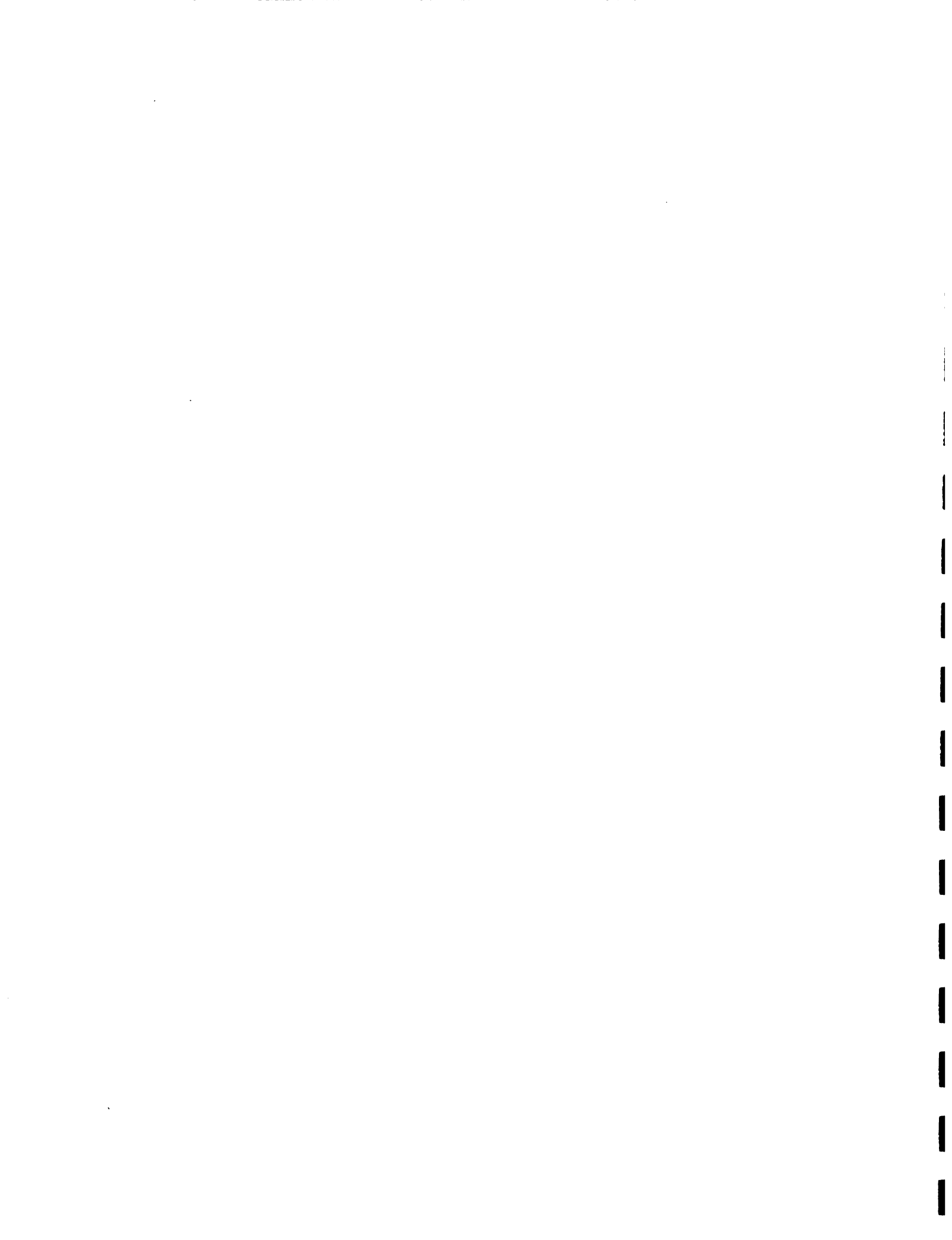


TABLEAU _____ Superficie cultivee reelle, superficie en cultures pures, superficie reelle en cultures associees et superficie statistique en cultures associees selon les 15 districts agricoles du pays

(En hectares)

DISTRICTS AGRICOLES	Superficie Cultivee Reelle Totale	Superficie en cultures pures	Superficie Reelle en cultures associees	Etendue Reelle des Aires Cultivees en Association
HAITI	818.402	537.554	280.848	34.3%
1.1 Port-au-Prince	95.014	86.046	8.968	9.4
1.2 Petit-Goave	28.197	21.435	6.762	24.0
1.3 La Gonave	31.421	24.903	6.518	20.7
2.4 Cap-Haitien	87.277	41.449	45.828	52.5
3.5 Fort-Liberté	42.201	21.968	20.233	47.9
4.6 Port-de-Paix	70.999	56.366	14.633	21.0
5.7 Cayes	115.048	75.516	39.532	34.4
6.8 Jacmel	35.274	19.500	15.774	44.7
6.9 Belle-Anse	24.902	14.883	10.019	40.2
7.10 Jeremie	44.541	12.414	32.127	72.1
7.11 Miragoane	40.218	21.973	18.245	45.4
8.12 Hinche	33.847	14.080	19.767	58.4
8.13 Belladere	48.098	31.516	16.582	34.5
8.14 Gonaives	75.113	57.511	17.602	23.4
9.15 Saint-Marc	46.252	37.994	8.258	17.9



La Production Agricole et ses caractéristiques

L'utilisation de la terre sous une haute pression venant du nombre croissant de personnes, du nombre croissant de cultures et de l'usage naturel, a fait que pour la période de 1977-79 qui a été couverte par les enquêtes, la production n'a pas eu de changements importants et que pour certains cas ces changements ont diminué.

Tableaux _____ et _____.

Cependant, à cause des caractéristiques du projet, nous avons essayé de suivre le comportement des deux cultures dont l'utilisation est très importante dans le régime des porcs, le maïs et le sorgho, pendant les 20 dernières années.

Le processus de reconstruction de la série montre très clairement le comportement dans de telles cultures. Dans le cas du maïs, on observe que des 6 modèles ajustés, la fonction carrée est la mieux ajustée par rapport au temps et dans le cas du sorgho, c'est la fonction gamma.

Dans le cas du maïs le $R^2 = 49.97$ et dans le cas du sorgho égal à 40.74; dans les deux cas la tendance présentée est celle de la diminution. Dans le cas du maïs, plus que dans celui du sorgho, en 1986, on observe cette tendance, alors qu'en 1978-79 on remarque la période de début de diminution évidente.

Tableaux _____ et _____.

Le problème consiste en ce que si la situation pronostiquée par l'analyse se présentait réellement, cela constituerait un élément important dans le développement des capacités de nutrition du pays dans l'élevage des porcs, étant donné que le pays ne pourrait pas avoir de maïs ou sorgho pour l'alimentation de ces porcs.

D'autre part, s'il existait des problèmes de production de maïs et de sorgho, cela provoquerait une situation dans laquelle la plupart du céréale serait consacré à la consommation humaine sur la base du régime actuel de l'haïtien moyen.

Cette situation historique a fait que la quantité de céréale consacré à l'utilisation animale ne soit pas élevée et c'est de son expansion que pourrait dépendre, en partie, l'avenir de l'élevage porcin dans le pays.

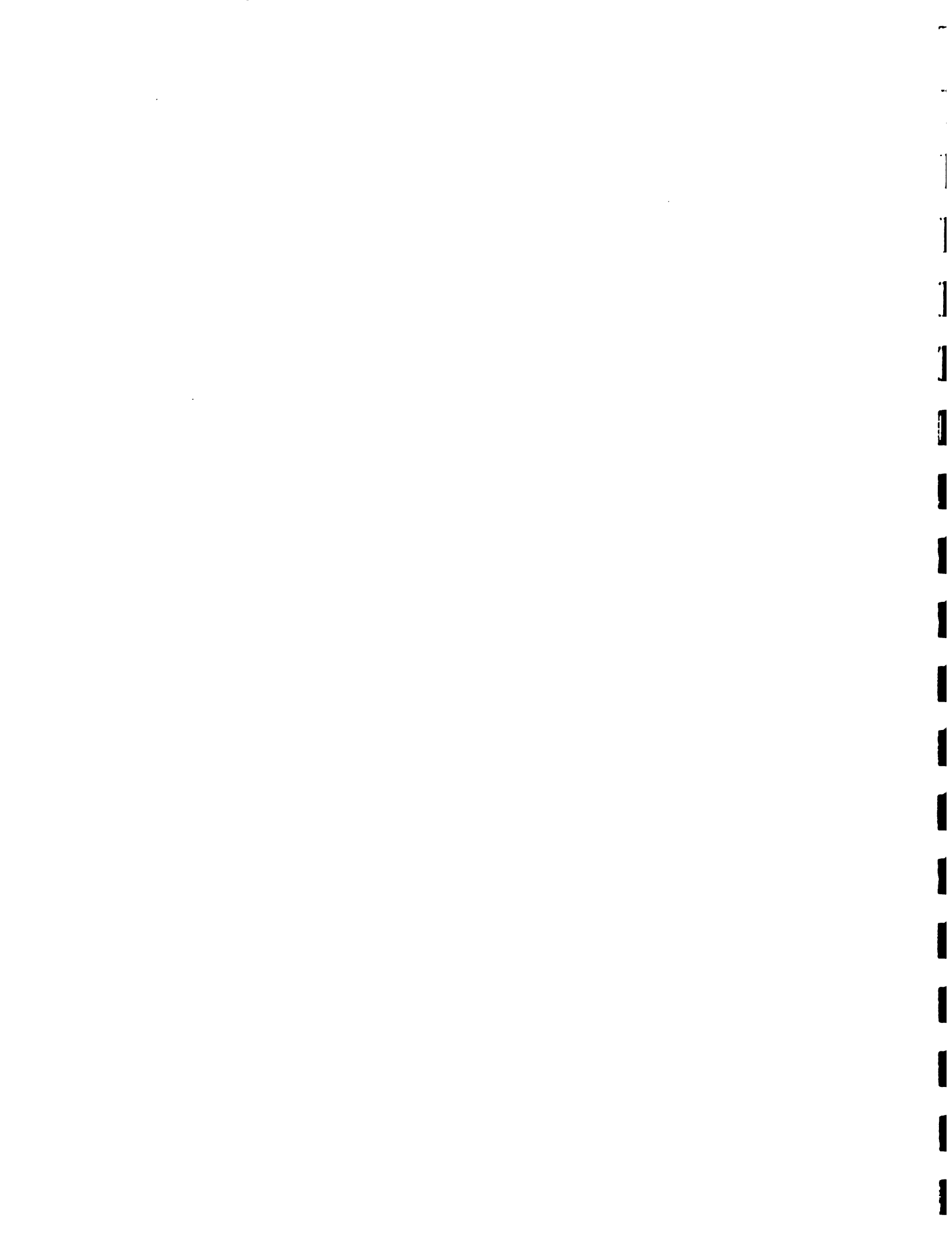


TABLEAU : Evolution des superficies plantées en 10 cultures.

Année: 1977, 1978, 1979

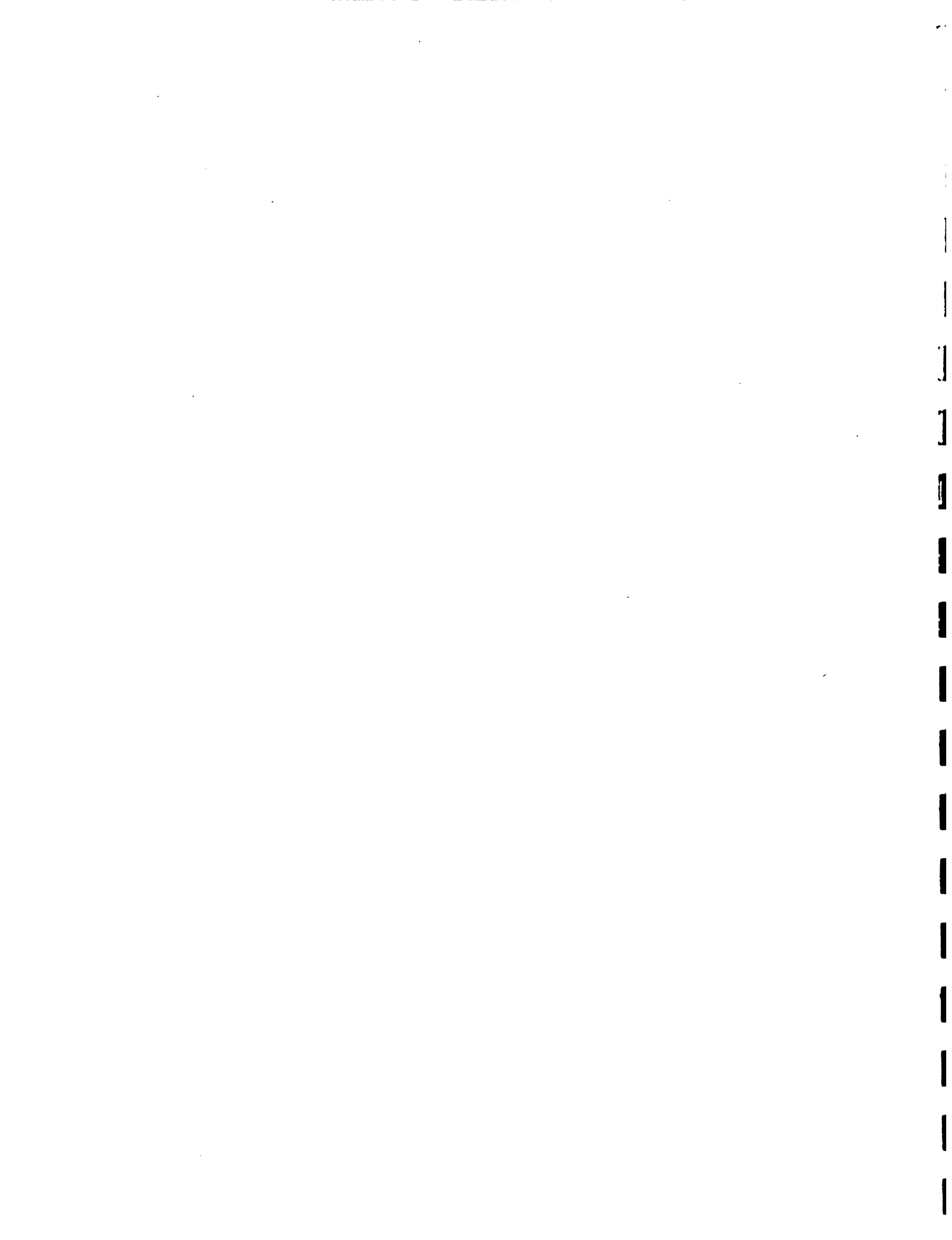
HAITI

(En hectares)

CULTURES	A N N E E S		
	1977	1978	1979
Maïs	210.352	248.373	233.749
Millet	151.844	165.856	156.698
Riz	40.036	51.614	54.003
Haricots	103.458	101.415	89.673
Arachides	27.975	41.339	47.062
Bananes	72.953	72.943	82.492
Patate	62.950	55.550	62.530
Café	115.735	133.479	138.519 (1)
Canna-à-sucre	92.503	86.538	100.786
Coton	9.156	12.468	13.626

• Chiffres révisés

(1) Au café il faut ajouter à cette superficie le nombre de plants épars qui couvrent une superficie de près de 40.000 has.



TABLÉAU.-

Evolution de la production de 10 cultures.

Années : 1977, 1978 et 1979

HAÏTI

(En Tonnes Métriques)

CULTURES	ANNÉES		
	1977	1978	1979
Kais	168.260	161.442	183.331
Millet	110.846	99.514	123.282
Riz	90.481	113.548	122.116
Maricots	46.556	45.637	51.879
Arachides	16.226	24.803	33.868
Bananes	474.194	474.129	511.504
Patate	346.225	305.528	264.788
Café	144.668	179.312	214.380
Canne-à-Sucre	4.532.647	4.240.360	5.552.000
Coton	3.662	4.982	5.589

Service de Statistiques Agricoles/DAGDIR.



TABLEAU.-

Evolution des rendements de 10 cultures.

Années 1977, 1978 et 1979

HAÏTI

(En tonnes métriques/Hectare)

CULTURES	ANNÉES		
	1977	1978	1979
Maïs	0.80	0.65	0.78
Millet	0.73	0.60	0.79
Riz	2.26	2.20	2.26
Haricots	0.45	0.45	0.58
Arachides	0.58	0.58	0.72
Bananes	6.50	6.50	6.0
Potato	5.50	5.50	4.23
Café	1.25	1.25	1.20
Canne-à-Sucre	49.00	49.00	55.09
Coton	0.40	0.40	0.41

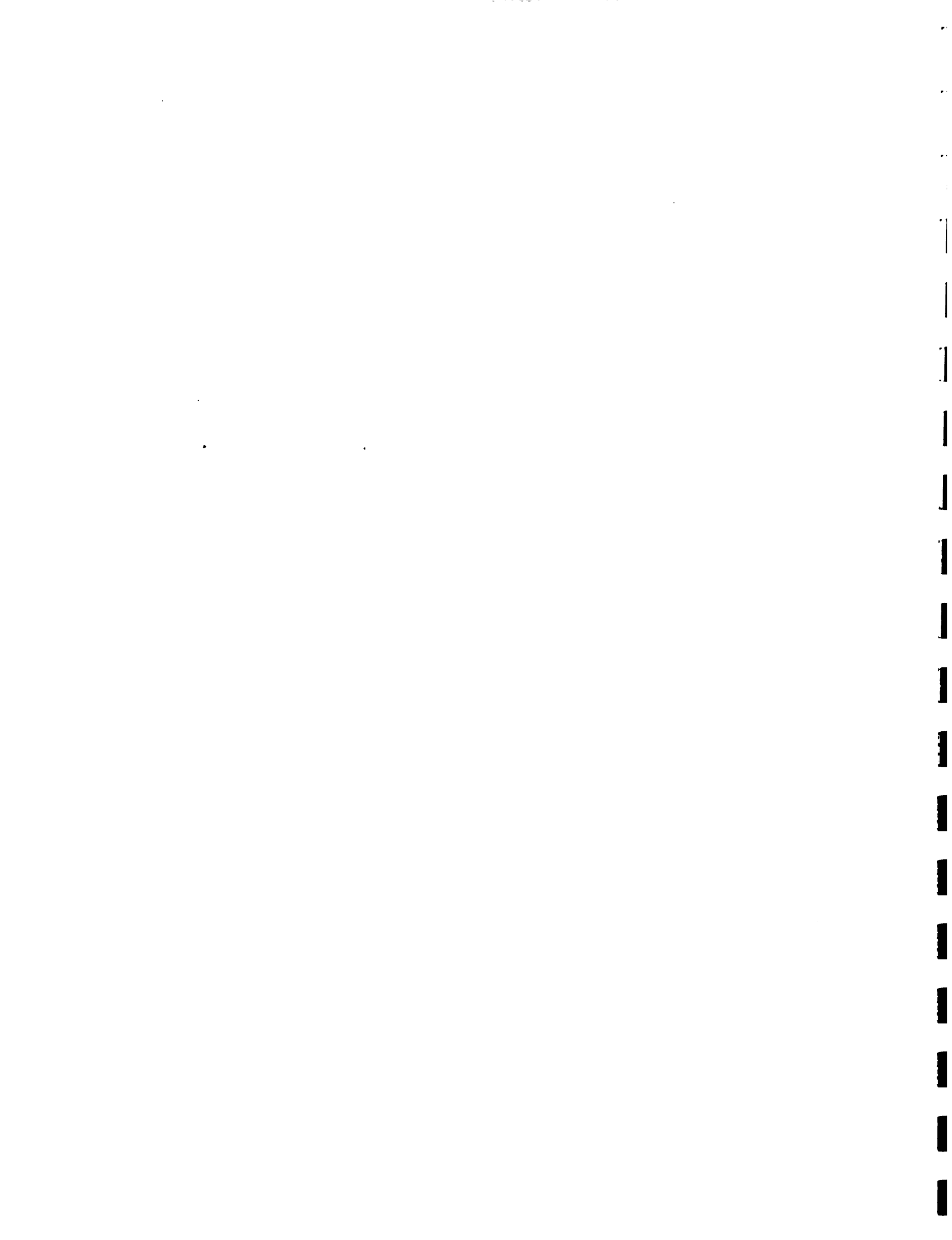
Service de Statistiques Agricoles/DARSAR.



Tableau _____ Production de Mais et de Millet en Haiti
1950 - 1979 (Tonnes Metriques)

Année	Mais	Millet Sorgho
1950	206	174
1960	227	183
1966	234	187
1968	220	189
1969	242	209
1970	235	150
1971	252	211
1972	265	217
1973	257	215
1974	250	219
1975	250	220
1976	250	225
1977	168	110
1978	161	99
1979	183	123

Source: IICA, IDB, FAO et Rapport du DARNDR



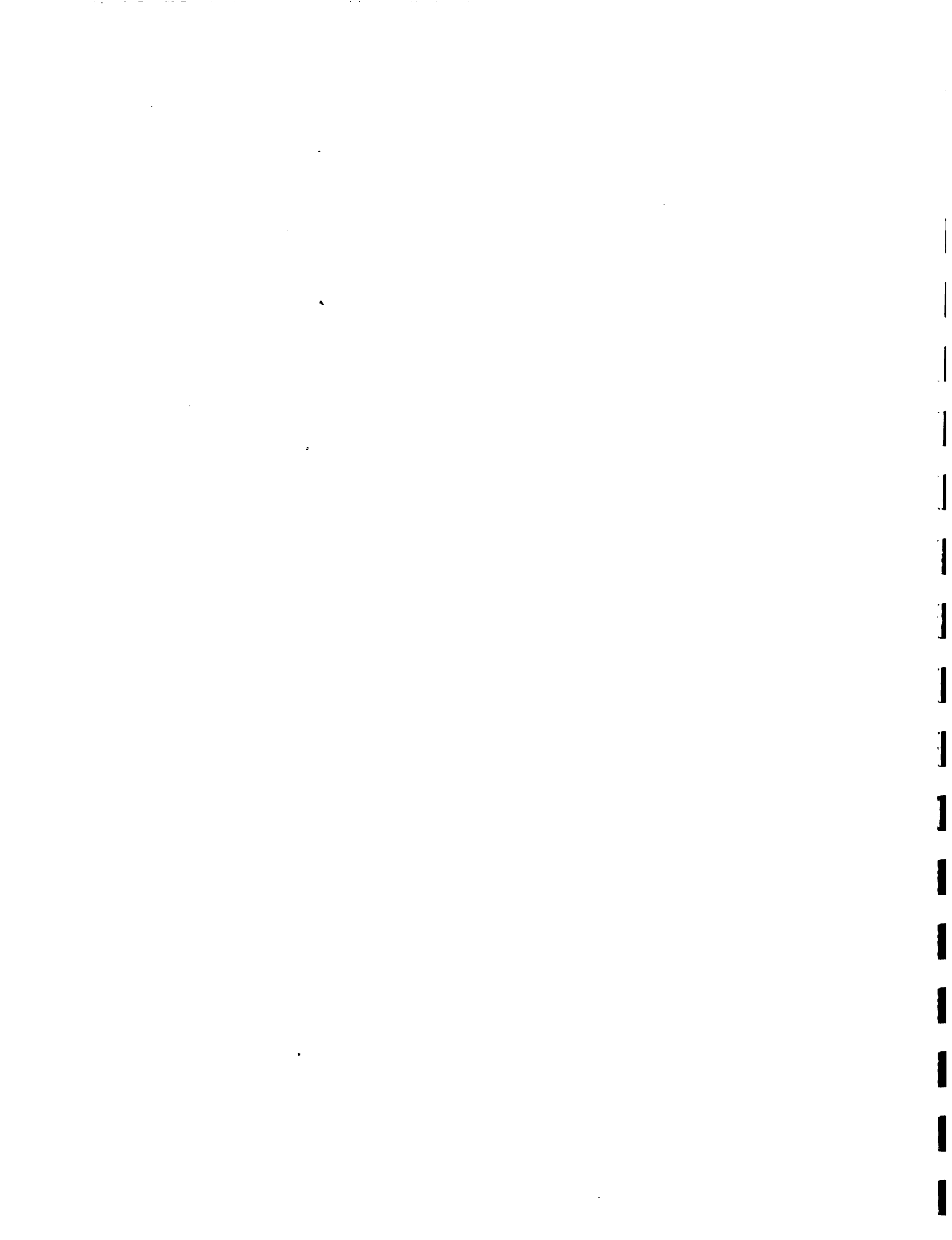
AJUSTE DE 6 MODELOS LINEALES Y LINEARIZABLES

FUNCION AJUSTADA	B-0	B-1	B-2	R**2
LINEAL.....	405.468571	-2.462857		14.44
LOGARITMICA.....	8209.181354	-0.840972		14.94
GEOMETRICA.....	569.739120	0.987212		17.05
CUADRATICA.....	-2611.204210	83.977580	-0.615672	49.97
RAIZ CUADRATICA..	-11150.131649	-167.896214	2767.307541	48.18
GAMMA.....	0.000000	-0.398288	26.929159	49.12
	-81.004018			

PROMEDIO DE X= 72.0000 PROMEDIO DE Y= 228.1428

PREDICCIONES CON BASE EN PARAMETROS ESTIMADOS

	X(I)	Y(I)	LINEAL	LOGAR.	GEOME.	CUADR.	RAIZ	GAMMA
1	60.000	0.0000	257.6971	262.3753	263.2223	211.0291	211.5675	211.8548
2	61.000	0.0000	255.2342	256.7533	259.8565	220.5103	221.5621	222.0123
3	62.000	0.0000	252.7714	255.2391	256.5336	228.7601	230.1044	230.9788
4	63.000	0.0000	250.3085	251.8276	253.2533	235.7786	237.2295	238.6296
5	64.000	0.0000	247.8457	248.5144	250.0149	241.5658	242.9709	244.8666
6	65.000	0.0000	245.3828	245.2952	246.8179	246.1216	247.3610	249.6199
7	66.000	0.0000	242.9200	242.1658	243.6618	249.4461	250.4309	252.8485
8	67.000	0.0000	240.4571	239.1226	240.5460	251.5392	252.2104	254.5403
9	68.000	0.0000	237.9942	236.1618	237.4701	252.4010	252.7283	254.7106
10	69.000	0.0000	235.5314	233.2001	234.4333	252.0314	252.0124	253.4008
11	70.000	0.0000	233.0685	230.4743	231.4328	250.4303	250.0693	250.6757
12	71.000	0.0000	230.6057	227.7413	228.4764	247.5982	246.9849	246.6206
13	72.000	0.0000	228.1428	225.0703	225.5548	243.5346	242.7240	241.3384
14	73.000	0.0000	225.6800	222.4823	222.6700	238.2397	237.3306	234.9455
15	74.000	0.0000	223.2171	219.9514	219.8233	231.7134	230.8280	227.5690
16	75.000	0.0000	220.7542	217.4823	217.0123	223.9557	223.2383	219.3427
17	76.000	0.0000	218.2914	215.0734	214.2374	214.9668	214.5039	210.4039
18	77.000	0.0000	215.8285	212.7220	211.4979	204.7464	204.8049	200.8906
19	78.000	0.0000	213.3657	210.4261	208.7934	193.2947	194.1620	190.9381
20	79.000	0.0000	210.9028	208.1838	206.1233	180.6117	182.4348	180.6771
21	80.000	0.0000	208.4400	205.9932	203.4878	166.6974	169.7223	170.2314
22	81.000	0.0000	205.9771	203.8524	200.8837	151.5516	156.0428	159.7160
23	82.000	0.0000	203.5142	201.7597	198.3170	135.1746	141.4143	149.2364
24	83.000	0.0000	201.0514	199.7134	195.7810	117.5662	125.8540	138.8870
25	84.000	0.0000	198.5885	197.7121	193.2776	98.7264	109.3789	128.7510
26	85.000	0.0000	196.1257	195.7541	190.8001	78.6553	92.0050	118.9001



AJUSTE DE 6 MODELOS LINEALES Y LINEARIZABLES

FUNCION AJUSTADA R-0 R-1 R-2 R**2

LINEAL.....	387.122857	-2.840000		11.20
LOGARITMICA.....	73537.391021	-1.411027		14.02
GEOMETRICA.....	829.282795	0.978757		15.81
CUADRATICA.....	-3060.005243	95.934802	-0.703524	38.26
RAIZ CUADRATICA..	-12762.785346	-191.097942	3149.108660	36.69
GAMMA.....	0.000000	-0.610169	41.132184	40.74
	-126.698505			

PROMEDIO DE X= 72.0000 PROMEDIO DE Y= 182.6428

PREDICCIONES CON BASE EN PARAMETROS ESTIMADOS

X(I)	Y(I)	LINEAL	LOGAR.	GEOME.	CUADR.	RAIZ	GAMMA
1	60.000	216.7228	227.7659	228.6639	163.3956	164.2288	164.1290
2	61.000	213.8828	222.5151	223.8064	174.2040	175.5650	175.9799
3	62.000	211.0428	217.4678	219.0521	183.6053	185.2485	186.6118
4	63.000	208.2028	212.6151	214.3988	191.5996	193.3193	195.7797
5	64.000	205.3628	207.9406	209.8443	198.1868	199.8155	203.2801
6	65.000	202.5228	203.4409	205.3866	203.3670	204.7740	208.9585
7	66.000	199.6828	199.1051	201.0236	207.1402	208.2300	212.7145
8	67.000	196.8428	194.9249	196.7533	209.5062	210.2177	214.5026
9	68.000	194.0028	190.8923	192.5737	210.4653	210.7697	214.3326
10	69.000	191.1628	187.0003	189.4828	210.0172	209.9177	212.2660
11	70.000	188.3228	183.2419	184.4789	208.1622	207.6919	208.4107
12	71.000	185.4828	179.6108	180.5600	204.9001	204.1219	202.9147
13	72.000	182.6428	176.1010	176.7244	200.2309	199.2358	195.9581
14	73.000	179.8028	172.7067	172.9703	194.1547	193.0609	187.7443
15	74.000	176.9628	169.4227	169.2959	186.6714	185.6238	178.4916
16	75.000	174.1228	166.2440	165.6993	177.7811	176.9499	168.4249
17	76.000	171.2828	163.1629	162.1796	167.4838	167.0637	157.7679
18	77.000	168.4428	160.1838	158.7344	155.7794	155.9893	145.7365
19	78.000	165.6028	157.2937	155.3624	142.6679	143.7497	135.5329
20	79.000	162.7628	154.4916	152.0621	28.1494	130.3671	124.3411
21	80.000	159.9228	151.7730	148.8318	112.2239	115.8633	113.3241
22	81.000	157.0828	149.1360	145.6702	94.8913	100.2592	102.6215
23	82.000	154.2428	146.5767	142.5758	76.1515	83.5750	92.3489
24	83.000	151.4028	144.0911	139.5470	56.0049	65.8306	82.5977
25	84.000	148.5628	141.6766	136.5826	34.4512	47.0450	73.4363
26	85.000	145.7228	139.3304	133.6012	11.4904	27.2367	64.9116

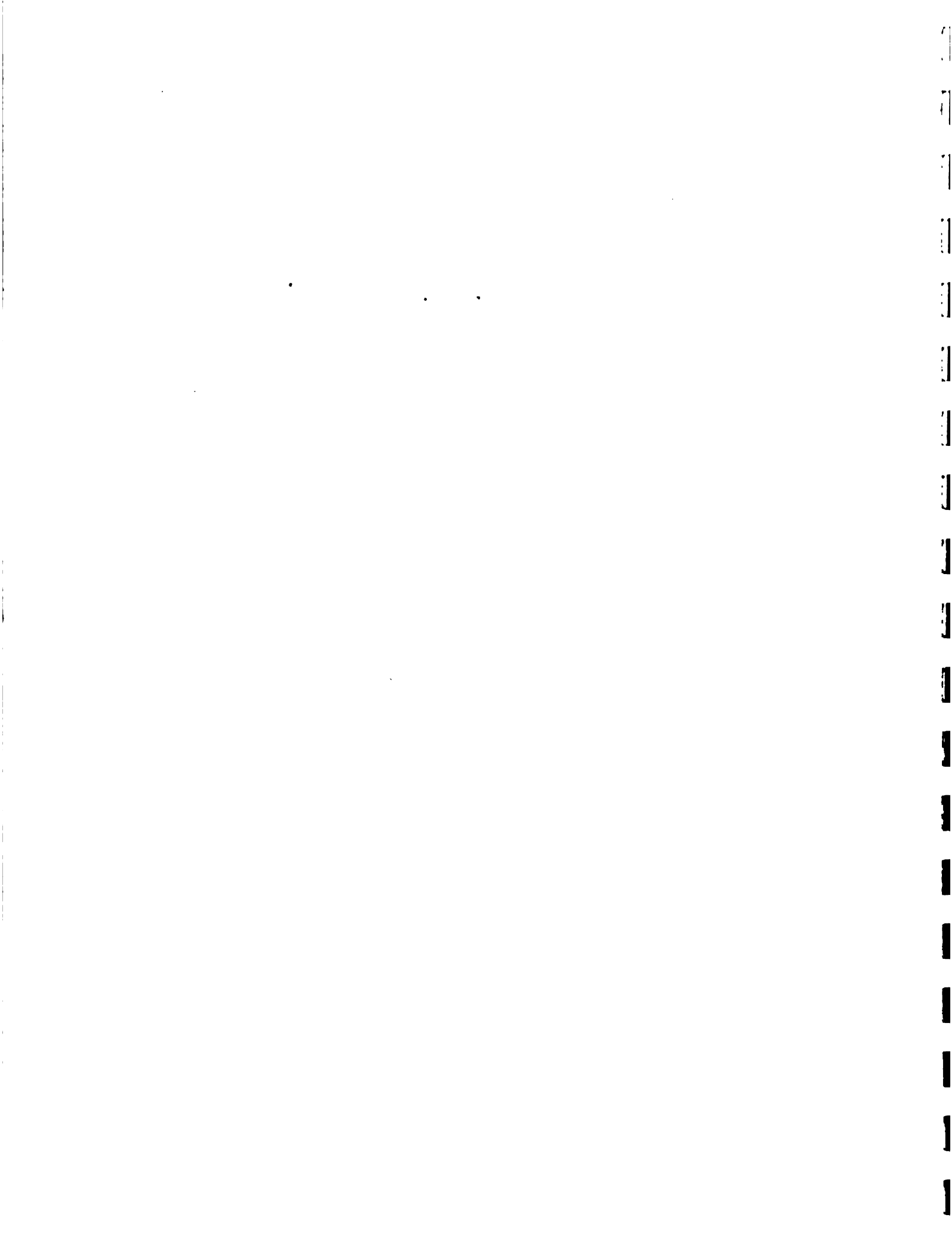


TABLEAU _____ ESTIMATION DE LA QUANTITE D'ALIMENTS CONSOMMES
DURANT L'ANNEE 1980

Groupes d'aliments	<u>Kg/an</u> (par personne)	<u>Gr/jour</u>	<u>T.M./an</u> (Pop. Totale)
1. Céréales et Dérivés	63,0	172,6	315.535,5
- dont nationaux	(54,2)*	(148,5)*	(271.460,7)*
2. Racines, Tubercules, Bananes	106,0	290,4	530.901,0
3. Sucres, Rapadou	32,8	89,6	164.278,8
4. Légumineuses	19,0	52,1	95.161,5
5. Oléagineuses	6,6	18,1	33.056,1
6. Légumes	43,0	117,8	215.365,5
- dont cultivés	*21,5)*	(58,9)*	(107.682,8)*
7. Fruits	109,0	298,6	545.926,5
8. Viande	8,0	21,9	40.068,0
9. Poissons	1,8	4,9	9.015,3
10. Ceufs	0,9	2,5	4.507,6
11. Lait et Dérivés	11,2	30,7	56.095,2
12. Hules, Graisses	6,6	38,1	33.056,1
13. Café, Cacao	3,0	8,2	15.025,5
TOTAUX	410,9	1.125,8	2.057.992,6

Source: Beghin et Coll. - 1970, DIFPAN - 1980

* Les chiffres entre parentheses ne sont pas comptabilisés.

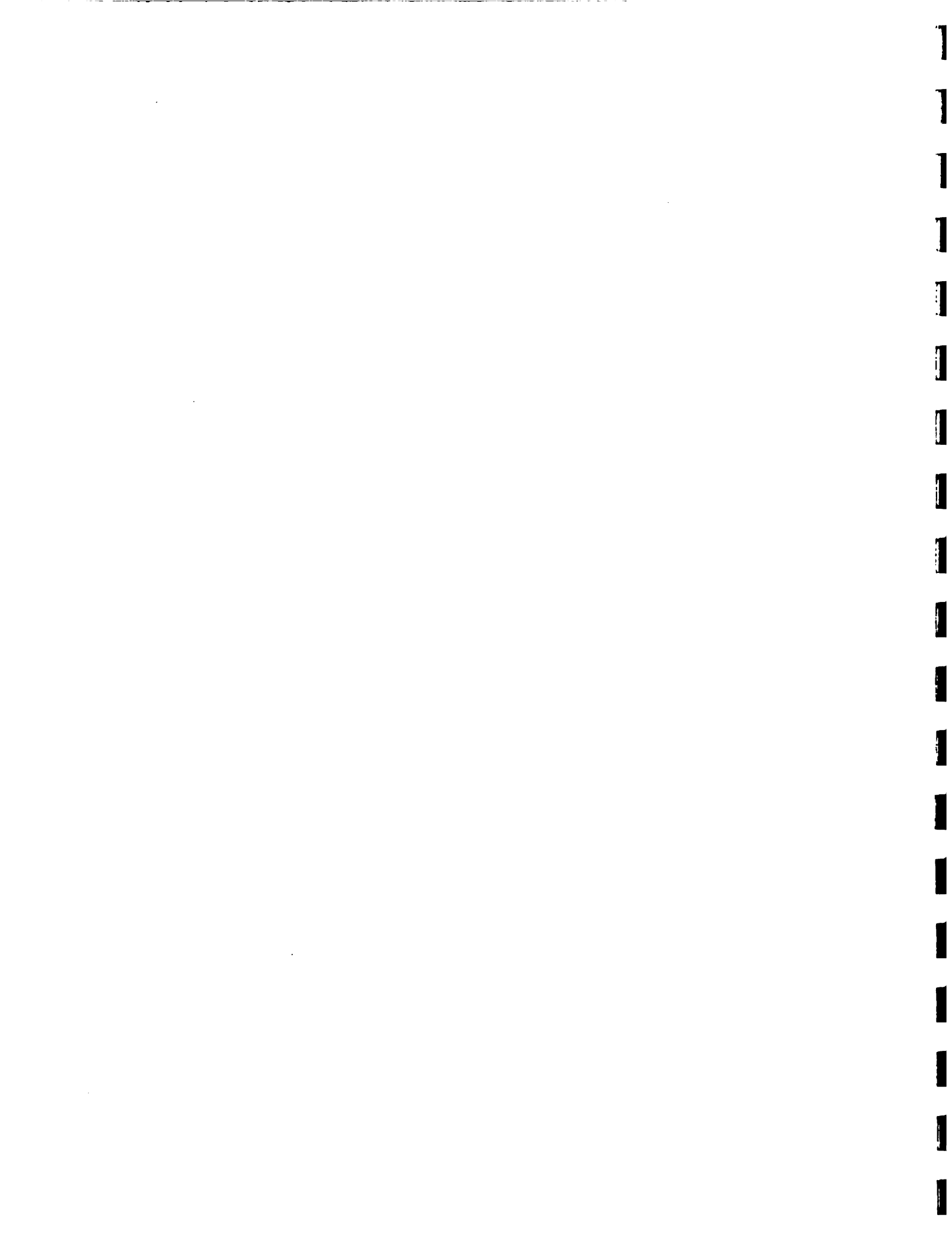


TABLEAU _____ Population animale d'Haiti pour les différents types d'animaux et de volaille de 1950 a 1979

Année	Gros Betail	Porcs	Chevres	Monton	Cabris	Volaille
1950	582.983	1.138.265	854.172	51.738	ND	3.853.584
1965	685.000	1.268.000	893.000	55.000	ND	2.960.000
1970	636.737	1.140.643	842.602	195,503	ND	4.164.120
1977	538.146	1.088.789	ND	ND	1.138.976	ND
1978	722.084	1.206.651	ND	ND	945.221	ND
1979	742.167	606.718	478.589	105.509	987.365	3.030.623



Secteur de l'élevage

Introduction

L'importance du sous-secteur de l'élevage est en vérité difficile à calculer, étant donné qu'il n'existe pas de statistiques sous-sectorielles très précises; cependant, cela est possible au moyen de l'utilisation d'une série d'additions.

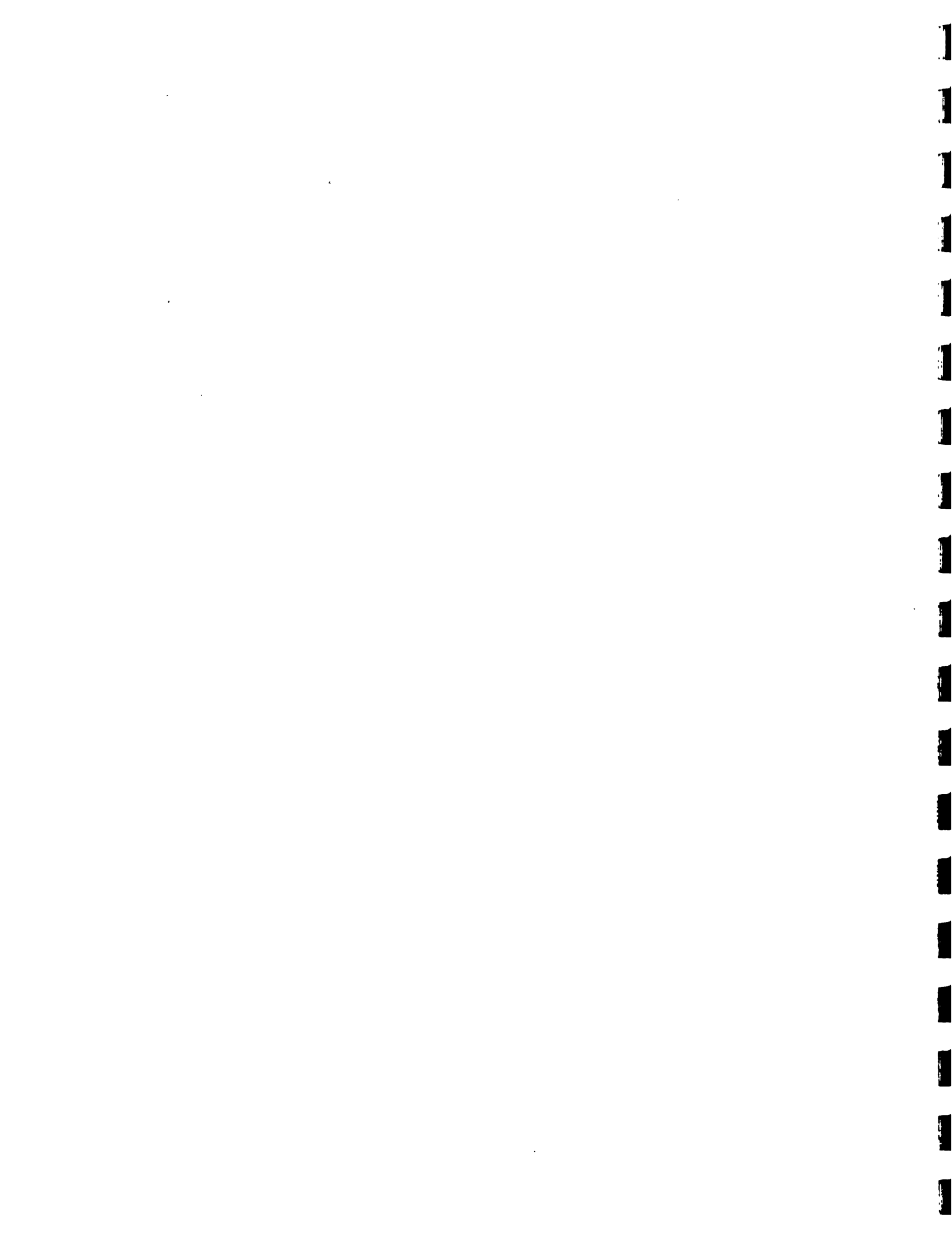
D'après les estimations disponibles, le 64.8% de la superficie du pays est susceptible de produire certains types de pâturage, desquels 13.8% requièrent des mesures de conservation et 51.0% doivent être maintenus couverts en permanence.

Population animale

D'autre part, dans le pays, il n'existe pas d'estimation précise de population animal par type puisque la seule chose dont on dispose consiste en les recensements de 1950 et 1970 et les enquêtes de 1977, 1978 et 1979.

Entre 1950 et 1970, on observe dans le Tableau _____ que la population animale reste pratiquement non-alterée, si l'on tient compte qu'entre les deux recensements il s'est passé 20 ans et que pendant cette période la population augmentait à des taux annuels d'entre 3 et 4%.

Le résultat le plus récent montre qu'en 1979, le bétail général des différentes espèces avait diminué dans presque toute d'entre elles, à l'exception du gros bétail, qui lui montrait une légère augmentation.



La Productivité estimée

La productivité des différentes espèces est difficile à établir, cependant, dans le cas du gros bétail on pourrait estimer que d'une population de vaches estimée en 1979 à 487.768 on avait une production mensuelle de lait de 1.645.306 litres par jour.

Dans le cas des poules, si nous considérons une population de poules de 1.453.294 et que celle-ci pond environ 5.748.516 oeufs par mois, elle avait une production moyenne mensuelle de 3.92 ou 4 oeufs par poule par mois.

La productivité des gros animaux est difficile à estimer, cependant des études récentes présentent quelques résultats intéressants dans le marché de Fond des Nègres.

Pendant la période du 23-11-81 au 3-5-82, 87 animaux ont été tués sur lesquels on décrit les caractéristiques dans le Tableau _____, là nous voyons les gros animaux, c'est-à-dire les toreaux et les vaches qui difficilement dépassent les 100 kg de poids, avec un rendement en en chaîne de 67% en moyenne.

A partir de l'analyse générale, nous nous rendons compte que le matériel génétique dont on dispose n'a pas une haute productivité, en plus il existe des problèmes de disponibilité de substances alimentaires.

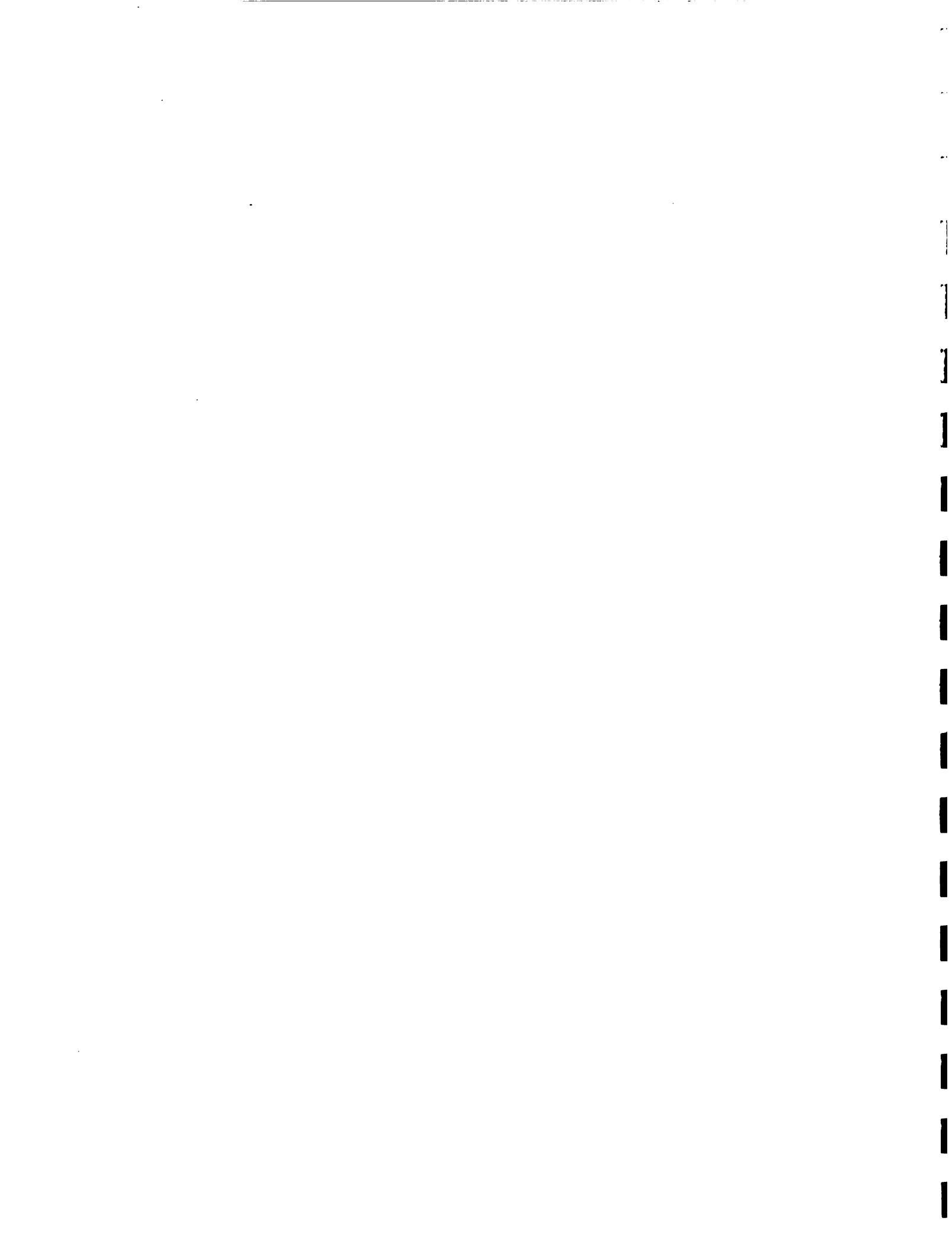
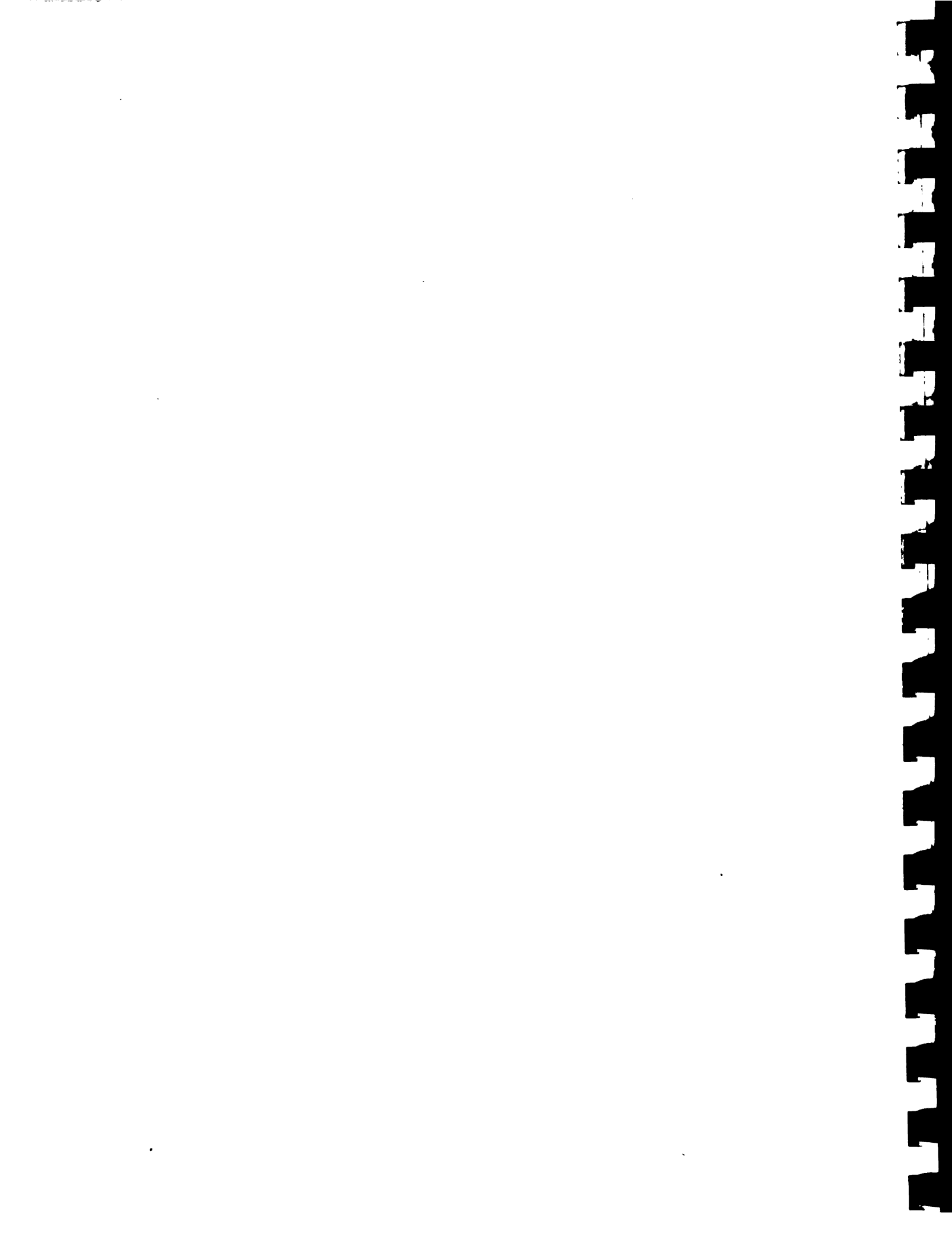


TABLEAU. Classes d'animaux sacrifiés dans le Marché
de Fond-des-Negres entre le 23.11.81 et le 3.5.82

Categories	Qte.	%	P.V.V. en Kg	Carcasse	
				Pds	%
Taurillons	11	13	49	-	
Taurillons	29	33	75	49	65
Taurillons	15	17	99	68	69
Taureaux	26	30	103	68	69
Vaches	6	7	118	78	66
	87	100			

Source: Jean Triyil Francois. Survi. Zootechnique et Socio-Economique du
Marché de Viande Bonne de Fond des Negres. Universite D'Etat D'Haiti.
Faculte de Agronomie et de Medicine Veterinaire. Memoire D'Agronome.
Sept. 1982 36 p.



RESULTATS MOYENS DES SERIES D'ENQUETES DE L'ANNEE 1979
REPUBLIQUE D'HAITI

I - ELEVAGE

1 - Distribution du bétail selon 11 types investigués

TYPES DE BETAIL	TETES DE BETAIL	
	Nombre	%
TOTAL	5.960.971	100.0
Taureaux	254.399	4.3
Vaches	487.768	8.2
Chevaux	190.513	3.2
Mulets	102.080	1.7
Bourriques	185.996	3.1
Moutons	105.509	1.8
Cabris	997.365	16.7
Porcs	606.718	10.2
Poules	2.906.589	48.7
Canards	36.022	0.6
Dindes	88.012	1.5

2.- Produits de l'élevage

- Nombre d'oeufs..... 479.043 dz/mois
- Quantité de lait.....1.645.306 Kilos/mois

Service Statistiques Agricoles/DARNDR



AJUSTE DE 6 MODELOS LINEALES Y LINEALIZABLES

FUNCION AJUSTADA

R-0

R-1

B-2

R**2

LINEAL.....	449221.723072	2892.092538			16.13
LOGARITMICA.....	203617.126586	0.273030			14.39
GEOMETRICA.....	481248.492187	1.004246			14.03
CUADRATICA.....	311558.585571	1275.185691	-33.820988		16.28
RAIZ CUADRATICA.....	-338154.177978	-9507.672677	198410.564759		16.43
GAMMA.....	22541.090942	-0.0111060	0.975248.		14.78
	10.023095				

PROMEDIO DE X= 69.8333 PROMEDIO DE Y= 651186.1009

PREDICCIONES CON BASE EN PARAMETROS ESTIMADOS

	X(I)	Y(I)	LINEAL	LOGAR.	GEOME.	CUADR.	RAIZ	GAMMA
1	50.000	0.0000	593826.3496	592495.9924	594817.2490	590765.3991	589466.7468	588462.6408
2	51.000	0.0000	596718.4426	595708.1315	597343.0812	594624.6645	593919.9636	593338.7468
3	52.000	0.0000	599610.5349	598874.6049	599879.6386	598416.2885	598236.9724	598030.9421
4	53.000	0.0000	602502.6274	601997.5124	604246.3675	602140.2712	602421.6650	602542.8439
5	54.000	0.0000	605394.7197	605077.6767	604905.1130	605796.6103	605477.8269	606878.0139
6	55.000	0.0000	608286.8127	608116.6409	607554.1215	609385.3063	610408.9543	611039.9411
7	56.000	0.0000	611178.9055	611115.7145	610134.0395	612906.3645	614218.4626	615032.0656
8	57.000	0.0000	614070.9975	614076.0969	612724.7143	616359.7783	617909.5932	618057.7536
9	58.000	0.0000	616963.0903	616996.9599	615326.7873	619745.5502	621485.4489	622520.3220
10	59.000	0.0000	619855.1828	619885.4143	617939.7104	623063.6801	624948.9995	628023.0224
11	60.000	0.0000	622747.2756	622736.5185	620563.7299	626314.1687	628303.0866	629369.0554
12	61.000	0.0000	625639.3676	625553.2846	623198.8910	629497.0148	631550.4382	632961.5625
13	62.000	0.0000	628531.4604	628336.6791	625845.2426	632612.2187	634693.6655	635603.6342
14	63.000	0.0000	631423.5529	631087.6267	628502.8315	635659.7805	637735.2788	638498.3002
15	64.000	0.0000	634315.6457	633807.0100	631171.7065	638639.7009	640677.6889	641248.5483
16	65.000	0.0000	637207.7377	636495.6774	633851.9130	641551.9792	643523.2104	643057.3012
17	66.000	0.0000	640099.8305	639154.4410	636543.3021	644396.6149	646274.0717	646327.4409
18	67.000	0.0000	642991.9230	64184.0705	639246.5201	647173.6088	648932.4165	648061.7983
19	68.000	0.0000	645884.0158	644565.3359	641961.0168	649882.9621	651500.3112	650863.1560
20	69.000	0.0000	648776.1081	646958.9309	644687.0397	652524.6721	653979.7380	652934.2446
21	70.000	0.0000	651668.2006	649505.5517	647424.6381	655098.7399	656372.6166	654877.7482
22	71.000	0.0000	654560.2929	652025.8620	650173.8625	657605.1665	658680.7966	656896.3059
23	72.000	0.0000	657452.3859	654520.4973	652934.7602	660043.9509	660906.0573	658392.5212
24	73.000	0.0000	660344.4782	656990.0700	655707.3825	662415.0935	663050.1237	659968.9301
25	74.000	0.0000	663236.5708	659435.1691	658491.7780	664718.5935	665114.6560	661428.0483
26	75.000	0.0000	666128.6630	661856.3657	661287.9970	666954.4523	667101.2653	662772.3266
27	76.000	0.0000	669020.7561	664254.2067	664096.0908	669122.6684	669011.4995	664004.2036
28	77.000	0.0000	671912.8483	666629.2107	666916.1079	671223.2426	670846.8659	665126.0424
29	78.000	0.0000	674804.9409	668931.9130	669748.1000	673256.1755	672608.8129	666140.1862
30	79.000	0.0000	677697.0332	671311.1007	672592.1181	675221.4658	674296.7536	667048.9323
31	80.000	0.0000	680589.1262	673622.2970	675448.2136	677119.1145	675918.0485	667854.5427
32	81.000	0.0000	683481.2189	675910.5218	678316.4367	678949.1206	677468.0183	668559.2292
33	82.000	0.0000	686373.3110	678179.0976	681196.8395	680711.4853	678949.9399	669165.1804



Il est curieux que la population de bétail bovin du pays soit présente réellement entre 1950 et 1982, cela basé sur les renseignements ponctuels disponibles, et malgré l'ajustement des différents modèles utilisés entre 1970 et 1982, même avec le modèle le mieux ajusté il n'aurait augmenté, en dix ans, que de 23 animaux, c'est-à-dire une moyenne annuelle de 1916 animaux.

Si nous considérons, en 1979 un troupeau de 487.768 vaches auquel il n'est ajouté qu'une quantité de 1916 nouvelles vaches, nous voyons que la situation est inquiétante, étant donné que cela représente un besoin de 254 ventres par animal adulte ajouté au troupeau.

Il n'est pas logique de croire qu'avec les problèmes de nutrition, gestion, santé et qualité génétique, il n'y ait pas de justification de l'effort pour améliorer la productivité du bétail national dans tous les domaines.

Le bétail national est et a été composé par, entre autres, le porc; ce genre d'animal a commencé à disparaître pendant les dernières années à cause de la peste porcine; ce sur quoi nous parlerons dans les prochains paragraphes.



La Population Porcine

Il est extrêmement difficile de préciser la population de porcs du pays, étant donné que le secteur rural, comme il a déjà été manifesté, a très peu de renseignements précis, en outre l'apparition en 1979 de la fièvre porcine africaine; d'après les renseignements a provoqué une aggravation du problème. Cependant, on a essayé de trouver une estimation raisonnable.

En accord avec les calculs préliminaires réalisés en 1950, il existait 1.138.265 porcs et en 1970 la population était estimée à 1.140.643; c'est-à-dire que celle-ci est la première évidence de ce qu'il existe une population d'environ 1.200.000 animaux.

Tableau _____

Si nous acceptons ces chiffres comme chiffres de base et que nous les complétons avec le matériel dont dispose la FAO pour 1965, qui calcule la population de porcs en 1.268.000, et avec les estimations pour 1977, 1978 et 1979 des enquêtes du DARNDR avec un chiffre de 1.088.789, 1.206.651 et 606.718 (pour les années respectives), nous pouvons faire un essai pour reconstruire la population entre 1950 et l'apparition de la peste porcine en 1979.

Ce qui précède nous amène à ajuster à nouveau les six modèles les plus communs pour réaliser des reconstructions et des simples projets et à les présenter dans le Tableau _____ avec les résultats.

De l'analyse de données on observe que le maximum de population se trouve environ en 1960 avec un chiffre d'animaux.

En 1979 apparaît la fièvre porcine africaine et d'après le résultat de l'enquête de cette année la population se réduit à 606.718 animaux, en accord avec l'échantillon, c'est-à-dire 50% de la population, qui aurait pu être calculé sur la base du projet donnant comme résultat environ 900.000 porcs au lieu de 1.2 millions que l'on avait estimés.

A présent la question que beaucoup de gens se posent est; combien existait-il d'animaux au début de la tuerie le 11 mai 1982. Celle-ci est sans doute une quantité difficile à calculer, cependant, ci-dessous sont présentées quelques hypothèses.

Entre 1977 et 1979, la réduction annuelle produite est d'environ 14% annuel, on pourrait donc estimer qu'en 1982, au début de cette tuerie à caractère d'élimination, il y avait environ 385.000.

D'autre part, si nous appliquons le même raisonnement à la population estimée basés sur le projet des deux modèles les plus ajustés



TABLEAU : VARIATION DANS LE NOMBRE DES TÊTES DE BÉTAIL
PAR TYPE, HAÏTI, 1950-1970

Catégorie	1950	1970	Différence	Changement (%)
Gros bétail	582.983	636.737	53.754	9,2
Porcs	1.138.265	1.140.643	2.378	0,2
Chèvres	854.172	842.602	-11.570	- 1,4
Moutons	51.738	105.503	53.763	103,9
Volaille	3.853.584	4.164.120	310.536	8

Source: Agr. Paul ST. CLAIR: Situation actuelle des cadres agricoles des niveaux supérieur et moyen et et Projections des besoins pour la Période 1976-85



de 906.000 porcs et si nous calculons une réduction du 15% quand la fièvre a attaqué c'est-à-dire une estimation de 450.000, avec un 20% annuel de diminution au lieu du 14%, nous avons en 1982 une population estimée de 231.936 porcs ou 232.000 autrement dit.

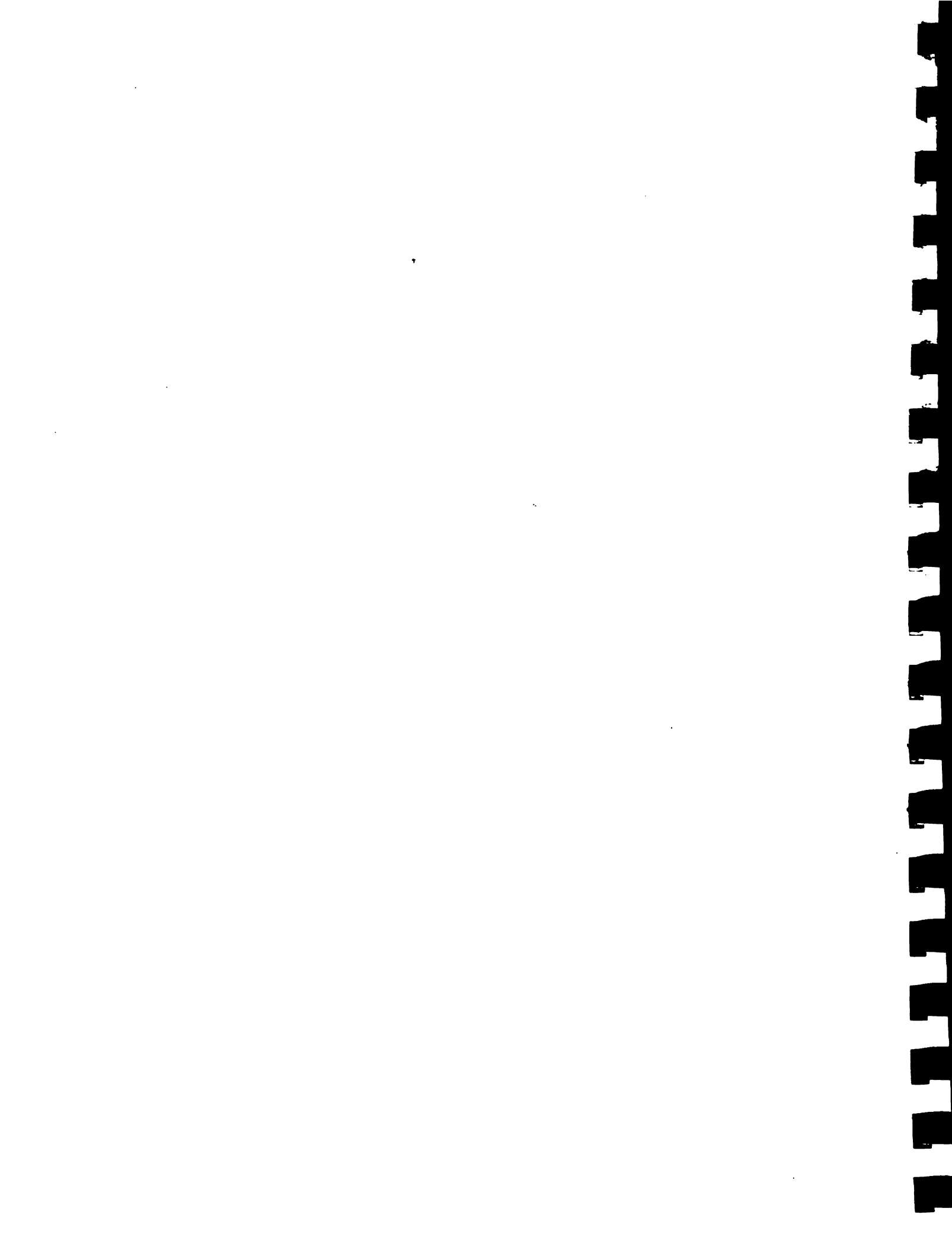
. La question consiste en savoir comment peut-on donner une certitude relative aux estimations précédentes pour qu'elle cessent d'être des estimations. On a essayé de réussir dans ce qui précède en prenant comme point de départ les hypothèses suivantes:

- a) Les 125 sections rurales dans lesquelles l'élimination a été réalisée jusqu'au 30 septembre 1982 sont une preuve représentative du total de 560 que possède le pays.
- b) La quantité de porcs sacrifiés dans ces 125 sections continue une distribution normale.
- c) La distribution et la fréquence de tuerie de cet échantillon peut être appliquée à l'univers et ainsi donner une estimation du total de la population à éliminer et par conséquent de la population de porcs en mai 1982.

Sur la base des hypothèses précédentes, il a été fourni par la PEPPADEP les données sur la tuerie du 30 septembre 1982 dans la zone couverte jusqu'à maintenant, c'est-à-dire 22.3% des sections rurales. La distribution de la fréquence est présentée dans le Tableau _____.

D'autre part, si nous appliquons cette fréquence de cas de l'échantillon à l'univers de sections rurales qui restent à éliminer, soit 435, et que nous estimons la population de porcs dans le reste du pays, celle-ci nous donne un résultat de 154.724, soit environ un total de 231.081; en additionnant aux porcs précédents les porcs sacrifiés dans les sections à l'époque nous avons un résultat de 76.357.

Le chiffre résultant est, de façon étonnante, proche du chiffre qui avait été estimé en suivant le projet, ce qui ne veut pas dire que les deux ne soient pas incorrectes, mais en réalité, il nous permet de dire avec une certaine assurance que nous parlons d'une population qui peut parfaitement se trouver entre 225 et 250.000 porcs après l'attaque de la fièvre porcine.



LINEAL.....	1672397.532226	-8556.848037	16.04
LOGARITMICA.....	12398760.292968	-0.583896	14.07
GEOMÉTRICA.....	2089981.960449	0.990141	16.40
CUADRÁTICA.....	-342770.987304	153828.816406	39.87
RAIZ CUADRÁTICA..	-18620043.328125	-328111.020629	39.22
GAMMA.....	0.000000	-0.182364	36.87
	-19.955292		
		-1253.006531	
		5113484.023437	
		10.994238	

PROMEDIO DE X=

69.8333

PROMEDIO DE Y=1074844.3344

PREDICCIONES CON BASE EN PARAMETROS ESTIMADOS

X (I)	Y (I)	LINEAL	LOGAR.	GEOME.	CUADR.	RAIZ	GAMMA
1	0.0000	13081262860.4355	273525.4291	131153.5053	132197.9072	1128287.7778	
2	0.0000	28361248342.4692	1260970.4892	1158428.6655	1163874.8134	1168686.8217	
3	0.0000	43501234268.5053	1248539.3217	1183197.8022	1192041.2822	1205838.0595	
4	0.0000	58691220616.8125	1236230.7031	1205460.9389	1216798.1889	1234908.8481	
5	0.0000	73971207367.1005	1224043.4306	1225218.0517	1238241.5634	1267913.5234	
6	0.0000	89061194500.4238	1211976.3045	1242469.1611	1256463.0322	1292713.1650	
7	0.0000	1193214.0434	1181999.0273	1200028.1420	1257214.2475	1271550.0327	1313215.7045
8	0.0000	1184657.1948	1169846.2963	1188197.7685	1269453.3291	1283586.2509	1329373.9213
9	0.0000	1176100.3466	1158026.6464	1176484.0244	1279186.3920	1292651.5634	1341184.1123
10	0.0000	1167543.4995	1146525.4350	1164885.7592	1286413.4462	1298822.5009	1348983.6650
11	0.0000	1158986.6503	1135328.8994	1153401.8344	1291134.4819	1302172.3764	1351947.7373
12	0.0000	1150429.8032	1124424.0908	1142031.1220	1293349.5126	1302771.3452	1351086.6640
13	0.0000	1141872.9555	1113798.8056	1130772.5085	1293058.5205	1300686.8759	1346242.1269
14	0.0000	1133316.1064	1103441.5483	1119624.8957	1290261.5249	1295983.5634	1337583.3916
15	0.0000	1124759.2583	1093341.4565	1108587.1611	1284958.5170	1288723.5639	1325303.5200
16	0.0000	1116202.4101	1083488.2744	1097658.2504	1277149.4858	1278966.5014	1309616.1459
17	0.0000	1107645.5629	1073872.3061	1086837.0825	1266834.4467	1266769.8452	1290750.9184
18	0.0000	1099088.7143	1064484.5750	1076122.5932	1254013.3842	1252188.9077	1268950.2514
19	0.0000	1090531.8662	105515.7905	1065513.7324	1238686.3217	1235276.7509	1244465.9038
20	0.0000	1081975.0190	1046358.3071	1055009.4580	1220853.2514	1216084.6577	1217555.2446
21	0.0000	1073418.1699	1037604.1157	1044608.7382	1200514.1572	1194662.0322	1188475.5493
22	0.0000	1064861.3227	1029045.7975	1034310.5532	1177669.0400	1171056.4389	1157496.0073
23	0.0000	1056304.4741	1020676.2944	1024113.8950	1152317.9233	1145313.9072	1124864.9150
24	0.0000	1047747.6254	1012488.9099	1014017.7543	1124460.8056	1117478.7822	1090837.6772
25	0.0000	1039190.7778	1004477.2654	1004021.1494	1094097.6577	1087593.9384	1055059.3603
26	0.0000	1030633.9294	996035.2878	994123.0939	1061228.4931	1055700.7827	1019266.2316
27	0.0000	1022077.0817	988957.1940	984322.6171	1025853.3288	1021839.3444	982784.2089
28	0.0000	1013520.2338	981437.4724	974618.7585	987972.1489	986048.2504	945527.5205
29	0.0000	1004963.3852	974070.8598	965010.5639	947584.9536	948365.0944	907997.8039
30	0.0000	996406.5375	966852.3344	955497.0920	904691.7348	908826.1569	870383.2487
31	0.0000	987849.6892	959777.0971	946077.4064	859292.5163	867466.5007	832858.4157
32	0.0000	979292.8415	952840.5729	936750.5852	811587.2897	824320.2192	795583.3444



Tableau ——— Distribution Relative de la Frequence du nombre de Porcs Sacrifies par Section Rurale le 30 Sep 1982

Rango	Datos de Muestra		Secciones Rurales Estimadas	Población Restante de Cerdos
	#	%		
0	6	4.8	21	0
1-25	8	6.4	28	350
26-50	3	2.4	10	380
51-75	10	8	35	2205
76-100	8	6.4	28	2464
101-150	20	16.	69	8625
152-200	14	11.2	48	8400
201-250	12	9.6	42	9450
251-300	1	0.8	3	825
301-350	2	1.6	7	2275
351-400	1	0.8	3	1125
401-450	10	8	35	14875
451-500	3	2.4	10	4750
501-550	4	3.2	15	7875
551-600	1	.8	3	1725
601-650	3	2.4	10	6250
651-700	3	2.4	10	6750
701-750	0	0	0	0
751-800	1	0.8	3	2325
801-850	0	0	0	0
851-900	0	0	0	0
901-950	3	2.4	11	10175
951-1000	1	0.8	4	3900
1000 +	11	8.8	40	60000
TOTAL	125	100	435	154724



TALONNÉ Evolution et répartition de la production de 5 types d'animaux selon les 9 départements géographiques du pays.

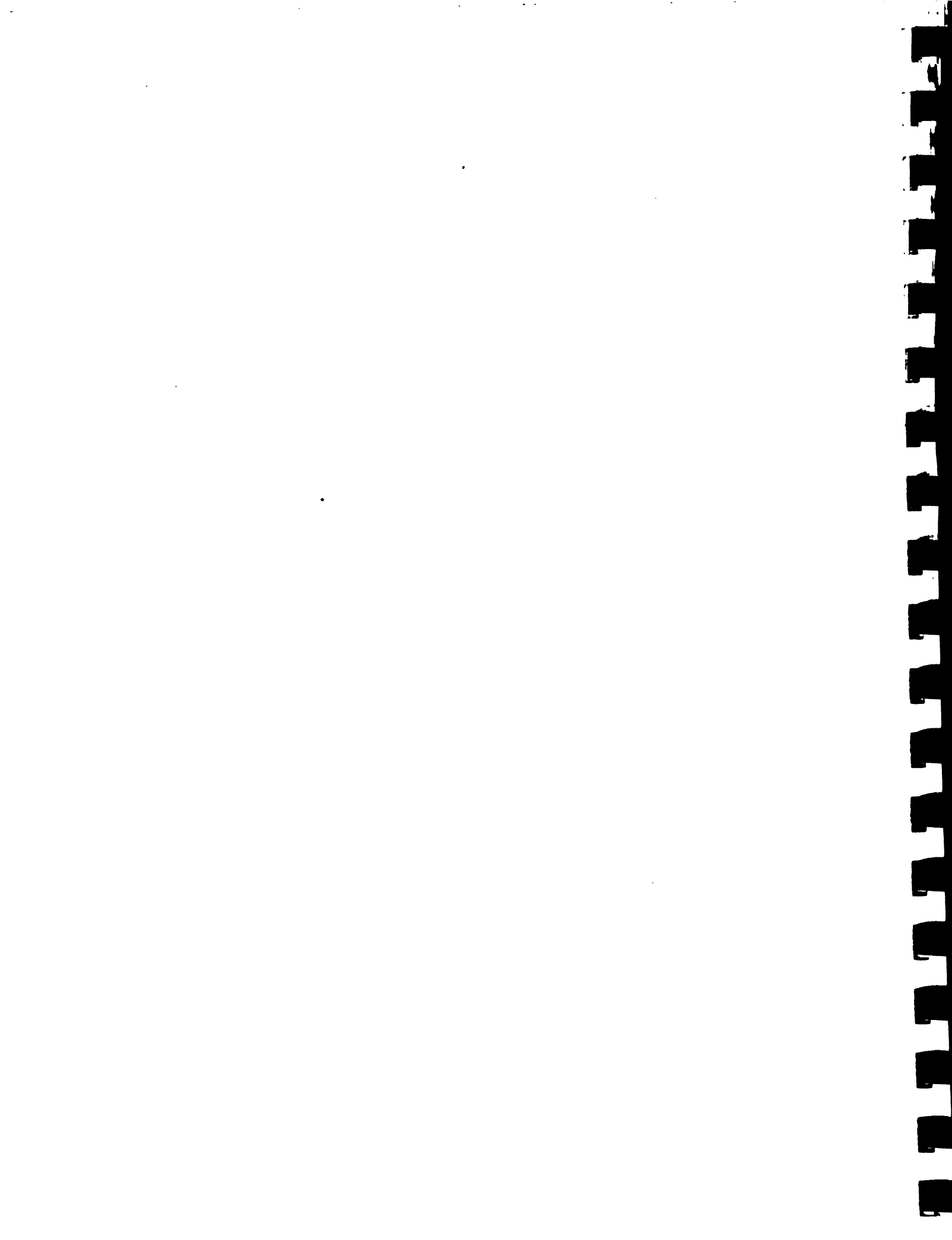
Années : 1978 et 1979
(En têtes)

Départements géographiques	TYPES d'animaux et AGRICULTURE											
	Bœufs			Vaches			Porcs			Ovins		
	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979	1978	1979
TOTAL	244.084	254.399	478.000	487.768	1.206.651	606.718	945.321	997.355	2.545.191	2.906.529		
1. Ouest	55.448	61.431	106.346	125.229	250.441	139.462	172.185	177.721	445.233	484.691		
2. Nord	23.043	27.914	39.672	47.549	92.556	52.745	63.011	77.288	311.485	374.722		
3. Nord-Est	7.552	10.048	26.946	28.493	39.401	20.277	27.968	35.149				
4. Nord-Ouest	6.773	13.632	23.473	26.065	45.044	27.198	64.169	90.128	148.246	249.759		
5. Sud	31.602	31.493	83.988	93.004	223.902	161.289	152.083	157.571	379.560	371.016		
6. Sud-Est	15.912	15.867	39.721	33.427	116.602	85.922	86.328	96.651	265.357	249.959		
7. Grande-Inse	26.817	20.311	60.947	46.602	87.889	15.558	103.964	98.926	319.648	320.483		
8. Centre	27.652	27.155	54.792	52.415	128.620	14.124	131.570	123.646	313.245	398.950		
9. Artibonite	49.285	46.528	42.115	34.984	172.196	90.143	143.923	140.285	273.360	365.127		



TABLEAU _____ Distribution Geographique Estimee de la Population
de Porcs en 1982

Departement	Importance Relative	Population Estimee
Ouest	23	53.148
Nord	9	20.797
Nord-Est	3	6.932
Nord-Ouest	4	9.243
Sud	27	62.392
Sud-Est	14	32.351
Grande-Anse	2	4.622
Centre	2	4.623
Artibonite	16	36.973
	100	231.081



La Production Commercial de Porcs

L'analyse à réaliser est évidemment historique, compte tenu de ce qu'à partir de 1979, avec l'apparition de la fièvre porcine africaine le marché en tant que tel s'est désorganisé étant donné que les agriculteurs ont commencé à tuer leurs animaux ou qu'ils sont morts à cause de la maladie.

La production commerciale de porcs dans le pays peut être divisée en 3 catégories de producteurs dont la taille moyenne est établie dans le Tableau _____. Dans ce groupe, nous pouvons dire que nous parlons de porcs améliorés relativement bien soignés et d'un âge au marché de 8-12 mois, avec des poids qui varient entre 160 et 200 livres, soit entre 70 et 90 kilos.

Ces porcs sont destinés principalement à un système de commercialisation urbain, relativement efficace et dirigé aux classes économiques à revenu moyen et élevé. Le résultat de ce système travaille avec des animaux dont le rendement en chaîne est de l'ordre de 67 à 69%.

Comme il sera observé, ces fermes porcines produisaient environ 4500 ou 5500 d'un poids moyen de 80 kg, avec un rendement en chaîne de 68%, soit environ 299.200 kg de viande.

La production est vraiment cohérente si l'on la compare avec le travail de DIFPAN et celui de l'Anglade au sujet du revenu qui déjà en accord avec le Tableau _____, montre qu'il existait déjà un total de 34.855 avec des revenus moyens pour les 31.087 familles rurales aisées de 5.000 gourdes par an et avec des revenus pour les 3.768 familles urbaines aisées de 30.000 gourdes par an.

Les chiffres coïncident, soit quelques 299.200 kilos entre quelques 34.855 familles avec des revenus suffisants pour payer les prix entre 4 et 7 gourdes par livre, prix auquel on a vendu le porc pendant les trois dernières années, ce qui nous donne une consommation per capita par famille de 8.6 kg par an.

La Production Paysanne de Porcs

A l'autre extrême du spectre, se trouve la production paysanne de porcs qui représente sans doute la plus grande partie de la production du pays et qui est analysée ci-dessous.

Dans l'analyse, nous avons divisé en trois étapes, l'étape normale jusqu'en 1978; l'étape immédiate à l'attaque soit 1979-80; et l'étape actuelle 1982-83, car nous pensons que les trois étapes ont des caractéristiques intéressantes.

La population en 1978 était de 1.206.651 environ, dont 40% de femelles, nous avons à peu près 482.660 ventres qui font environ 4 petits porcs, de ces 4, deux sont mâles et 2 femelles; pour ce qui est des femelles, la moitié est gardée pour le remplacement et l'autre moitié est vendue.



Tableau _____ Taille Estimee et Production Commerciale de Porcs

Categorie	Nombre	Ventes	Production Estimee annuelle d'animaux de 12 mois
Grande	1	350	4000 - 4500
Mediano	3	20-25	375 - 450
Pequeño	20	5-8	500 - 650

Source: Elaboration propre sur la base d'entretiens et de sources
diverses d'information



Il est important de souligner que, de nos jours, si un porc femelle a 4 petits dont deux sont mâles et deux sont femelles, en termes généraux, le porc après l'accouchement est dans un tel mauvais état, à cause des problèmes de gestion, de maladies, et de manque d'aliment, le paysan garde généralement une des femelles pour remplacer la mère.

Le paysan haïtien prend entre 12 et 24 mois pour mettre dans le marché le porc qu'il a élevé, en fait, il le vend à trois époques: à Noël, au début de la rentrée scolaire, à Pâques ou en époque de crise.

Le petit agriculteur représentait dans le marché, environ 1.2 millions de porcs dont la moitié étaient des femelles et l'autre moitié des mâles; de ceux-ci, 40% étaient des adultes, 40% étaient jeunes et 20% étaient des petits, conformément à la composition du bétail moyen obtenue au moyen des tueries de la phase d'élimination.

Avec un petit sevré et obtenu de 4 petits par porc adulte et une vie utile du porc de 2 ans, et avec un verrat pour toutes les 4 femelles et une vie de verrat d'un an, nous avons environ une production des paysans d'à peu près 60.332 porcs adultes de deux ans; de 180.998 de porcs entre 12 et 24 mois et environ 120.665 porcs femelles à éliminer.

Le poids de ces animaux varie: pour le porc mâle de deux ans ou plus environ 150 livres, le porc d'engraissement entre 12 et 24 mois dépendant de l'alimentation, pèse entre 100 et 125 livres, et la vieille truie qui se récupère de l'accouchement dépendant de l'alimentation, rarement arrive à peser 100 livres.

Si nous considérons les poids antérieurs, les chiffres globaux et les rendements pour les différentes classes d'animaux; la production moyenne annuelle est de 12.609.489 kg de viande soit environ 5.731 tonnes métriques de viande de porc.

Cette production est celle commercialisée au moyen des ventes de viande et des boucheries avec des niveaux d'hygiène qui varient en fonction de l'endroit et surtout de la disponibilité d'eau.

En accord avec les observations faites, cette viande était en train d'être vendue, presque toute, au niveau urbain parmi les groupes à revenu faible et moyen, et parmi les groupes à faible revenu rural, soit à peu près 291,562 familles et cela en plus des familles de classe aisée.

La Production du Porc et la Consommation Estimée

Il n'est pas possible d'estimer avec précision la consommation de porc dans le pays, mais si nous utilisons les renseignements dont on dispose, nous savons que le pays produit un total de 12.908.689 kilos annuels dont 97% sont une production paysanne et 31% sont une production commerciale, soit quelques 5.867 tonnes annuelles ou 488 mensuelles



Tableau _____ Production Estimée de Viande de Porc au Niveau du petit agriculteur

Classe	P.V: Kg	P. en chaîne Kg	Nombre estime	Rendement en Viande Kg
Porc Adulte				
2 année	68	43	60.332	2.594.276
Porc d'engraissage 1-1/2 año	56	36	180.998	6.515.928
Truies d'élimination	45	29	120.665	3.499.285

Fuente: Elaboration Propre basée sur enquêtes et renseignements paysans-



Tableau ——— Population Porcine Totale pour famille agricole

Region	Population Porcine 1978	Population Porcine 1979	Population Porcine 1982	Foyers Agricoles 1979
Ouest	290.441	139.462	53.148	157.439
Nord	92.556	52.745	20.797	77.661
Nord-Est	39.401	20.277	6.932	35.769
Nord-Ouest	45.044	27.198	9.243	50.187
Sud	223.902	161.289	62.392	126.326
Sud-Est	116.602	85.922	32.351	79.203
Grand-Anse	87.880	15.558	4.622	75.490
Centre	128.620	14.124	4.623	54.174
Artibonite	172.196	90.143	36.973	77.625

	Porcs Foyer/Agricole 1978	Porc Foyer/Agricole 1979	Porc Foyer/Agricole 1982
Ouest	1.8	0.88	0.33
Nord	1.2	0.67	0.26
Nord-Est	1.1	0.56	0.19
Nort-Ouest	0.8	0.54	0.18
Sud	1.7	1.27	0.49
Sud-Est	1.4	1.07	0.40
Grand Anse	1.2	0.20	0.05
Centre	2.3	0.25	0.08
Artibonite	2.2	1.16	0,47



ce qui n'est vraiment pas beaucoup pour un pays de 5 million d'habitants.

Cette viande en 1979 était distribuée parmi environ 4.9 millions d'habitants annuels, soit 2.62 kilos per capita, chiffre qui semblerait être dans la ligne des calculs d'autres source.

Néanmoins, dans la pratique, nous voudrions faire un type de calcul en nous basant sur l'hypothèse de ce qu'à Haiti il n'y a que la classe aisée qui mange de la viande de porc, ensemble avec la classe moyenne rurale et urbaine. D'après les chiffres existents dans le pays, il y a 737.787 personnes dans ces catégories, chiffre que, si on le divise par le volume de viande produit nous donne comme résultat 17.4 kg per capita mensuels, et ce chiffre est sur la ligne de n'importe lequel des niveaux des pays normaux du continent.

Les chiffres précédents ne confirment pas l'hypothèse, mais simplement ne rejettent pas l'idée de ce que l'haitien pauvre représente 83% de la population et qu'il mange très peu ou pas du tout de viande de porc et utilise l'animal surtout comme moyen d'épargne.

Ce porc majoritaire était produit dans les jardins et les jardins potagers qui sont décrits dans le Tableau _____ et qui montrent le type d'exploitation porcine du pays et qui expliquent pourquoi est-il nécessaire de méditer pour trouver le moyen de produire à nouveau le porc dans le pays sans limiter le 97% de la production et le 65% des familles consommatrices rurales pauvres qui consomment aujourd'hui peu ou pas du tout de porc.

Le deuxième élément de cette analyse est ce qui est arrivé quand en 1979 apparaît la peste porcine africaine dans le pays, avec l'effet dévastateur qu'elle a eu entre 1979 et 1982.

D'après les enquêtes réalisées, les entreprises commerciales, littéralement disparurent, et même si l'on ne les a pas toutes visitées on calcule que 15 petites, 2 moyennes et la grande entreprise ont disparu et que ce groupe produit moins de 6% des porcs qui étaient produits avant la fièvre.

La question que beaucoup de gens se posent aujourd'hui est: pourquoi n'existe-t-il pas une crise de consommation reflétée dans des prix très élevés et dans le mécontentement de la population.

L'hypothèse que l'on a maintenue est valable, c'est-à-dire qu'à Haiti le pauvre rural ne mange pas de porc, cela élimine le 65% des familles; si ce qui précède est vrai le fait d'être passé de 1.206.650 porcs entre 1978 et le 11 mai 1982, à 231.000 environ, montre qu'il y a une compression de la consommation en faveur des groupes urbains de classes moyenne et élevée, qui continuent de le consommer.

Ce qui précède, à notre avis, est montré au moyen des estimations suivantes, en 1982 au mois de mai, les fermes commerciales produisaient seulement 17.970 kilos et la production paysanne était de 2.392.803



kilos pour un total de 2.413.773 kilos de viande de porc.

Si l'on divise ce chiffre par le nombre de personnes de classe aisée et de classe moyenne du pays, cela nous donne un chiffre de 122.963 personnes, soit une disponibilité annuelle per capita de 19.6 kilos, ce qui veut dire que le groupe consommateur maintient encore le niveau de consommation.

Ce niveau de consommation de 2.413.773 kilos de viande implique une tuerie de 43.103 porcs par an, qui en fait représentent une tuerie mensuelle de 2.873 porcs pour satisfaire la demande des consommateurs d'aujourd'hui.

D'autre part, dans le cas de la PEPPADEP qui maintient une tuerie moyenne de l'ordre de 62.056 porcs, soit environ 10.343 mensuels, il a été rendu disponible seulement en moyenne, et si l'on considère un poids en chaîne de 36 kilos, un total de 2.234.016 c'est-à-dire 92% des besoins des groupes à revenus moyen et élevé, et seulement 17% de la consommation du pays en époque normale.

D'un autre point de vue, il est logique de croire que l'effet de la tuerie pourrait avoir des conséquences sur le prix du porc, et en effet il en a eu, mais il n'y a pas d'évidence de ce que les augmentations subies aient été plus élevées que celles des autres viandes, cela dans deux des principaux centres de consommation du pays: Port-au-Prince et Cap Haitien, comme on peut observer dans le Tableau _____. Une simple observation montre que la viande de porc n'a pas subi d'augmentation de prix pendant la période qui soit différente des augmentations des viandes de boeuf et de chevreau.



Tableau _____ Prix des Viandes dans les plus grandes villes du
pays 1978 - 1982

Annees	PORT-AU-PRINCE .			CAP. HAITIEN		
	Porc	Bœuf Prix / lb	Chœ�errau	Porc	Bœuf Prix / lb	Chœ�errau
1978	4.87	3.26	2.12	3.08	3.03	2.83
1979	4.59	4.27	3.97	4.43	3.75	4.06
1980	4.98	5.25	5.30	5.38	4.38	5.01
1981	6.05	6.20	6.12	5.92	4.93	5.69
1982	7.80	7.12	6.44	6.06	5.39	6.11
Δ %						
1978-82	60	118	203	96	77	215
1981-82	20	15	5	3	9	7

Source: Elaboration Propre.



Les Coûts de Production des Porcs

Les coûts de production du porc à Haiti montrent les deux formes d'élevage de porcs qui existent dans le pays. Les porcs élevés dans des fermes commerciales et ceux élevés par les agriculteurs, les chiffres présentés font référence à ces deux catégories.

Un élément à considérer est le manque presque total d'information comptable au niveau des entreprises et des agriculteurs; dans le premier cas cela est dû au fait que beaucoup d'entre elles ne sont pas en période de production, et dans le cas des agriculteurs parce qu'ils ne l'ont pas et n'en ont même pas besoin à cause du système qu'il utilisent.

Les chiffres qui seront utilisés et discutés, sont donc le produit des entretiens réalisés et de la reconstruction et du classement des chiffres postérieurement.

Les Coûts de Production au Niveau Paysan

Dans le cas des petits producteurs de porcs, comme nous l'avons déjà vu, il travaillent avec 1 ou 2 porcs par famille, et il le font d'une façon que nous décrivons ci-dessous.

Dans le cas où ils possèdent une truie, lors de l'accouchement, ils utilisent un petit porc pour payer le service du verrat, ils gardent la meilleure femelle de la portée pour remplacer la mère et puis ils alimentent le reste des mâles et ils vendent la femelle qui reste.

Dans le cas où il se consacrent à l'engraissement, tout simplement ils achètent l'animal quand il a 2 ou 4 mois et là commence un processus d'élevage lent et d'engraissement qui dure entre 1 et 2 ans et qui varie en fonction des besoins économiques.

Dans ce cas, on peut observer que les coûts de production de la viande sont pratiquement inexistantes.

L'investissement fixe en facilités physiques et en équipement n'existe pas puisque l'animal est simplement attaché à un morceau de bois enfoncé dans la terre sous un arbre qui donne de l'ombre et pour son aliment on utilise n'importe quel récipient.

Quand on achète un porc pour engraisser qui a 4 ou 6 mois, il peut avoir un poids entre 15 et 20 livres dans le meilleur des cas et il est alimenté avec un mélange de divers fruits en fonction de la saison, avec des déchets de la maison, et à la fin de la période quand il est prêt pour être vendu, en accord avec la saison de l'année, on l'engraisse avec le son du blé, quand ce dernier est disponible, avec 10 livres par jours, et dont le coût varie entre US\$ 0.04 et US\$ 0.06 la livre en fonction du lieu.

En ce que concerne la main-d'oeuvre c'est l'excédent de la famille qui est utilisé; ce sont l'épouse et les enfants qui nourrissent le porc pendant que le père travaille dans d'autres tâches agricoles, en fait, le porc prend un temps d'alimentation d'une heure par jour pour



aliment et eau.

Le porc qui a été acheté pour l'engraissement à 4 ou 6 mois avec un poids de 20 livres, gagne pendant un an ou un an et demi, entre 50 et 80 livres étant donné qu'un animal moyen arrive rarement à atteindre les 100 livres au niveau paysan.

Le Tableau _____, montre que le coût direct se trouve environ à US\$ 0.36 la livre d'animal vivant et à US\$ 0.58 en chaîne sans inclure l'effort du travail que la famille dans l'alimentation et le soin du porc.



Tableau

Estimations des Coûts de Production au Niveau Paysan

<u>Rubriques des Coûts</u>	<u>Montant en US\$</u>
1. Achat du Porc (animal de 4 -6 mois et 20 livres de poids)	20.00
2. Alimentation supplémentaire (son de blé 6 mois, 10 livres par jour à US\$ 0.04 la livre)	34.00 2.20
3. Outils divers (seau, corde) Coût opérationnel	2.00
	<hr/> 58.00
 <u>Production de viande</u>	
1. Porc créole de 80 livres en pied d'environ 1-1/2 ans avec un ren- dement en chaîne de 62%	49.60 livres
 <u>Coût estimé de la livre de porc</u>	
Vivant	0.36
Chaîne	0.58

卷之六

Si nous considérons que cela coûte de l'argent, et que nous lui donnions par exemple la valeur d'une heure par jour dans une ferme porcine commerciale de celles que l'on a visitées, de US\$ 0.12 l'heure et si nous supposons que l'agriculteur l'achète à l'âge de 6 mois et qu'il le vend à 18 mois, il y aurait 12 mois, soit 365 jours à un coût de US\$ 0.12 l'heure; l'individu aurait donc un coût de main-d'oeuvre de US\$ 43.80.

Si l'on additionnait cette quantité aux US\$ 29.20, nous aurions un total de US\$ 73.00 ce qui augmenterait le coût de la viande de porc à US\$ 0.19 vivant, ce qui, par conséquent augmente le coût à de niveaux non-concurrents, mais qui en fait sont commensurables avec les coûts actuels de la viande.

Curieusement, quand on estime le prix de vente d'un porc créole comme celui que nous avons décrit, ce prix revient à US\$ 60 ou US\$ 80 actuellement, considérons pour l'instant que la moyenne est d'environ US\$ 70 impliquée par ce niveau des prix de vente.

Premièrement, dans la pratique, si l'agriculteur vend son porc à plus de US\$ 29,20, le surplus économique généré constitue son retour à la main-d'oeuvre, laquelle, dans le milieu local, peut avoir une très basse productivité marginale, en plus des peu nombreuses alternatives d'emploi; par conséquent, si l'agriculteur vend son porc à US\$ 70, il aura économisé US\$ 40.80 de main-d'oeuvre.

Ensuite, cela semble curieux de comparer l'estimation de la valeur de main-d'oeuvre familiale, avec le surplus monétaire; les niveaux étant semblables font du porc une banque dans laquelle on épargne, au moyen de la main-d'oeuvre familiale, dont les options de travail sont très limitées.

Finalement, si l'agriculteur vend à un prix plus élevé que le prix de revient, il sera en train de contribuer à la main-d'oeuvre familiale avec un surplus qui n'existerait pas autrement.



Les Coûts de Production dans les Opérations Commerciales

Ces opérations ont un élément très particulier et qui est en rapport avec les éléments d'économies d'échelle que présentent toutes les entreprises agricoles.

Dans ce groupe la situation trouvée est différente; en ce qui concerne les indices de production, environ 9 et 11 petits porcs viennent d'un accouchement et 2 ou 3 meurent aplatis.

Dans ces unités l'alimentation est relativement complète par rapport à la production paysanne et l'investissement en infrastructure de bâtiments est substantif.

Dans les cas considérés, il s'est observé deux types d'investissement par truie, le premier en unités où l'on utilisait le ciment et le bloc de façon très libérale, là l'investissement par truie mère était d'environ US\$ 35.00 et US\$ 40.00.

L'autre groupe était un groupe où l'on utilisait des matériaux légers pour la construction, avec une utilisation raisonnable de ciment et de bloc dont le coût par truie varie entre US\$ 28.00 et US\$ 33.00, avec une moyenne de US\$ 30.27.

En outre, il existe des groupes où l'on fait une utilisation élevée de matériaux, tels que la paille, le bois; on n'utilise pas de sol en ciment, on met simplement une base légère de concret et de bloc, l'information de ce groupe nous donne une moyenne de l'ordre de US\$ 18.00 ou US\$ 20.00, cependant elle pourrait être moins élevée.



Tableau _____ Production estimée d'Animaux et de Viandes
de Porc en Unités Commerciales

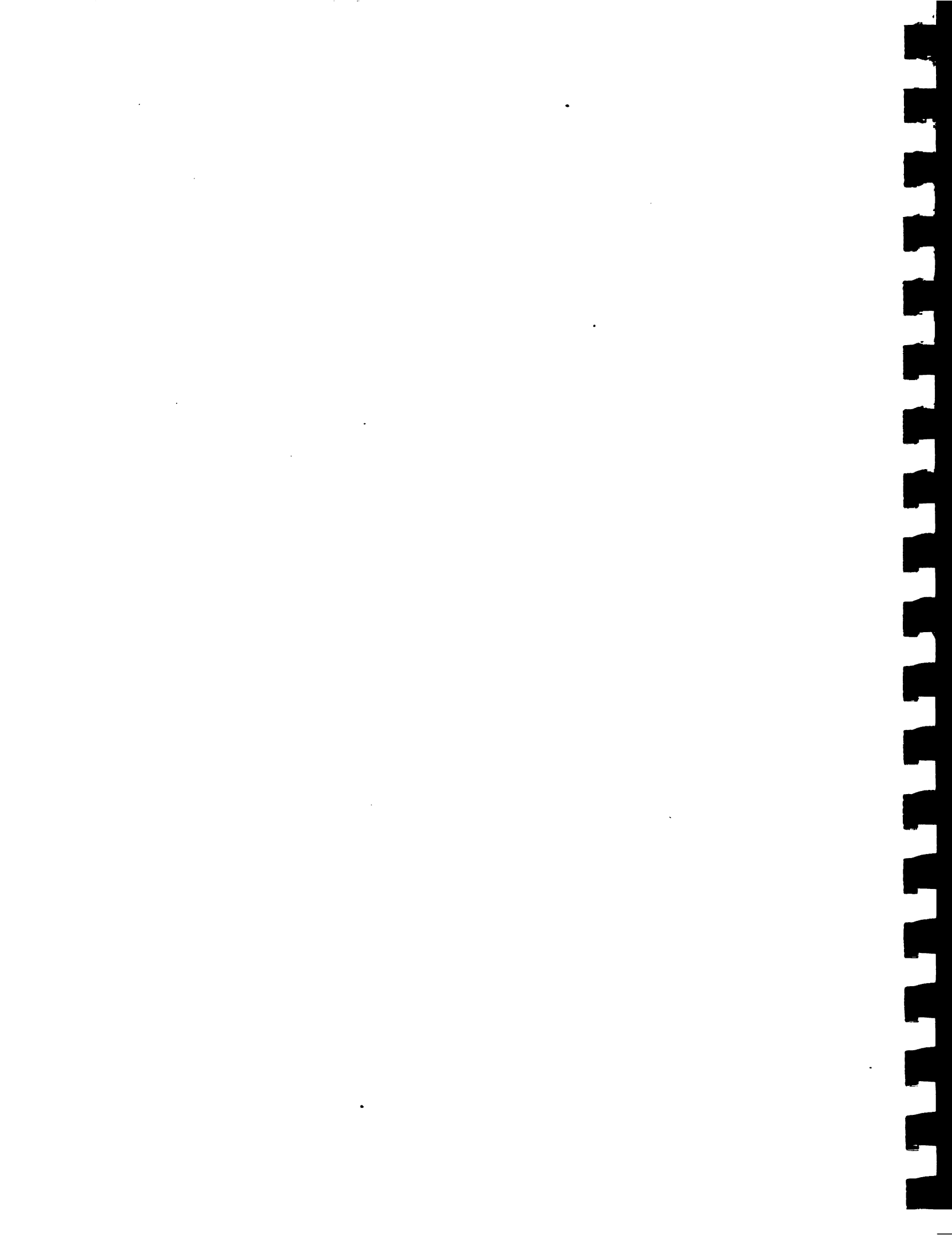
<u>Coefficients de base</u>	<u>No.</u>
Truies	6
Truies qui ont accouché	6
Accouchements par truie	2
Petits par accouchement	11
Temps su marché après la naissance	8
Poids vivant dans le marché kg	80
Poids en chaîne (viande) kg	50.9
Porcs vendus à 8 mois (engraissement de femelles et de mâles)	108
Coût par porc	50.90
Coût de la viande par livre en pied	0.63
Coût de la viande par livre en chaîne	1.00

1/ On considère que les 6 truies accouchent parce que dans la pratique les animaux reçoivent presque un soin individuel et constant et que la famille vit uniquement de l'exploitation porcine.



Tableau _____ Coûts de Production Anuelle en Unités Commerciales

<u>Rubriques</u>	<u>Montant US\$ annuel</u>	<u>%</u>
<u>Alimentation</u>		
Son de blé	1.920.00	
Son de riz	480.00	
Pulpe de citron	384.00	
Sang sec	960.00	
Calcium moulu	50.00	
Sous-total	3.794.00	69.0
<u>Nettoyage et Desinfection</u>		
Chaux	24.00	
Application	120.00	
Sous-total	144.00	2.6
<u>Santé</u>		
Médicaments et vermifuges	600.00	15.8
<u>Main-d'oeuvre</u>		
Ouvriers (4 x 20.00 le mois)	960.00	12.6
TOTAL	5.498.00	100.00
Dépense mensuelle moyenne	459.00	



La Commercialisation du Porc en Haiti

Introduction

Il est extrêmement difficile de séparer le porc du système général des viandes, en particulier maintenant où il se produit une disparition de la population, cependant, cela devient possible à cause de la simplicité relative des chaînes de commercialisation aussi bien pour la consommation interne que pour l'exportation.

L'Exportation de viande

La production de viande du pays peut paraître en général contradictoire puisque le pays est un exportateur de viande pour les Etats Unis et pour les îles des Caraïbes. Le Tableau _____ montre la quantité et la valeur de la viande exportée.

Les exportations de viande du pays ne semblent pas réagir totalement au prix externe malgré l'augmentation substantielle des dernières années, celles-ci n'ont pas réussi à s'accroître; probablement à cause du manque de matière première pour exporter, c'est-à-dire que la production locale d'animaux pour tuerie pour l'exportation n'a pas augmenté et il a dû exister un niveau de prix comme celui de 1981 de façon à réussir à attirer des animaux.

Cela est confirmé quand on analyse la tuerie de l'HAMPCO entre 1976 et 1981 des trois rubriques de base de la tuerie; la seule entreprise qui fonctionne dans des conditions d'hygiène correctes dans le pays.

D'autre part, pendant cette période les rubriques des porcs et de chevreaux subissent l'une la disparition complète et l'autre une diminution de moitié de son volume, ce qui confirme l'incapacité productive générale du secteur de production pour produire.

Les Importations de Viande

Curieusement, pendant la même période les importations de viande ont augmenté de façon substantielle, comme on peut observer dans le Tableau _____. C'est en quelque sorte une contradiction car le pays a exporté une moyenne, entre 75 et 81, d'environ 478 TM et il a importé pendant la même période 935 TM annuelles en moyenne Tableau _____.

L'importation de viande dans ses différentes formes montre qu'il existe un phénomène curieux: elle montre qui est-ce qui consomme la viande dans le pays. Si nous nous rappelons qu'il existe dans le pays environ 34.855 familles aisées d'après le DIFPAN, et si nous répartissons cela parmi ce groupe, la consommation annuelle per capita est de 12.88 kg, ce qui correspond parfaitement aux chiffres généraux précédents.



Tableau _____ Exportations de Viande 1969 - 1981]

Annee	Volume	Valeur	Prix
	T.M.	US \$	Unitaire T.M.
1969-1970	563.9	472.742.3	838.34
1970-1971	741.9	549.810.0	741.18
1971-1972	1.367.3	1.062.128.0	776.8
1972-1973	1.139.9	1.346.351.8	1.182.0
1973-1974	1.058.1	1.186.059.8	1.121.0
1974-1975	748.8	771.060.0	1.030.8
1975-1976	510.7	1.155.530.0	2.265.7
1976-1977	272.7	1.540.000.0	5.661.7
1977-1978	363.6	1.700.000.0	4.883.2
1978-1979	681.8	3.080.000.0	4.522.7
1979-1980	363.6	1.800.000.0	4.958.6
1980-1981	681.8	4.160.000.0	6.108.6

Source: Yearbook of External Trade 1969-1975 et Bulletin de la
Banque de la Republique d'Haiti. 1982.

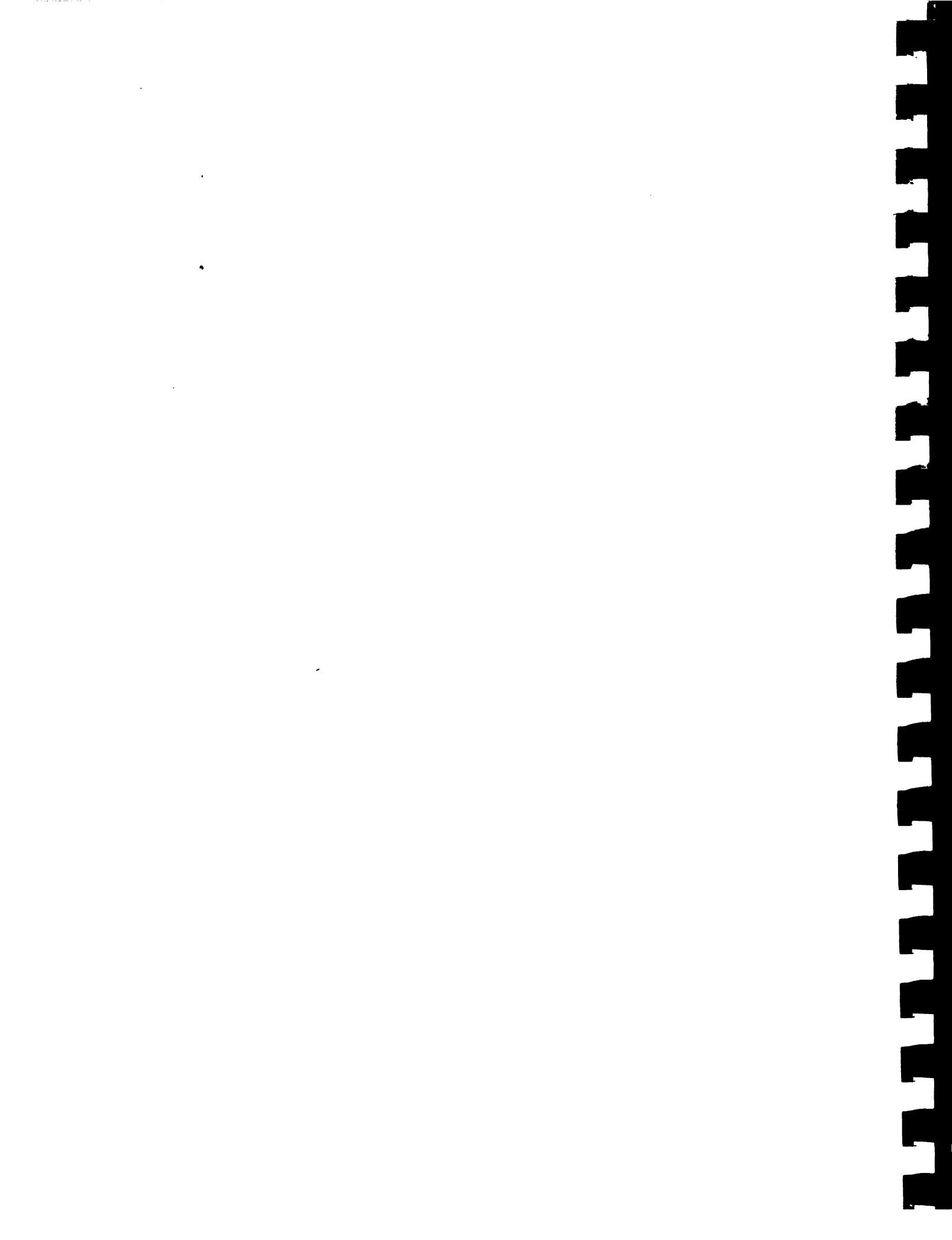


Tableau _____ Tuerie de Betail pour l'HAMPCO

Año	Vacas y Toros	Cabritos	Cerdos
1976	7.839	26.372	1.814
1977	4.125	26.421	2.011
1978	10.920	24.890	3.080
1979	10.840	15.898	3.076
1980	11.595	13.407	2.370
1981	14.063	12.063	2.198

Source: IHS y HAMPCO

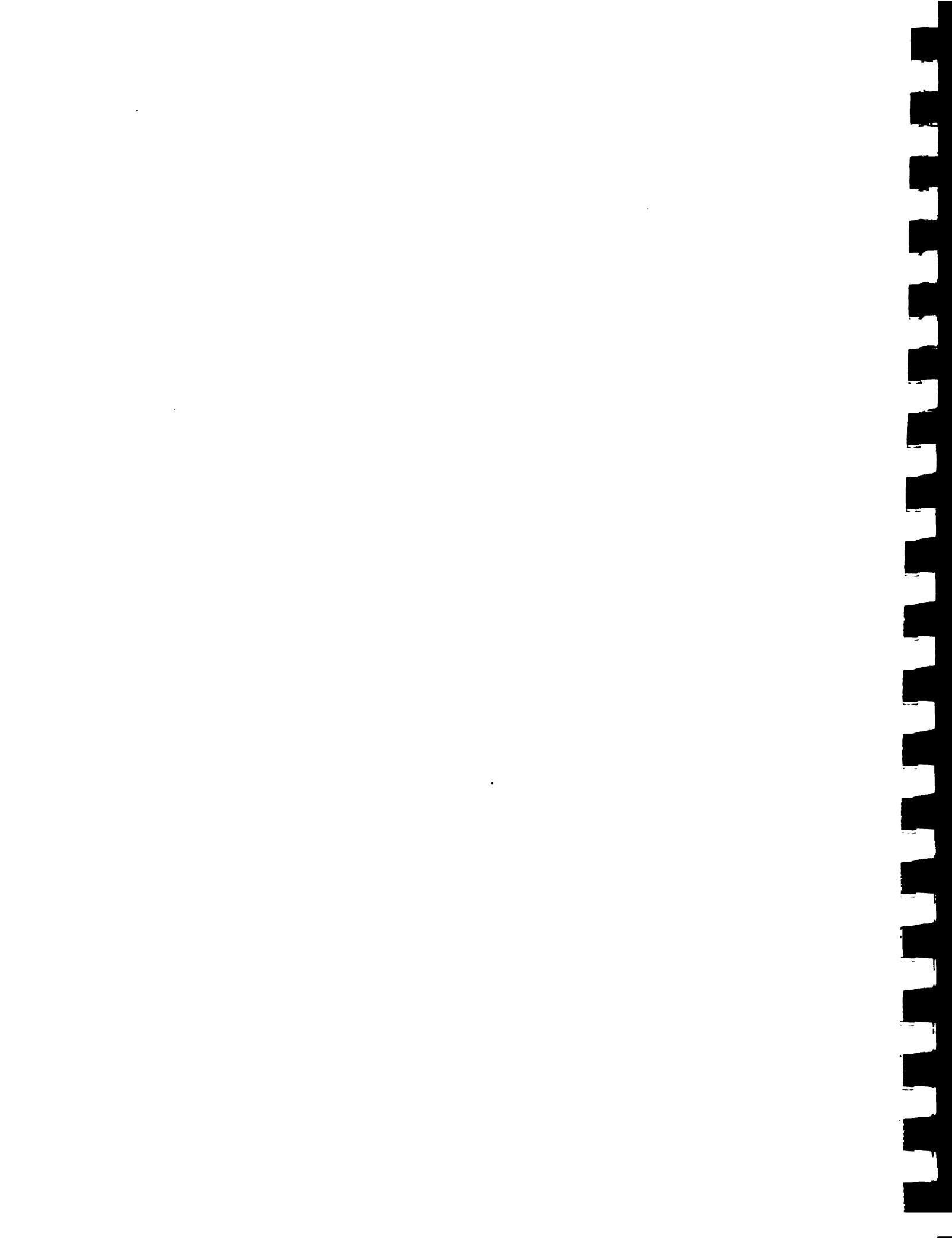


Tableau _____ Importations de Viande 1972 - 1980

	Viande parche it gelee (T.M.)	Viande Sechee salie, fumee, cuite (T. M.)	Viande en boite (T.M.)
1972	38.7	34.5	186.0
1973	104.3	36.7	261.5
1974	127.6	88.0	191.1
1975	179.1	144.5	217.6
1976	223.5	227.7	220.1
1977	268.0	332.5	222.6
1978	312.4	458.8	225.0
1979 ^{1/}	356.9 ^{1/}	605.9 ^{1/}	227.0 ^{1/}
1980	401.3 ^{1/}	773.5 ^{1/}	230.1 ^{1/}

^{1/} Projets propres

Source : Yearbook of External Trade of Haiti. DARNDR e HAMPCO



L'Abattage Local de Porcs

Niveaux d'abattage

L'information dont on dispose dans ce domaine provient de l'Administration générale de Contribution sur la base de l'encaissement d'un impôt appliqué de 2.00 gourdes pour chaque animal commercialisé et tué dans les abattoirs locaux.

Par rapport aux niveaux d'abattage observés entre 1955 et 1974, années dont on a l'information, nous pouvons voir qu'à partir de 1960 l'abattage officiel est réduit de façon substantielle et pratiquement réduit de moitié à partir de 1955.

Il est important de souligner que cette réduction semble être due au fait qu'avant il n'existait pas d'impôt d'abattage. Cette taxe fut arrêtée en 1974, il paraît d'après des observations et des indications d'experts, que la taxe d'abattage a provoqué l'opération de centres d'abattage clandestins. Tableau _____.

Les animaux, d'après les renseignements donnés, sont distribués de la façon que l'on présente dans le Tableau _____. De l'analyse du Tableau nous tirons une observation: à l'exception des Gonaires et de Jérémie dont l'importance en tant que zone de consommation augmente entre 1955 et 1972 et de la capitale Port-au-Prince qui perd de l'importance; le reste des districts se maintiennent à des niveaux semblables.

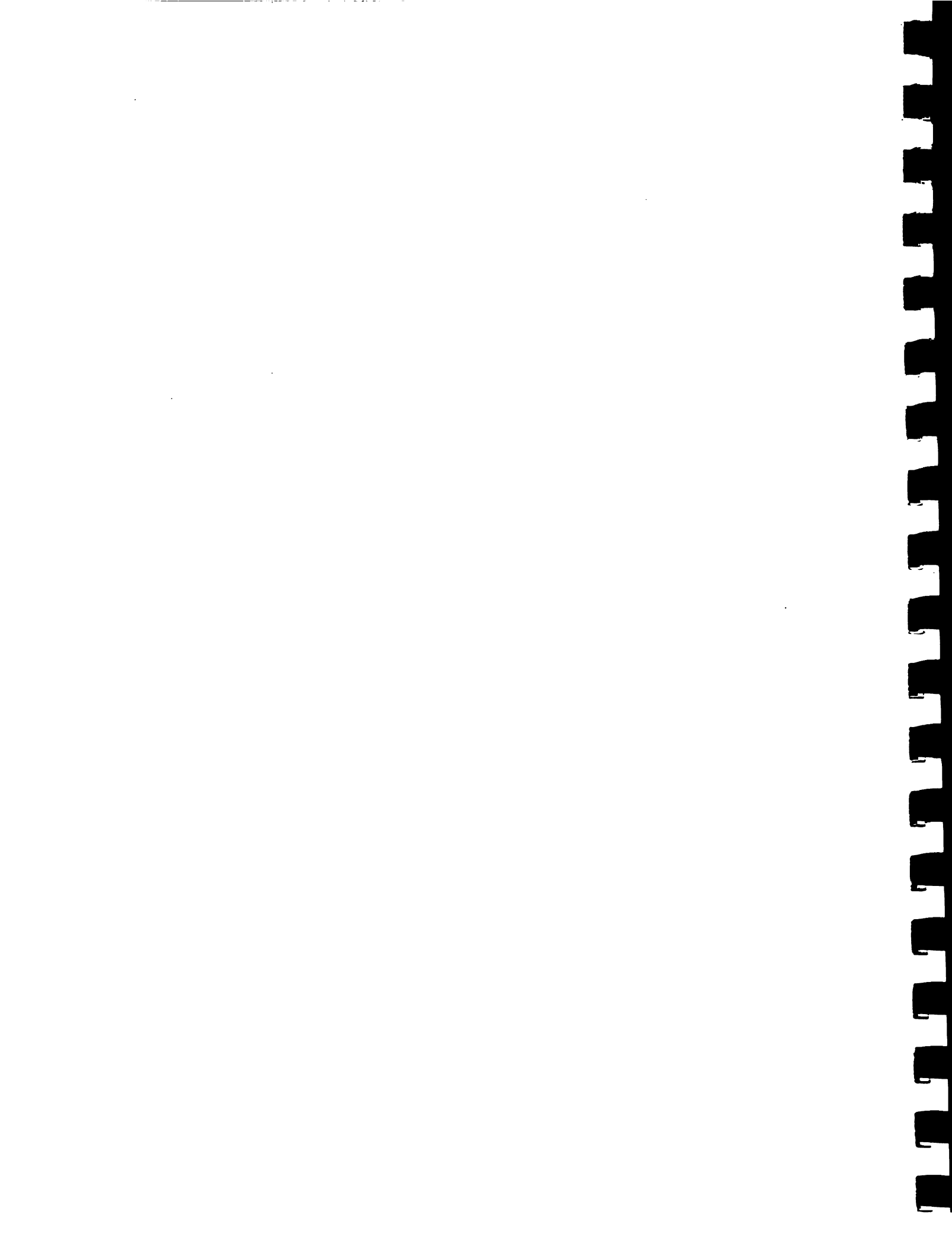


Tableau . Abattage de Porcs pour la Consommation Locale

Année	Animaux Sacrifiés
1955	108.828
1956	99.094
1957	90.884
1958	82.853
1959	74.518
1960	69.528
1961	63.456
1962	57.886
1963	52.806
1964	48.204
1965	44.068
1966	40.389
1967	37.156
1968	37.775
1969	31.988
1970	30.034
1971	28.488
1972	23.370
1973	25.917
1974	26.215

Fuente: Administración General de Contribuciones y Elaboración Propia.



Tableau Structure de l'abatlage pour District
Financier 1955 - 1960 et 1972

District Financier	Pourcentage d'abatlage		
	1955 %	1960 %	1972 %
Aquin	0.01	0.01	0.07
Cap Haitien	0.10	0.10	0.08
Cayes	0.10	0.12	0.13
Fort Liberté	0.03	0.03	0.03
Gonaires	0.07	0.09	0.15
Jacmel	0.09	0.09	0.06
Jeremie	0.03	0.03	0.16
Miragoane	0.08	0.06	<u>1/</u>
Petit Goane	0.04	0.03	0.06
Port-de-Paix	0.03	0.03	0.01
Port-au-Prince	0.33	0.28	0.17
Saint Marc	0.09	0.13	0.08
Pais	100	100	100

1/ N'a pas informe d'abatlage en 1972

Source: Elaboration propre



Le cas de Miragoane tout simplement n'a pas informé sur abattage, c'est pourquoi elle apparaît sans porcs commercialisés.

Ce qui est intéressant dans l'analyse du Tableau _____, est une apparente réadaptation des zones de consommation entre 1950 et 1972, un développement d'autres centres de consommation en plus des villes de Port-au-Prince et Cap-Haitien, et une influence évidente de la disponibilité d'alimentation qui est meilleure dans les départements du Sud, de l'Ouest et d'Artibonite.

D'autre part, il est évident que les marchés, ou centres de vente des porcs les plus importants sont Cayes avec 13% de l'abattage, Gonaïves avec 15%, Jérémie avec 16% et Port-au-Prince avec 17% c'est-à-dire qu'entre elles nous avons un total de 61% de la consommation locale.

Si aux précédents, on ajoute Cap-Haitien et Saint Marc avec 8% chacune dans 6 marchés, on tient 77% du porc local, ce qui nous fait penser à une question: vers quelle zone pourrait-on diriger la priorité d'une amélioration sanitaire des installations municipales pour l'abattage de porcs.



Chaînes de Captation et Type de Porcs

Il est extrêmement difficile d'établir avec précision la raison des chaînes et des formes de commercialisation dans une économie agricole comme l'économie haïtienne. Nous décrivons ici les différentes alternatives observées:

Première Alternative: Abattage et Vente dans la ferme

La première des alternatives d'abattage et vente est celle réalisée au niveau de la ferme et où la viande est vendue aux voisins du paysan.

A ce niveau il y a une espèce de troc où le paysan vend pour de l'argent ou alors il rend une partie de la viande à quelques uns des voisins comme paiement de viande qu'il a reçu de ses voisins antérieurement.

Le processus est simple, il faut une corde, un gourdin, un couteau et une table improvisée. Le porc est frappé et on lui coupe la veine jugulaire pour le faire perdre tout son sang, ensuite on l'ouvre et on lui enlève les intestins, etc.

Maintenant, il faudrait faire une observation importante, si le paysan possède une source d'eau et qu'il souhaite le peler avec de l'eau chaude, il le fait, cependant, dans la plupart des cas on enlève la peau et la viande est coupée en ce qu'on appelle les coupes naturelles et il est vendu aux voisins en morceaux.

Il est important de souligner qu'à ce niveau là, les gens aiment la viande mûre, c'est-à-dire, celle de porcs d'un an et si possible plus vieux. L'évidence montre que la graisse est beaucoup plus importante parfois que la viande.

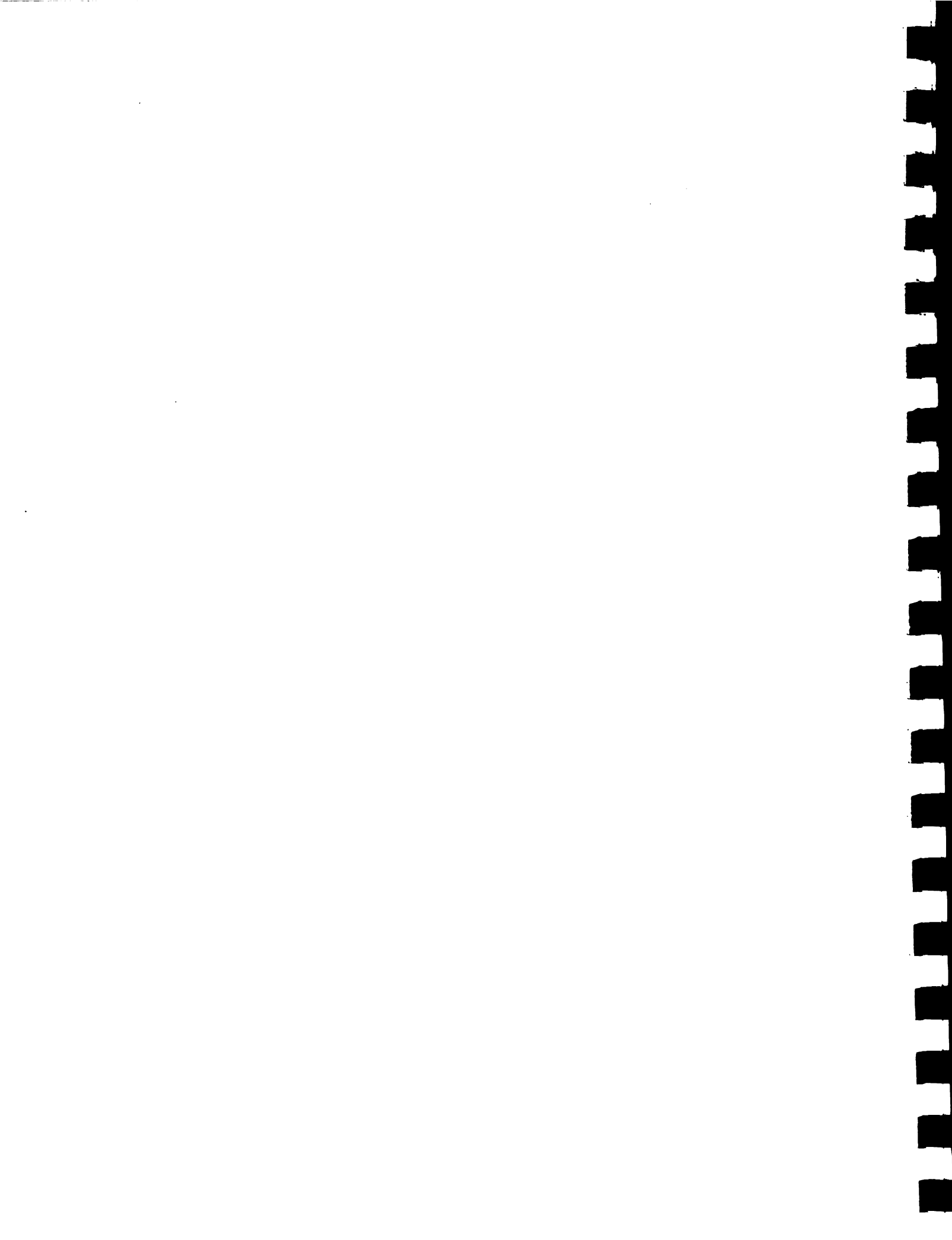
La graisse au niveau paysan est utilisée pour faire la cuisine et la viande avec de la graisse est utilisée pour donner le goût, d'autre part, si la viande n'est pas vendue ou si elle est négociée il n'existe pas de possibilité de la cuisiner dans de la graisse et qu'elle se conserve, elle pourrait par manque de moyens de conservation modernes au niveau rural.

Deuxième Alternative: La Vente dans la Ferme

La vente dans la ferme est réalisée à travers les marchands ou commerçants qui dans une camionnette ou à pied, achètent des porcs pour marcher ou pour les transporter au marché ou ils les vendent à d'autres commerçants pour leur transfert dans d'autres centres de commerce plus grands ou alors il les vendent aux bouchers.

Cette vente aux marchands de bétail semble se populariser surtout dans les zones avec accès, dans une économie comme l'économie haïtienne où il y a un manque d'argent évident; le marchand offre de l'argent immédiatement et comme cela il économise le prix du transport.

Troisième Alternative: Transport dans le marché et Vente aux Intermédiaires et aux Bouchers



Souvent, l'agriculteur décide de marcher avec ses porcs jusqu'au marché local, les jours de marché, où il trouve des commerçants intermédiaires qui achètent ses porcs pour les transporter dans les centres de population de premier niveau ou pour les donner à des bouchers qui les tuent et qui vendent la viande le jour même, puisque autrement elle pourrit avec la chaleur et aussi à cause des conditions d'hygiène.

Quatrième Alternative: Remise à un Commissionnaire

Une évidence qu'on a trouvée est l'accord que fait l'agriculteur avec le trafiquant de porcs consiste en:

- a. L'agriculteur remet 2 ou 3 gros porcs;
- b. Ce trafiquant les transporte en bus ou en "Tap-Tap" et c'est l'agriculteur qui paye le transport et le gardien;
- c. Le gardien arrive à la capitale et il va dans des espèces d'endroits de récupération où pour 2 ou 3 dollars on lui permet de rester pour reposer l'animal, lui donner de l'eau de quoi manger;
- d. Le lendemain il vend l'animal à des bouchers ou à d'autres commerçants en fonction du besoin financier.

Tous les arrangements précédents montrent clairement une diversité d'alternatives et un nombre important d'intermédiaires qui apparaissent dans ce processus.

Description synthétique du processus d'abattage et de commerce

Le modèle simplifié montrera ce qui arrive dans la plupart des cas quand il s'agit de porcs et de viande de porc.

Première démarche

L'agriculteur amène ses porcs sur le marché local.

Deuxième démarche

Il les vend à un marchand qui lui les transporte après avoir réuni entre 4 et 8 animaux dans un marché régional et à la capitale.

Troisième démarche

Il les vend à un grand commerçant ou aux bouchers qui eux à leur tour les vendent dans les boucheries ou alors ils les vendent à d'autres vendeurs qui font le commerce à travers une infinité de mécanismes.

Un changement possible dans ce processus peut avoir lieu: quelquefois dans les marchés proches des villes telles que Port-au-Prince, Cayes, Cap-Haitien, Jérémie, Gonaves, on découpe l'animal et le boucher n'acquiert le porc que s'il paye pour le service et que si la viande est vendue aux commerçants "Madame Saras" qui à leur tour utilisent les "Tap-Tap" pour transporter la viande dans de plus grands marchés.



Ce processus est un processus de niveaux et d'addition progressive qui est utilisé dans les villes et dans les marchés d'une même ville, en fonction des conditions.

Le problème fondamental consiste en ce que les caractéristiques observées dans les centres d'abattage municipaux, il n'est pas possible de préciser si vraiment on utilise avec le porc les installations d'abattage municipales.

Les observations faites montrent que le porc est découpé en dehors de l'installation municipale destinée aux grands marchés de bétail bovin, sur des tables improvisées et d'une façon qui ressemble beaucoup au système utilisé par l'agriculteur.

Il est impossible de décrire un système sans avoir une idée de la marge sur le prix que reçoit l'agriculteur et qui est additionnée à chaque étape.

En ce qui concerne les marges de commercialisation observées, ce qui a pu être constaté dans le domaine, met en évidence que la différence entre le prix que reçoit l'agriculteur au niveau du marché local et le prix payé par le consommateur pour la viande, dépend de la position de marchandage de l'agriculteur, cependant, la marge qu'ajoute le marché est d'environ 118%.

Le chiffre est basé sur un prix à niveau de US \$ 1.21 le kilo. et de US\$ 2.64 au niveau du consommateur; cette différence de US\$ 1.43 le kilo est répartie 61% pour le marchand et 39% pour le boucher.

Les marges antérieures dans certaines zones s'élargissent contre l'agriculteur, en particulier dans les zones d'accès restreint où l'agriculteur reçoit entre US\$ 0.80 et US\$ 1.00 la chaîne, équivalent au lieu de US\$ 1.21.



Conservation de la Viande de Porc

Dans le passé, on a beaucoup spéculé au sujet des processus de conservation de la viande de porc dans le pays.

En ce qui concerne ces processus, il existe des moyens divers dont on pourrait parler et qui sont décrits par la suite, étant tous réalisés au niveau artisanal.

Mode de cuisine

Le processus est réalisé par l'agriculteur au moyen d'un procédé de friture et de submersion dans la graisse même du porc pendant plusieurs jours, parfois même pendant une semaine.

Le processus consiste en couper la viande de porc en petits morceaux et puis il est bouilli pendant plusieurs heures, cela provoque l'extraction de l'eau et de la graisse.

Une fois ce processus fini, cette viande est frite dans de la graisse chaude et on la cuisine, ainsi elle se consomme partiellement et le reste est laissé pour qu'il refroidisse dans la même graisse dans laquelle elle a été frite, là elle devient une pâte de graisse et de morceaux de viande qui est gardée dans des récipients de façon à être consommée lentement et donner du goût aux repas.

Mode de Saler la Viande

Le processus pour saler la viande utilisé au niveau rural, est évidemment rudementaire et il est basé sur un mélange de sel et d'épices.

La viande est submergée dans une espèce de mélange de sel pour réussir à avoir une meilleure imprégnation du sel dans les tissus.

Malheureusement, ces processus sont réalisés sans aucun contrôle, ou critère, en ce qui concerne les proportions; étant donné qu'avec le manque de mécanismes lourds et de mesure, dans beaucoup des cas la quantité de viande réussie qui soit d'une qualité acceptable est inférieure à 50% de la viande.

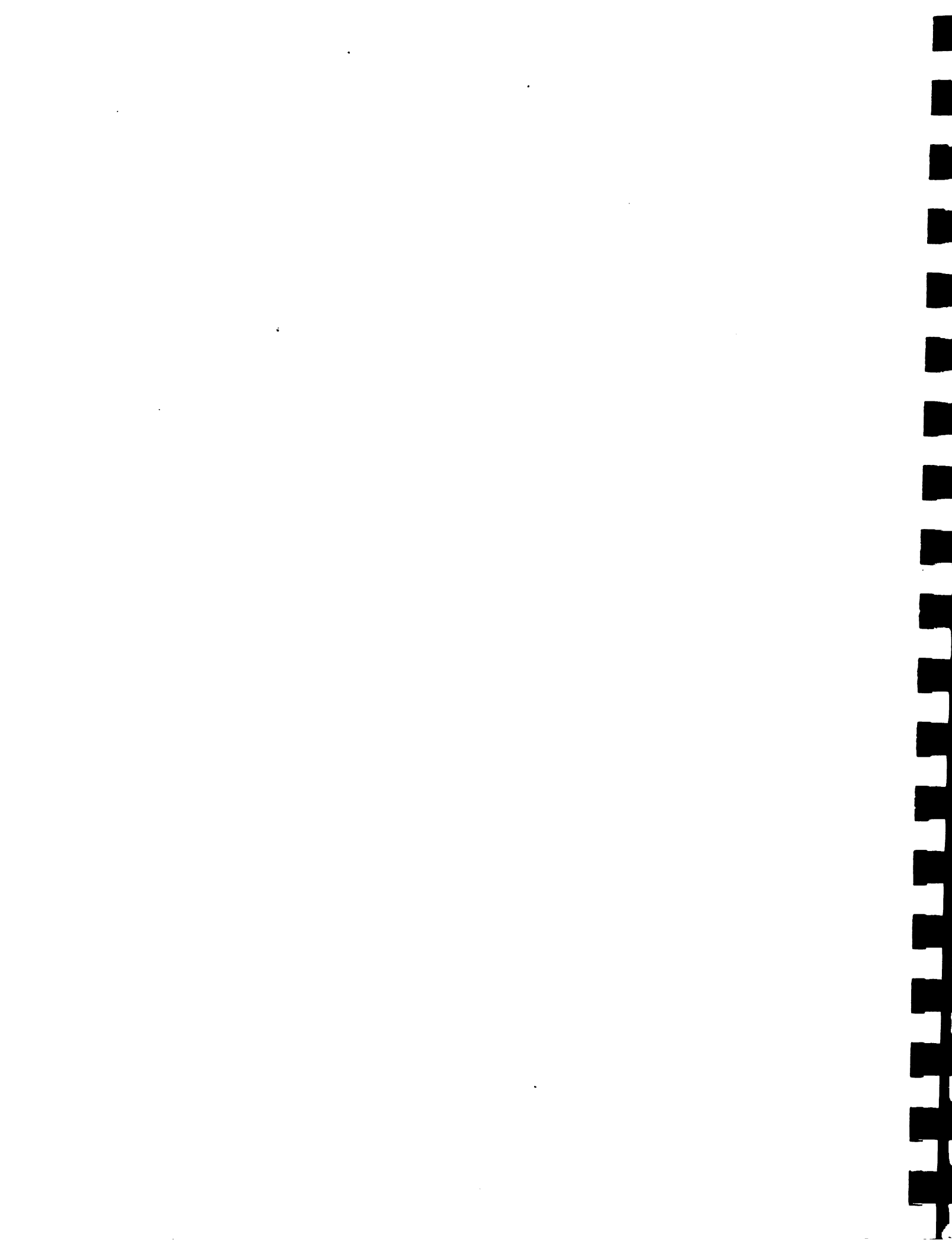
D'autre part, un autre problème du mode de saler la viande est la qualité des ingrédients de base, lesquels tout en montrant les disponibilités locales ne contribuent pas à la bonne réalisation de ces processus.

Mode de Fumer la Viande

Le porc fumé et salé vient de processus qui datent de l'époque coloniale, et aussi bizarre que cela puisse paraître, la limitation principale est la disponibilité d'installations pour le faire de façon adéquate.

Le bois manque et encore plus celui des arbres durs qui produisent une fumée acceptable, cela rend ce processus difficile.

Il est intéressant de souligner que, de même que la viande



conservée par le sel, cette viande est destinée à la vente dans des centres urbains. Les limitations de production sont énormes mais les niveaux économiques de la population pour l'acheter sont encore plus élevés.

De nos jours, la seule entreprise qui produise de façon commerciale ce produit est l'HAMPCO, qui possède à Port-au-Prince des facilités physiques pour l'élaboration des produits qui sont présentés en détail dans le Tableau _____.

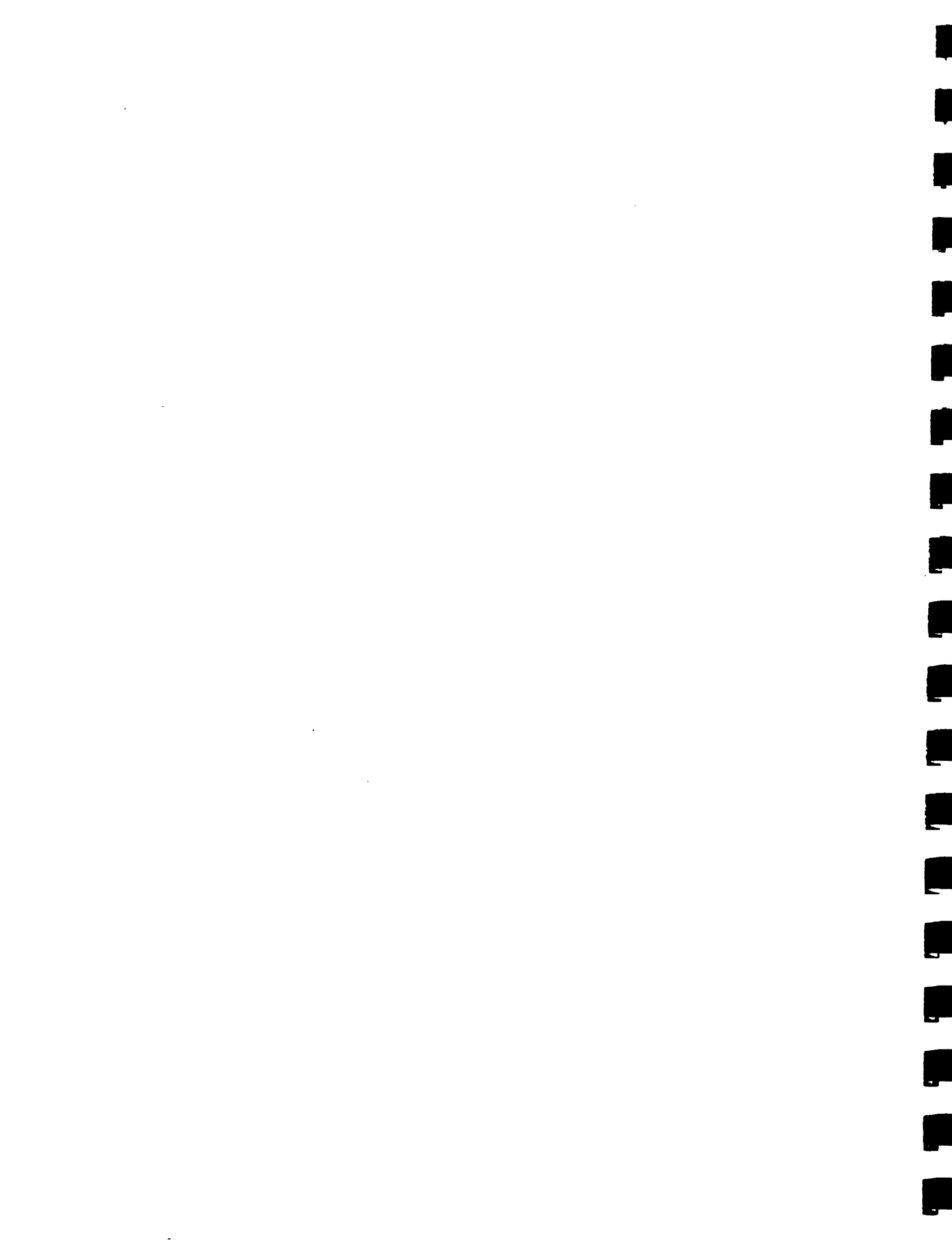


Tableau _____ Produits des Procs et Prix Estimés en Gros
et au Détail.

PRODUIT	Prix Unitaire US\$/livre	
	En gros	Au détail
Filet de Porc	1.75	2.45
Jambon Bouilli	1.90	2.66
Jambon Fumé	1.78	2.49
Pique-nique Fumé	1.33	2.49
Côtelettes de Porc	1.66	2.32
Côtelettes Fumées	2.00	2.80
Porc Rôti	2.00	2.80
Côte de Porc	1.53	2.14
lard	1.52	2.12
Jambon Frais	1.60	2.24
Pique-nique Frais	1.30	1.82
Dos de Porc	1.35	1.89
Pieds de Porc	0.60	0.84
Pieds de Porc dans du sel		

Source: HAMPCO



Les niveaux de prix précédents montrent une marge entre le niveau grossiste et le niveau au détail de l'ordre de 40%, ce qui a été observé dans le marché actuel.



La Réfrigération

Cette phase du processus représente vraiment un des aspects les plus controversables, étant donné que l'on a beaucoup parlé sur l'existence et la non-existence de ces installations dans le pays.

Les installations de réfrigération ont un rapport étroit avec le coût de l'électricité et avec les coûts des réfrigérateurs et des congélateurs. Les petits commerces possèdent des installations de réfrigération limitées, dans la plupart des cas, les installations observées étaient des simples réfrigérateurs et congélateurs de maison.

Dans le but de donner une référence numérique de la situation, on a visité dix boucheries où la viande est vendue; en général, pendant la visite nous avons posé deux questions: savoir si les boucheries possédaient une réfrigération et de quel genre et puis savoir avec quelle fréquence il y avait des livraisons de viande.

Le Tableau _____ montre qu'un d'entre eux n'avait pas d'installation, c'était une simple boutique, le propriétaire achète la viande tous les jours et celle qui reste, il la fait cuire et il la garde.

Le deuxième groupe est composé de 3 cas qui avaient un congélateur de maison qui leur permettait de s'approvisionner de viande deux fois par semaine.

Le troisième groupe est composé par 5 locaux; ils possédaient des réfrigérateurs de maison à tailles variées. Un cas avait un congélateur commercial du type modèle à deux portes en verre.

En fait, 90% des boucheries possédaient une forme de réfrigération laquelle, même dans les pires des conditions, arrivait à conserver la viande pendant 3 ou 4 jours.

Dans le cas de la viande de porc, il y a eu un phénomène curieux, c'étaient que les bouchers, dans un 70% allaient au marché, ils achetaient l'animal et ils le tuaient à un autre endroit, en particulier, cela s'est présenté dans le cas des petits bouchers ou alors ils achetaient la viande à des bouchers d'un commerce plus grand.

Le 30% qui reste n'ont pas voulu expliquer la façon dont ils s'approvisionnaient de viande de porc; pour l'instant, nous supposons qu'il s'agissait de viande de la PEPPADEP, et que pour une raison quelconque ils ne voulaient pas qu'on le sache; d'autre part, il existe un abattage apparent clandestin qui pourrait aussi être le fournisseur.

D'autre part, il est intéressant de faire quelques observations au sujet de la réfrigération commerciale disponible à Port-au-Prince dans certains endroits. Cela est le produit d'observations faites par un groupe de travail OEA/CONADEP, qui a réalisé un inventaire des installations dans la ville capitale et dont le résultat est



montré dans le Tableau _____.

Il est important de remarquer que dans la pratique, l'HAMPCO possède l'installation la plus complète et la plus grande du pays et représente 24% de tout l'espace disponible commercial qui est destiné à l'emmagasinement de viande dans le pays.

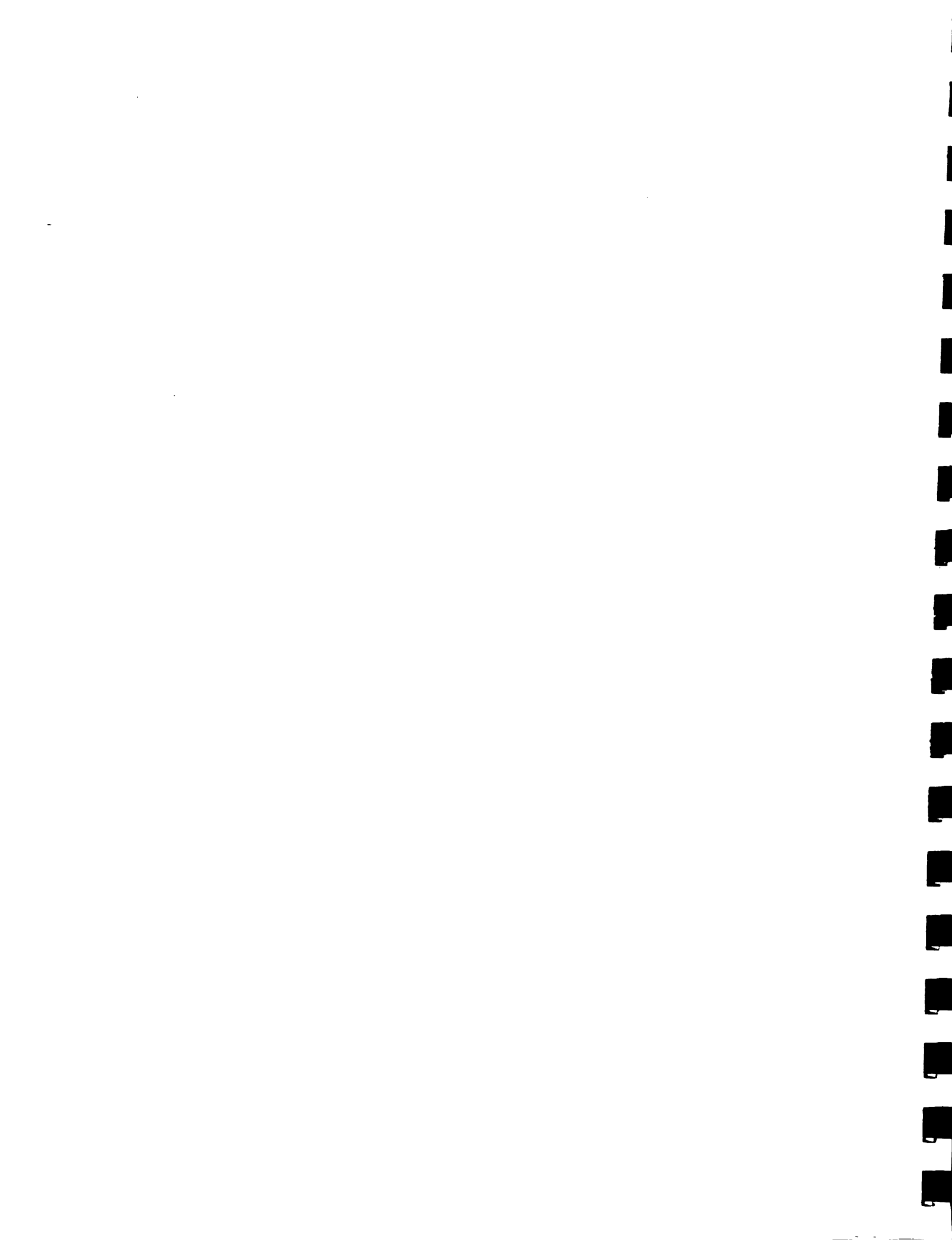
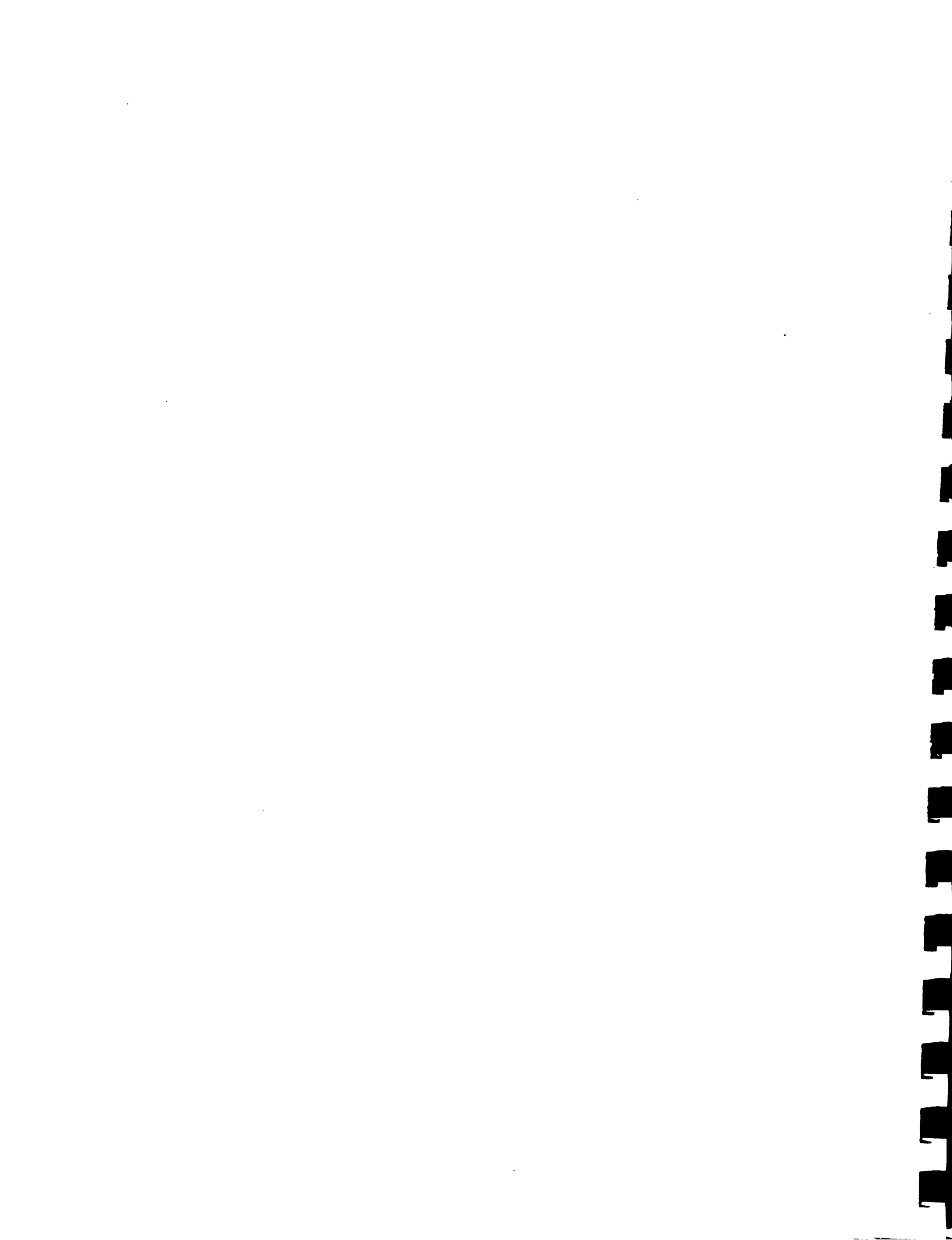


Tableau _____ Installations de Réfrigération

TYPES	POURCENTAGE
Sans réfrigération	10
Réfrigérateur de maison	50
Congélateur de maison	30
Réfrigérateur Commercial	10

Source: Elaboration propre.



Les installations des supermarchés, qui représentent 8% du total des disponibilités, sont utilisées pratiquement dans leur totalité pour l'emmagasinage de viande. D'autre part, ce groupe travaille presque dans sa totalité avec une clientèle à revenu moyen ou élevé et qui demande un certain type de qualité et de présentation des produits de la viande, qui ne peuvent être obtenues qu'au moyen d'un processus de réfrigération comme celui qu'il possède.



Tableau Chambres Froides en Haiti

Activité	Capacité P ³	Température F	
		Max	Min
<u>Supermarchés</u>			
Lalue	960	40°	35°
Express	836	45	-15
Lincoln	800	45	-20
Caridad	830	45	-15
Food Store	432	35	20
Jet	380	-	-
<u>Boucherie-Abattoir</u>			
HAMPCO	12000	-45	-40
Meat Market	288	-	-
Oso Blanco	480	40	5
Champ de Map	1400	40	-20
<u>Usines à Glace</u>			
Brasserie de la Couronne	7483	55	35
Nationale	3750	40	30
<u>Pêcheries</u>			
Pelage	1600	10	-10
Simon	1700	20	0
Fruit de Mer	1400	30	-10
Daguillard	5000	35	-10
Fish industry	9720	35	-40
<u>Autres</u>			
IDAI	896	65	50
TOTAL	49955		

Fuente: OEA/CONADEP

